

www.poverty-environment.org

Anticipation
Biodiversity Equity
Settlements Hunger Creativity
Climate change Sanitation
Clean energy Basic services Land Cover
Funding ecosystem services Natural resources
Soil degradation Equity Cooperation
Improvement Dignity Land use management Communities
Urban/cities Social business

Reconciling **poverty** eradication
and quality of the **environment**

Basic services
Drinkable water Adaptation Informal sector
Cooperation Hunger **Poor people** Settlements
Social business Equity Clean energy
Private sector Land use management
Funding Natural resources Hunger
Innovative solutions
Sustainable management
Sanitation



INSTITUT

Veolia Environnement

Anticipation
Biodiversité Équité
 Quartiers Faim Créativité
Changement climatique
 Energies sobres Services essentiels Territoire
 Financements Services écosystémiques
 Dégradation des sols Équité Coopération
 Réhabilitation Dignité Aménagement Communautés
 Urbain/villes Social business
Concilier lutte contre la pauvreté
et qualité de l'environnement
 Services essentiels
 Eau potable Adaptation Secteur informel
 Coopération Faim **Populations pauvres**
 Social business Équité Energies sobres
Secteur privé Aménagement Quartiers
 Financements Ressources naturelles
Solutions innovantes
 Gestion durable Faim
 Assainissement

CONFÉRENCE INTERNATIONALE CONFÉRENCE INTERNATIONALE CONFÉRENCE INTERNATIONALE

Maison de la Chimie - Paris

27 & 28 juin 2011

www.pauvrete-environnement.org



INSTITUT

Veolia Environnement

Conscient que les questions de pauvreté et d'environnement sont capitales pour l'avenir de l'humanité, l'Institut Veolia Environnement a souhaité attirer l'attention sur ces problématiques globales et leurs interactions. Agissant comme une plateforme d'échanges de connaissances et de bonnes pratiques sur des sujets novateurs, interdisciplinaires ou émergents, l'Institut a choisi d'y consacrer l'une des éditions de son programme de « Conférences de perspectives environnementales », pour réunir scientifiques, acteurs de terrain et décideurs et tenter, à la suite d'un diagnostic, de faire émerger des solutions et recommandations.

Cette démarche s'inscrit dans la continuité des travaux déjà entamés autour du thème du développement, comme par exemple la revue FACTS Reports au travers de laquelle l'Institut a tissé des liens avec les acteurs de terrain du monde entier afin de leur offrir une plateforme d'échange originale, ou encore les partenariats menés avec des centres de recherche américains, chinois ou indiens sur des thématiques proches.

En proposant cette conférence avec l'AFD, l'Institut Veolia Environnement espère offrir aux participants et intervenants aux parcours divers et complémentaires, une occasion unique de dialoguer et de débattre, convaincu que l'anticipation des tendances qui modèleront le monde dans les années à venir passe par des interactions entre tous ces acteurs.

Georges Valentis
Délégué général
Institut Veolia Environnement

Recognising that the issues of poverty and the environment are key for the future of humanity,

the Veolia Environment Institute wishes to draw attention to these global issues and their relationship. Acting as a platform for the exchange of ideas and of good practices in innovative, interdisciplinary or emerging subjects, the Institute has dedicated one of its "Future Environmental Trends Conferences" to the subject. The event will bring together scientists, decision-makers and others active in the field to engage in dialogue on the current situation and to try to identify solutions and recommendations.

This initiative is in line with the Institute's existing activities on the theme of development: for example, the FACTS Reports journal, through which the Institute has created links between field practitioners worldwide, offering them a new platform for the exchange of practices; and various research partnerships on similar topics set up in collaboration with American, Chinese or Indian research centres.

In proposing this conference with the Agence Française de Développement, the Veolia Environment Institute hopes to offer participants from diverse backgrounds a unique opportunity for dialogue and debate, in the conviction that it is such interactions that will allow us to anticipate the environmental trends that will shape our world in the years to come.

L'Agence Française de Développement agit depuis 70 ans pour combattre la pauvreté et favoriser le développement dans les pays du Sud et en Outre-mer. En 2010, elle a consacré plus de 6,8 milliards d'euros de financement de projets qui soutiennent la croissance économique, améliorent les conditions de vie des populations et protègent la planète.

Parce que la lutte contre la pauvreté doit s'accompagner d'une lutte pour la préservation de l'environnement, il est indispensable de comprendre les interactions de ces deux défis majeurs qui devront être relevés à l'échelle mondiale. L'AFD accompagne d'ailleurs ses partenaires dans la mise en place de cadres d'exploitation durable de leurs ressources naturelles.

En s'associant à l'Institut Veolia Environnement, l'AFD souhaite contribuer à cette réflexion globale. La participation à cette conférence des représentants des Etats et des organisations internationales, des entreprises publiques et privées, des ONG, ainsi que des universitaires et des lauréats du Prix Nobel, permettra de mobiliser les savoirs et savoir-faire en faveur d'une lutte durable contre la pauvreté. Les propositions et recommandations formulées à cette occasion seront des contributions utiles à la préparation du Sommet de la Terre de 2012, Rio+20, qui place l'économie verte au premier plan.

Caroline Cornu
Directeur Exécutif des Relations extérieures
et des Partenariats
Agence Française de Développement

For 70 years, the Agence Française de Développement has been working towards alleviating poverty and fostering development in the South and the Overseas Communities. In 2010, it has spent more than 6,8 billion Euros to fund projects supporting economic growth, improving the living conditions of the local populations as well as protecting the planet.

Because the fight against poverty must go hand in hand with the fight for the conservation of the environment, it is crucial to understand the interactions between these two major challenges which must be met at the global level. The AFD is thus helping its partners implement the needed frameworks for the sustainable exploitation of their natural resources.

By working along with the Institut Veolia Environnement for this conference, the AFD wishes to contribute to this global reflection. Numerous representatives of States, international organizations, public or private businesses, NGOs, as well as scholars and winners of the Nobel Prize will participate in this symposium, thereby helping gathering knowledge and know-how in order to fight against poverty. The propositions and recommendations elaborated for the occasion will be very fruitful and useful contributions to prepare the Earth Summit, which will take place in 2012, Rio+20, that puts the green economy at the top of the agenda.



©Niils Devernois

Sommaire / Contents

- P.4 La Conférence
- P.6 Programme simplifié
- P.7 Plan des espaces
- P.10 Programme détaillé
- P.22 Les intervenants
- P.48 Les organisateurs
- P.50 Les partenaires
- P.51 Remerciements



- P.6 Overview
- P.8 Programme at a glance
- P.9 Floor plans and conference rooms
- P.11 Detailed Programme
- P.22 Speakers/Chairs' profiles
- P.48 Organizers presentation
- P.50 Partners presentation
- P.51 Acknowledgements



La pauvreté et la dégradation de l'environnement cohabitent de plus en plus souvent dans les différentes parties du monde et chacun de ces deux problèmes peut à tour de rôle devenir la cause de l'autre. Comme la population mondiale atteindrait les 9 milliards en 2050, dont près de 2 milliards en Afrique, les demandes et les besoins augmenteraient aussi, obligeant les sociétés à s'adapter et à définir de nouveaux modèles de développement et de croissance. Elles devront de plus en plus faire appel à une utilisation rationnelle des ressources et développer une économie sobre en carbone. Ainsi face à la complexité et à l'interdépendance de ces deux problématiques majeures, lutte contre la pauvreté et préservation de la qualité de l'environnement, une analyse de leurs interactions offrira des perspectives de solutions nouvelles, innovantes, et créera de réelles opportunités.

En fait, la pauvreté prend des formes différentes que l'on soit en France, au Mali ou en Inde. Si l'objectif ultime pour les femmes et les hommes est d'être respectés comme des êtres humains à part entière, avec dignité, sortir de la pauvreté signifie aussi pouvoir se nourrir, s'instruire, se loger, se soigner et avoir accès à des services essentiels : eau, énergie, électricité. Pour que les populations bénéficient de ces services essentiels, des mutations économiques sont indispensables pour créer plus de richesses et aboutir in fine à une amélioration de leurs conditions de vie. La diversité des développements suivis par les peuples de la terre conduit à une multitude de types de pauvreté, auxquels s'ajoutent d'autres paramètres, possibles éléments aggravant, comme les facteurs environnementaux. Il est utile de s'interroger sur la pertinence de solutions adaptées qui prennent en compte les dimensions environnementales.

Aujourd'hui la préservation de l'environnement apparaît comme une composante essentielle d'un développement durable. L'être humain, de par ses interactions avec son environnement naturel, devra évoluer pour faire face aux nouvelles contraintes à l'échelle internationale : ressources naturelles limitées et fragilisées, perte de la biodiversité, territoires finis avec compétition entre leurs usages, besoin de nouvelles sources d'énergie, pression démographique particulièrement en milieu urbain et changement climatique. Alors, pour la survie des populations et de la planète, n'apparaît-il pas nécessaire de mener une réflexion sur cette approche intégrée et sur les moyens économiques qui permettraient une transition efficace pour répondre au double objectif de concilier lutte contre la pauvreté et qualité de l'environnement ?

Dans ce contexte, des questions prioritaires émergent, telles que :

- La réduction de la vulnérabilité des populations pauvres face aux risques climatiques ;
- L'amélioration des conditions de vie des populations pauvres à travers la préservation de la biodiversité et la valorisation durable du capital naturel ;
- La maîtrise de l'impact humain sur l'environnement contribuant à l'amélioration de la qualité de vie des plus démunis et en particulier de la santé ;
- La place du développement économique dans les politiques globales et locales de lutte contre la pauvreté et de préservation de l'environnement ;
- Les innovations dans les modes de financement et dans les formes de coopération entre acteurs.

Dans l'anticipation des tendances qui modèleront le monde dans les années à venir, des projets économiques viables intégrant les actions de lutte contre la pauvreté et celles de gestion durable de l'environnement apparaissent comme des priorités à l'échelle planétaire. La plus grande partie de la population mondiale grandira dans les villes des pays en développement et les enjeux pour cette population seront énormes (habitat, alimentation, santé, éducation, etc.).

La mobilisation de tous les acteurs, Etats, organisations internationales, ONG, entreprises, fondations philanthropiques, communautés scientifiques, est nécessaire pour élaborer et mettre en oeuvre de nouvelles politiques et des instruments efficaces et durables de lutte contre la pauvreté dans un contexte de fragilisation de l'environnement.

Si le sujet se pose comme un défi global, les réponses locales, au plus près des populations, sont indispensables. La coopération entre tous ces acteurs, la pérennisation d'activités économiques innovantes, le maintien des sources de financement existantes, le développement de projets locaux et le retour d'expérience devront être au coeur des réflexions et décisions pour l'avenir.

Ce constat appelle une réflexion sur les solutions qui seront imaginées pour répondre à ces défis. Aujourd'hui, on assiste à un questionnement des modèles économiques existants, appelant une valorisation et une meilleure prise en compte des retours sociaux et environnementaux, tout comme des bénéfices de long terme. A cela s'ajoute l'évolution des systèmes d'aides utilisés jusqu'alors que ce soit par rapport à leur montant, à leur allocation et à leur évaluation.

De plus, de nouvelles formes de coopération et de partenariat entre acteurs sont en train d'émerger, motivées par un meilleur partage des risques et une plus grande prise de conscience, voire de responsabilité. Pour ce qui est des ressources financières,

compte tenu du contexte actuel de crise économique, elles devraient être réorientées vers des projets de développement qui intègrent les dimensions économique, sociale et environnementale. Cette meilleure allocation des fonds disponibles doit s'accompagner de nouvelles sources de financement par l'intermédiaire d'autres acteurs, capables d'agir comme des leviers en proposant des ressources additionnelles.

Après le Sommet sur l'état d'avancement, jugé insuffisant, des Objectifs du millénaire pour le développement de New York (septembre 2010), le Sommet de Cancun sur le Climat (décembre 2010) abordé avec un optimisme prudent après les résultats de Copenhague (décembre 2009), la Conférence « Pauvreté-Environnement » prend toute sa place dans l'agenda international. Elle offrira une occasion supplémentaire de dialogue sur les questions de développement et d'environnement un an avant la grande échéance du Sommet de la Terre Rio+20.

Principales attentes

- Sensibiliser aux nouvelles contraintes et opportunités qui émergent de l'analyse conjointe pauvreté/environnement ;
- Partager des expériences concrètes menées dans différents contextes géographiques, économiques et politiques ayant permis de concilier lutte contre la pauvreté et qualité de l'environnement ;
- Fournir une plateforme de dialogue approfondi entre gouvernements, décideurs, experts scientifiques, ONG, entreprises, institutions multilatérales et représentants de la société civile ;
- Mobiliser et sensibiliser sur les formes de coopération entre acteurs ou entre zones géographiques ;
- Faire connaître plus largement une recherche scientifique et des expériences terrain de qualité de manière à doter les parties, intéressées au dialogue et en quête d'orientations claires, de bases factuelles plus solides ;
- Contribuer à la formulation de politiques et de programmes d'actions relatifs au thème de la Conférence.

Objectif de l'événement

La Conférence vise à exposer, illustrer et débattre des approches et des initiatives globales et locales permettant de concilier lutte contre la pauvreté et qualité de l'environnement, en s'appuyant sur des points de vue scientifiques, politiques et de praticiens. A travers des expériences concrètes, cette Conférence vise à promouvoir des bonnes pratiques et faire émerger des recommandations pour les acteurs et les décideurs.

Poverty and environmental damage increasingly go hand in hand throughout the world. Each of these problems can cause the other. Since global population could reach 9 billion by 2050 – including some 2 billion in Africa – demand and requirements could also rise, forcing societies to adapt and devise new development and growth models. For example, they will have to resort increasingly to a rational use of resources and develop a carbon-neutral economy. Considering the complexity and interdependency of both these major issues – combating poverty and preserving the quality of the environment - analysing their interactions will open up the prospect of new innovative solutions and create real opportunities.

Poverty assumes different forms, depending on whether you live in France, Mali or India. If the ultimate objective for women and men is to be respected as fully-fledged human beings, with dignity, moving out of poverty also means having access to food, education, housing, medical care, and essential goods: water, energy, electricity. For people to benefit from these essential services, crucial economic transformations are needed to create more wealth and eventually improve their living conditions. The various forms of development that the peoples of the earth engage in have led to an infinite number of forms of poverty, to which are added other parameters, such as environmental factors, that may potentially worsen the situation. It is useful to explore relevant and adapted solutions that take into account the environmental dimension.

Today, preserving the environment is a major component of sustainable development. Humans, because they interact with the natural environment, must evolve in order to face up to new constraints at international level. These include limited and vulnerable natural resources, loss of biodiversity, finite land that is sought for competing uses, need for new energy sources, demographic pressures - particularly in urban areas - and climate change.

So, for people and the planet to survive, wouldn't it be necessary to reflect on such an integrated approach and on the economic resources that would allow an efficient transition towards meeting the dual objective of reconciling poverty eradication and quality of the environment?

In such a context, a number of priority issues stand out. They are:

- Making the poor less vulnerable to climate-related risks;
- Improving the living conditions of the poor through the preservation of biodiversity and sustainable development of natural assets;

- Controlling human impact on the environment, thus contributing to improving quality of life for the poorest, and, particularly, health;
- The role of economic development in global and local policies that are directed to combating poverty and preserving the environment;
- Innovations in modes of funding and in forms of cooperation between actors.

In anticipation of the trends that will shape the world in the coming years, viable economic projects that integrate actions directed to creating sustainable environmental management and combating poverty emerge as priorities at the global level. Most of the world's population will grow up in cities in developing countries. The challenges facing these people will be immense (housing, food, health, education, etc.). Mobilising all actors, governments, international organisations, NGOs, businesses, charitable foundations and scientific communities, is necessary to develop and implement new policies, as well as effective and sustainable poverty reduction instruments in a context of environmental deterioration.

Although the challenge is global, answers need to be found at the level of local communities. Cooperation between all of the actors, lasting innovative economic activities, preserving existing funding sources, developing local projects and ensuring feedback, all need to be at the heart of reflections and decisions for the future.

Such a situation calls for reflection on the solutions to be formulated to meet these challenges. Existing economic models are now being questioned. There are calls for greater valuation and integration of social and environmental returns, as well as long term benefits. To this should be added changes in the aid systems applied up to now, whether in terms of their amount, their allocation, or their evaluation. It seems essential, therefore, to rethink both the mechanisms and the measure of the efficacy of economic instruments.

Furthermore, new forms of cooperation and partnerships between actors are emerging, motivated by better risk-sharing and improved awareness, and a greater sense of responsibility. In view of the present economic crisis, financial resources will have to be redirected towards development projects that include economic, social and environmental dimensions. This improved allocation of available funds must go hand in hand with new funding sources from other actors who can provide leverage by proposing additional resources.

After the New York Summit on progress in the Millennium Development Goals that was deemed insufficient (September 2010), the Cancun Climate Summit (December 2010) approached with cautious optimism following the results of Copenhagen (December 2009), the "Poverty-Environment" Conference fits naturally into the international agenda. It will provide an additional opportunity for dialogue on development and environmental issues one year ahead of the Rio+20 Earth Summit.



Main expectations

- To share concrete experiences in various geographical, economic and political contexts that have made reconciling poverty eradication and quality of the environment possible;
- To provide a platform for an in-depth dialogue between governments, decision-makers, scientific experts, NGOs, businesses, multilateral institutions, and representatives of civil society;
- To mobilize on, and raise awareness of, forms of cooperation between actors or geographical areas;
- To promote more extensively quality scientific research and field experience so that those who are interested in dialogue and are in search of clear guidelines can be provided with sounder factual foundations;
- To contribute to drawing up policies and action programmes related to the Conference themes.

Objective of the event

The conference aims at presenting, illustrating and debating global and local approaches and initiatives making it possible to reconcile poverty eradication and quality of the environment. It will rely on scientific, political and practitioners' viewpoints. Through concrete cases, the conference therefore aims at promoting best practices and issuing recommendations to stakeholders and decision-makers.

Programme simplifié

-  Sessions plénières
-  Sessions thématiques

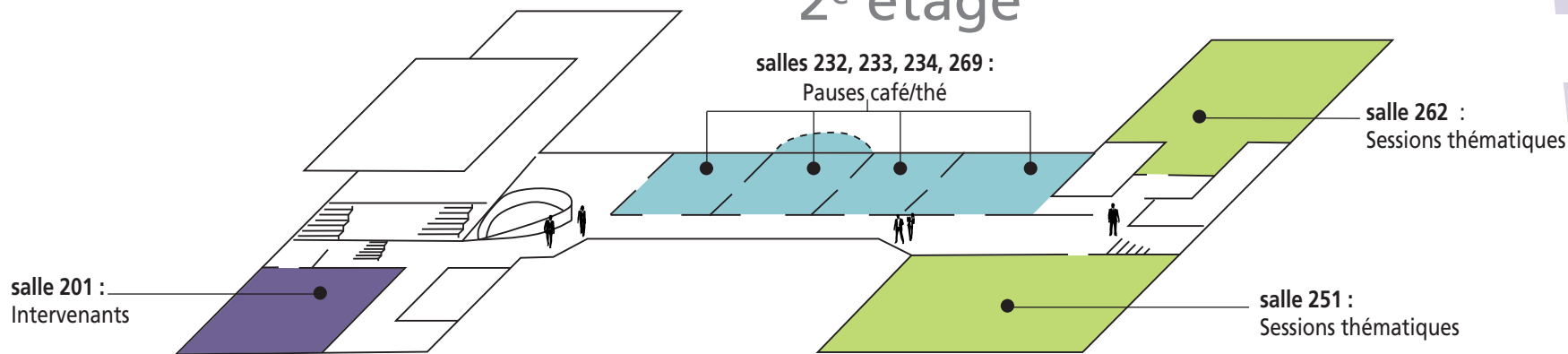
LUNDI 27 JUIN 2011

08h15 - 09h00	Accueil
09h00 - 10h15	Cérémonie d'ouverture et allocutions spéciales (<u>Amphithéâtre Lavoisier</u>)
10h15 - 11h15	1. LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE (<u>Amphithéâtre Lavoisier</u>)
11h15 - 11h45	Pause
11h45 - 13h00	<ul style="list-style-type: none">Thématique 1.1 (<u>salle 262</u>) : Anticipation et adaptation au changement climatiqueThématique 1.2 (<u>salle 251</u>) : Pauvreté rurale, dégradation des sols et changement climatiqueThématique 1.3 (<u>salle 101</u>) : Pauvreté et énergies sobres en carbone
13h00 - 14h30	Déjeuner
14h30 - 16h00	2. LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET BIODIVERSITE (<u>Amphithéâtre Lavoisier</u>)
16h00 - 16h30	Pause
16h30 - 18h00	<ul style="list-style-type: none">Thématique 2.1 (<u>salle 262</u>) : Gestion durable des ressources naturelles et bénéfiques pour les communautésThématique 2.2 (<u>salle 101</u>) : Valorisation des services écosystémiquesThématique 2.3 (<u>salle 251</u>) : Préservation des écosystèmes et lutte contre la pauvreté : quels enjeux territoriaux ?

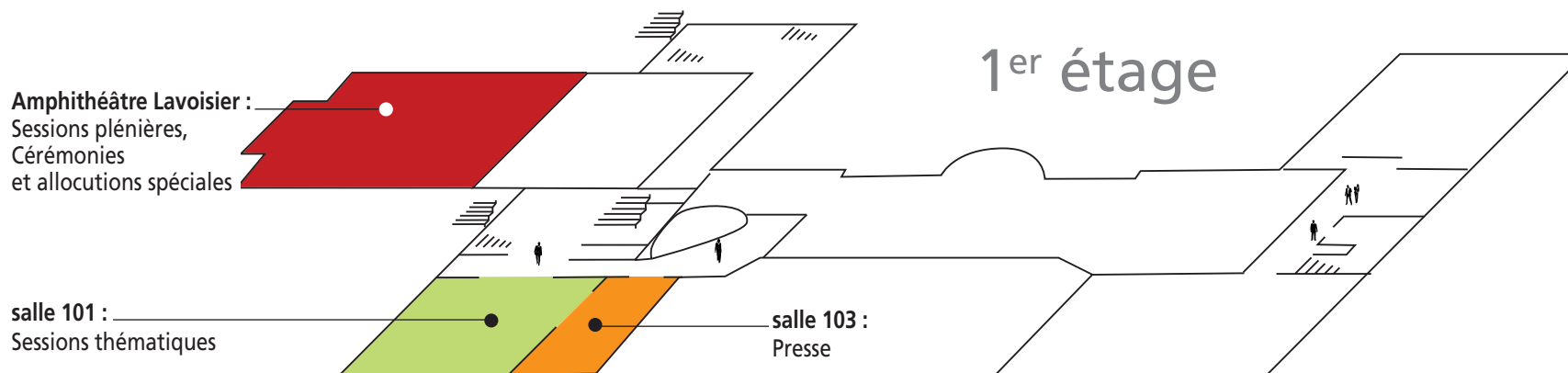
MARDI 28 JUIN 2011

08h00 - 08h30	Accueil
08h30 - 09h45	3. LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET QUALITE DE L'ENVIRONNEMENT EN MILIEU URBAIN ET PERI-URBAIN (<u>Amphithéâtre Lavoisier</u>)
09h45 - 11h00	<ul style="list-style-type: none">Thématique 3.1 (<u>salle 262</u>) : Réhabilitation des quartiers pauvres et cadre de vieThématique 3.2 (<u>salle 251</u>) : Aménagement du territoire : concilier qualité de l'environnement et lutte contre la pauvreté dans les espaces péri-urbainsThématique 3.3 (<u>salle 101</u>) : Assainissement et autres services essentiels: comment sortir de l'impasse économique et technique dans les quartiers pauvres ?
11h00 - 11h30	Pause
11h30 - 13h00	4. LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET QUALITE DE L'ENVIRONNEMENT, QUEL ROLE POUR LE SECTEUR PRIVE ? (<u>Amphithéâtre Lavoisier</u>)
13h00 - 14h30	Déjeuner
14h30 - 16h00	<ul style="list-style-type: none">Thématique 4.1 (<u>salle 262</u>) : Créativité et intégration du secteur informelThématique 4.2 (<u>salle 101</u>) : Quelle place pour la protection de l'environnement dans les démarches d'accès aux biens et services pour les pauvres ?Thématique 4.3 (<u>salle 251</u>) : Faisabilité et mise en œuvre des financements innovants
16h00 - 16h30	Pause
16h30 - 17h30	Allocutions spéciales et cérémonie de clôture (<u>Amphithéâtre Lavoisier</u>)

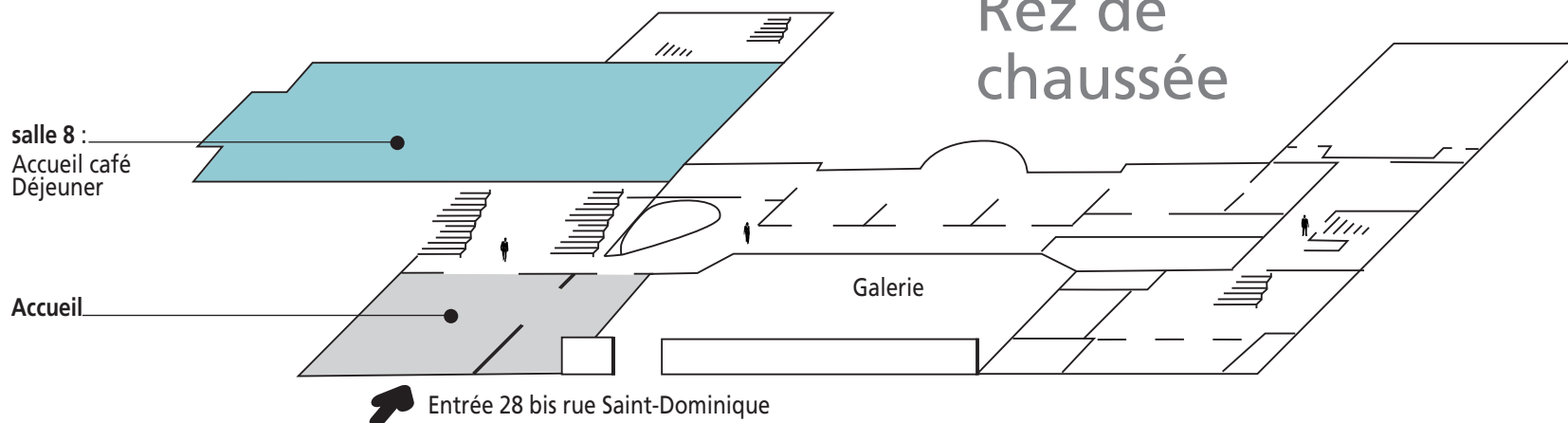
2^e étage



1^{er} étage



Rez de chaussée



Programme at a glance

- Plenaries sessions
- Thematics sessions

MONDAY, JUNE 27TH, 2011

08h15 - 09h00	Welcome
09h00 - 10h15	Opening ceremony and special addresses (<u>Amphithéâtre Lavoisier</u>)
10h15 - 11h15	1. POVERTY ERADICATION AND CLIMATE CHANGE (<u>Amphithéâtre Lavoisier</u>)
11h15 - 11h45	Break
11h45 - 13h00	<ul style="list-style-type: none">Thematic 1.1 (<u>room 262</u>): Anticipating and adapting to climate changeThematic 1.2 (<u>room 251</u>): Rural poverty, soil degradation and climate changeThematic 1.3 (<u>room 101</u>): Poverty and clean energy
13h00 - 14h30	Lunch
14h30 - 16h00	2. POVERTY ERADICATION AND BIODIVERSITY (<u>Amphithéâtre Lavoisier</u>)
16h00 - 16h30	Break
16h30 - 18h00	<ul style="list-style-type: none">Thematic 2.1 (<u>room 262</u>): Sustainable management of natural resources and benefits for communitiesThematic 2.2 (<u>room 101</u>): Enhancing the value of ecosystem servicesThematic 2.3 (<u>room 251</u>): Preservation of ecosystems and the fight against poverty: territorial challenges

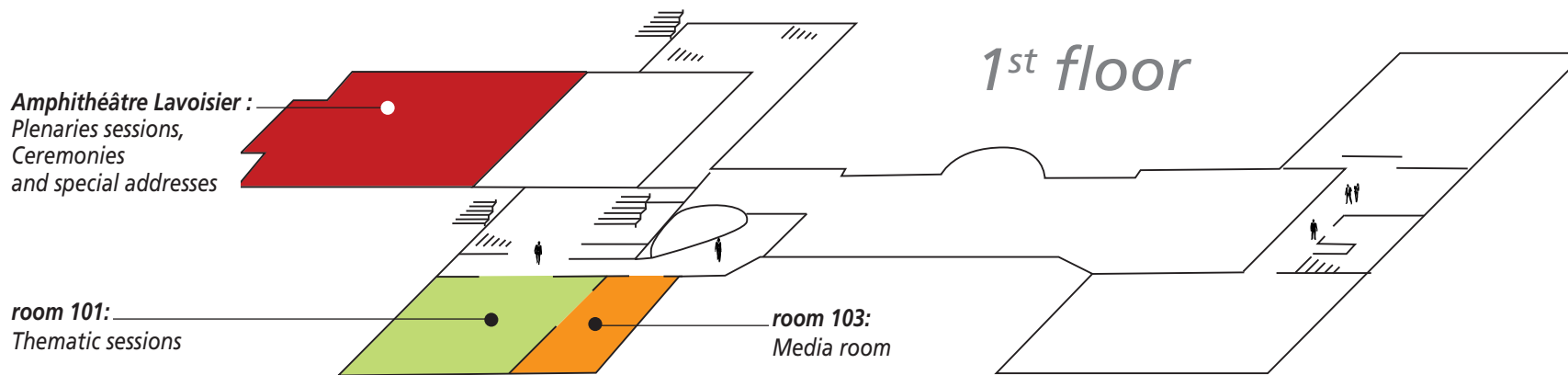
TUESDAY, JUNE 28TH, 2011

08h00 - 08h30	Welcome
08h30 - 09h45	3. POVERTY ERADICATION AND QUALITY OF THE ENVIRONMENT IN URBAN AND PERI URBAN AREAS (<u>Amphithéâtre Lavoisier</u>)
09h45 - 11h00	<ul style="list-style-type: none">Thematic 3.1 (<u>room 262</u>): Rehabilitation of poor neighbourhoods and the living environmentThematic 3.2 (<u>room 251</u>): Town and country planning: reconciling environmental quality and the fight against poverty in peri-urban areasThematic 3.3 (<u>room 101</u>): Sanitation and other essential services: how to break the economic and technical deadlock in poor districts?
11h00 - 11h30	Break
11h30 - 13h00	4. POVERTY ERADICATION AND QUALITY OF THE ENVIRONMENT, WHAT IS THE ROLE OF PRIVATE SECTOR? (<u>Amphithéâtre Lavoisier</u>)
13h00 - 14h30	Lunch
14h30 - 16h00	<ul style="list-style-type: none">Thematic 4.1 (<u>room 262</u>): Creativity and integration of the informal sectorThematic 4.2 (<u>room 101</u>): Is there a place for environmental protection in improving access to basic goods and services for the poor?Thematic 4.3 (<u>room 251</u>): Feasibility and implementation of innovative funding
16h00 - 16h30	Break
16h30 - 17h30	Special addresses and closing ceremony (<u>Amphithéâtre Lavoisier</u>)

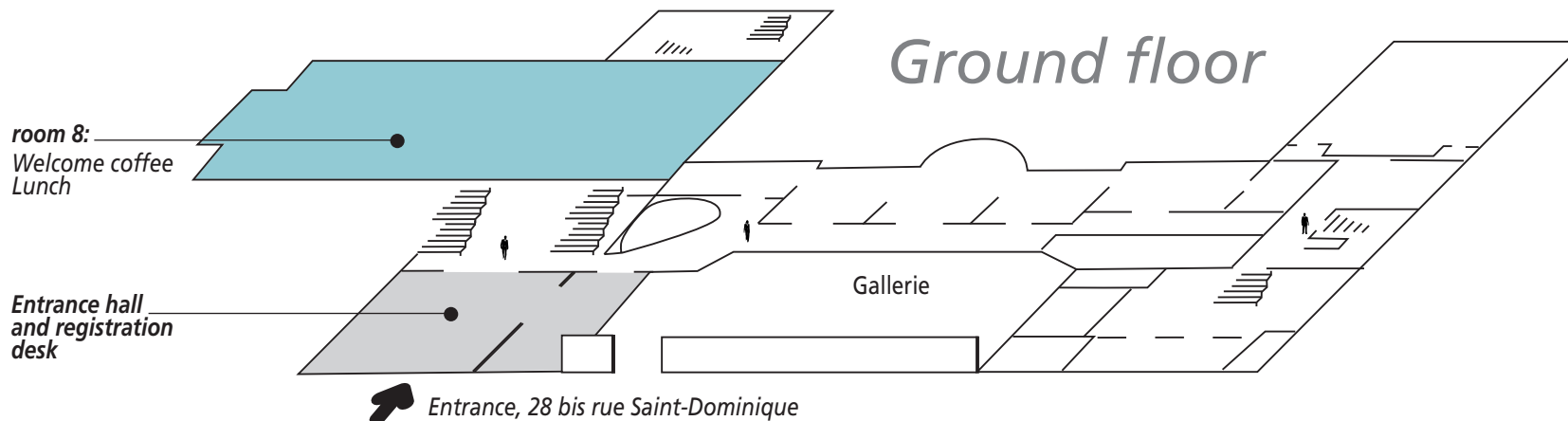
2nd floor



1st floor



Ground floor



08h15 - 09h00

ACCUEIL

09h00 - 10h15

CEREMONIE D'OUVERTURE ET ALLOCUTION SPÉCIALE (Amphithéâtre Lavoisier)

OUVERTURE ET INTRODUCTION

Christine Lagarde, Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie
 Antoine Frérot, Président-Directeur général, Veolia Environnement
 Dov Zerah, Directeur général, Agence Française de Développement
 Session présidée par Jean Pierre Tardieu

ALLOCUTION SPECIALE

Amartya Sen, Prix Nobel d'Economie, Economiste et professeur, Harvard University

10h15 - 11h15

Séance plénière 1 - LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE (Amphithéâtre Lavoisier)

PRÉSENTATION

La Conférence de Rio de 1992 a marqué un moment clef dans la conciliation des objectifs de développement et de préservation de l'environnement, en jetant les bases du cadre multilatéral dans lequel les discussions internationales allaient désormais s'organiser. La décennie qui l'a suivie a, à cet égard, été marquée par deux évolutions majeures :

- dans le domaine de l'environnement, une intensification de la négociation internationale sur le changement climatique ;
- dans le domaine de l'aide au développement, une focalisation autour de l'objectif de la lutte contre la pauvreté.

Ces deux évolutions ont poursuivi des objectifs parallèles : la volonté de réduire les émissions de GES a conduit à mettre en priorité l'accent sur les pays émergents et le secteur de l'énergie ; en matière d'aide au développement, la priorité a porté sur les pays les moins avancés, les grandes pandémies et les services de base.

Depuis quelques années, ces deux agendas et ces deux objectifs tendent cependant à se rapprocher. Les travaux du GIEC ont en premier lieu mis en évidence la part que représentent les modifications liées à l'usage des sols dans les facteurs d'évolution du climat, conduisant ainsi à étendre les enjeux à des secteurs pour lesquels les liens réciproques avec les déterminants de la pauvreté sont plus directs (agriculture, forêts). Du fait de la hausse des prix des énergies fossiles, l'intégration des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique s'impose dans la fourniture de services énergétiques destinés aux populations rurales et périurbaines. Par ailleurs, la mise en évidence de la vulnérabilité particulière des pays et des populations les plus pauvres face aux effets du changement climatique introduit un nouvel angle d'analyse, se traduisant par une attention croissante portée à l'anticipation des transformations à venir et à la question de l'adaptation.

Sur ces sujets, les initiatives et expériences de terrains déjà engagées alimentent et éclairent une position qui – au-delà d'une simple posture – permet d'identifier les conditions à réunir pour que les efforts de réduction de la pauvreté et de lutte contre le changement climatique se renforcent en pratique l'un l'autre.

LES INTERVENANTS

David Bresch, Directeur, Durabilité et gestion des risques politiques, Swiss Re

Sylvie Lemmet, Directrice, DTIE, PNUF

Hui Xu, Directeur général, International Poverty Reduction Center in China

Session présidée par Laurence Tubiana



08h15 - 09h00

WELCOME

09h00 - 10h15

OPENING CEREMONY AND SPECIAL ADDRESS (Amphithéâtre Lavoisier)

INTRODUCTION AND OPENING

Christine Lagarde, Minister for the Economy, Finance and Industry
 Antoine Frérot, Chairman and CEO, Veolia Environnement
 Dov Zerah, CEO, Agence Française de Développement
 Session chaired by Jean Pierre Tardieu

SPECIAL ADDRESS

Amartya Sen, Nobel Prize in Economic Sciences, Economist and professor, Harvard University

10h15 - 11h15

Plenary Session 1 - **POVERTY ERADICATION AND CLIMATE CHANGE** (Amphithéâtre Lavoisier)

PRESENTATION

The 1992 Rio Conference was pivotal in reconciling development and environmental preservation objectives by establishing the foundations of the multilateral framework that was to organise international discussions. The following decade was marked by two major developments:

- In the environmental sphere, the stepping up of international negotiations on climate change;
- In the development aid sphere, the focus on the objective of fighting poverty.

These two developments pursued parallel objectives: the desire to cut greenhouse gas emissions led to giving priority to emerging countries and the energy sector; in the development aid sphere, priority was given to the least developed countries, major pandemics, and basic services.

These two agendas and objectives have tended to draw closer over the past few years. IPCC work first highlighted the role of changes in land use in climate change-related factors, thus leading to extending challenges to sectors where mutual links with the causes of poverty are more direct (agriculture, forests). Because of the increase in fossil energy prices, renewable energy and energy efficiency must be integrated in the supply of energy services to rural and peri-urban populations. In addition, the realisation that the poorest countries and people are particularly vulnerable to the consequences of climate change has introduced a new analytical approach, leading to increased attention being paid to anticipating future changes and to the question of adaptation.

On these issues, field initiatives and experiences to date contribute to, and shed light on, a position which – far from being mere posturing – helps to identify the conditions to be met so that efforts to fight poverty and climate change strengthen each other in practice.

SPEAKERS

David Bresch, Head Sustainability and Political Risk Management, Swiss Re
 Sylvie Lemmet, Director, DTIE, UNEP
 Hui Xu, Director general, International Poverty Reduction Center in China
 Session chaired by Laurence Tubiana



Thématique 1.1 (salle 262) : Anticipation et adaptation au changement climatique

PRÉSENTATION

Les récentes inondations dramatiques de la Colombie, ou du Pakistan ont confirmé la vulnérabilité des populations pauvres aux catastrophes naturelles dont la puissance et la fréquence devraient augmenter sous l'effet du changement climatique en cours. Des régions entières déjà fragilisées par un aménagement du territoire peu ou pas organisé et par une démographie croissante seront plus durablement déstabilisées. Si les impacts du changement climatique concernent plus directement les secteurs comme l'eau ou l'agriculture, d'autres domaines sont également concernés : villes, infrastructures, activités industrielles... C'est donc l'ensemble du développement des pays qui est compromis par ces impacts négatifs.

Les mesures d'adaptation pour anticiper et réagir aux évolutions du climat sont donc une réelle urgence, comme l'a actée la conférence de Cancun de décembre 2010.

Cette session s'attachera à partir d'expériences de terrain, à montrer en quoi l'intégration de l'adaptation aux politiques et programmes de développement nationaux et locaux peut contribuer autant au développement qu'à la réduction de la pauvreté.

LES INTERVENANTS

Rui Brito, Professeur assistant, département d'Agronomie et d'Ingénierie forestière, Université Eduardo Mondlane (Mozambique)

Lisa Schipper, Chercheur, Stockholm Environment Institute

Youba Sokona, Coordinateur, Centre africain de politique climatique

Session présidée par Pascal Pacaut



Thématique 1.2 (salle 251) : Pauvreté rurale, dégradation des sols et changement climatique

PRÉSENTATION

La dégradation des sols est le résultat de plusieurs facteurs combinant généralement un climat agressif, un milieu naturel fragile, et surtout une densification des populations rurales excessive par rapport au potentiel de production alimentaire et un environnement technique et économique peu favorable à l'amélioration de la productivité. Le changement climatique n'est qu'un avatar additionnel qui pèse d'autant plus que la situation antérieure est précaire, mais il remet à l'ordre du jour les pratiques vertueuses et en particulier la nécessité d'amorcer véritablement un processus de développement.

La prise en compte de la protection des ressources naturelles, et en particulier des sols, passe par l'amorce d'un processus de développement, dont les conditions nécessaires sont connues et sont celles mises en œuvre dans les pays qui ont su développer leur agriculture. Les trois conditions prioritaires sont, dans cet ordre :

- la sécurisation des marchés des produits de base (céréales) ;
- l'évolution du droit foncier et de la vaine pâture, pour rendre possible l'appropriation individuelle de la production de biomasse, levier de la régénération des sols agricoles ;
- le renforcement des pouvoirs locaux et de la démocratie à la base, pour responsabiliser les ruraux à la protection de leur environnement.

Mais le développement implique également :

- la création d'innovations de nature à améliorer durablement la productivité de la terre et du travail ;
- l'organisation de la diffusion de ces innovations ;
- l'approvisionnement des producteurs en intrants et matériels à des conditions économiques ;
- le crédit aux producteurs ;
- l'intégration de toutes ces conditions dans des politiques agricoles explicites et financées.

LES INTERVENANTS

Marc Dufumier, Professeur d'agriculture comparée et développement agricole, Agro Paris Tech

Amir Kassam, Conseiller en chef pour l'intensification durable auprès de la FAO

M. Rakotondramanana, Directeur exécutif, Groupement Semis Direct Madagascar (GSDM)

Jean-François Richard, Ingénieur agronome (ancien AFD)

Session présidée par Jean-Luc François

Thématique 1.3 (salle 101) : Pauvreté et énergies sobres en carbone

PRÉSENTATION

Les pays en développement se caractérisent par une dualité marquée entre les habitants qui ont accès à des énergies d'origine fossile et ceux qui n'en consomment pas ou très peu. Les premiers émettent du CO₂ au même titre que les ressortissants des pays de l'OCDE. Les seconds regroupent l'essentiel des ménages pauvres qui, du fait de consommations énergétiques principalement à base de biomasse renouvelable, restent très peu émetteurs de CO₂.

Pour réduire la fracture énergétique, il existe des solutions «win-win», bonnes pour le développement et pour le climat qui procurent des revenus aux populations pauvres tout en restant sobres en carbone. Les actions et les investissements sont à différencier suivant qu'il s'agit de ruraux ou de suburbains et en fonction des vecteurs énergétiques considérés : notamment l'accès à l'électricité et le recours aux combustibles ligneux.

• L'accès à l'électricité, vecteur énergétique moderne par excellence, revêt un caractère social important et permet le développement de sources d'énergies locales et renouvelables. L'extension du service de l'électricité dans les PED requiert une planification et des moyens de financement novateurs, en combinant selon la densité de population des zones considérées les différents modes d'électrification : extension du réseau interconnecté, réseaux locaux et électrification solaire décentralisée. Dans la mise en œuvre de ces solutions, l'intégration de l'efficacité énergétique et/ou des énergies renouvelables s'impose pour des raisons d'économies bien comprises.

• Le bois et le charbon de bois sont de loin les combustibles les plus utilisés dans le monde rural et suburbain. Les filières traditionnelles d'approvisionnement restent du ressort du secteur informel, qui, dans certaines zones, n'est pas en mesure de s'adapter aux évolutions des équilibres villes/campagnes : leur durabilité pose problème dans les régions surexploitées et leurs rendements énergétiques restent faibles. Des projets de régulation de ces filières, intégrant un appui à la gestion des ressources forestières montrent qu'il est possible de préserver durablement l'équilibre offre/demande. Le rééquilibrage bénéficie aux collectivités rurales qui assurent l'approvisionnement, aux familles urbaines qui utilisent ces combustibles et à l'environnement.

LES INTERVENANTS

Christian De Gromard, Chef de projet Energie, Agence Française de Développement

Harish Hande, Directeur général, Selco India

Oumarou Amadou, Coordinateur, Gesforcom (Niger)

Abdessamad Saddouq, Directeur Participations et Partenariats, Office National de l'Electricité du Maroc

Session présidée par Gaëll Mainguy

Thematic 1.1 (room 262):
Anticipating and adapting to climate change

PRESENTATION

Recent floods in Colombia and Pakistan have confirmed the vulnerability of poor people to natural disasters which should see their strength and frequency increase because of climate change. Whole regions already made fragile by town and country planning that is partly or totally disorganised and by demographic growth will be more lastingly destabilised. Although climate change impacts more directly sectors such as water and agriculture, other areas are also affected: cities, infrastructure, industrial activities... It is countries' development as a whole therefore that is jeopardised by this negative impact.

Urgent adaptation measures to anticipate and respond to climate change are therefore needed, as stated by the December 2010 Cancun Conference. On the basis of field experiences, this session will attempt to show how integrating adaptation in national and local development policies and programmes can contribute as much to development as to fighting poverty.

SPEAKERS

Rui Brito, Assistant Professor, Faculty of Agronomy and Forest Engineering, University Eduardo Mondlane (Mozambique)
Lisa Schipper, Senior Research Fellow, Stockholm Environment Institute
Youba Sokona, Coordinator, African Climate Policy Centre
 Session chaired by Pascal Pacaut

Thematic 1.2 (room 251):
Rural poverty, soil degradation and climate change

PRESENTATION

Soil degradation results from several factors usually combining aggressive climate, a fragile natural environment, a technical and economic environment not conducive to improved productivity, and above all an excessive population density in relation to potential food production. Climate change is just one additional factor weighing all the more as the previous situation was precarious, but it reinstates virtuous practices, and particularly the need to really initiate a development process.

Taking into account the protection of natural resources, and particularly of soils, implies initiating a development process whose necessary conditions are well known and are those implemented in countries that have been capable of developing their agriculture. The three priority conditions are, in the following order:

- securing commodity markets (cereals);
- changing property laws governing common land so as to make individual ownership of biomass production possible, which is absolutely essential for agricultural land regeneration;
- strengthening local authorities and grassroots democracy so as to empower rural populations to protect their environment.

But development also implies:

- creating innovations capable of lastingly improving land and labour productivity;
- organising the dissemination of these innovations;
- supplying producers with inputs and equipment on economic terms;
- loans to producers;
- integrating all these conditions in explicit and funded agricultural policies.

SPEAKERS

Marc Dufumier, Professor of Compared Agriculture and Farming Development, AgroParisTech
Amir Kassam, Senior adviser in sustainable intensification with Food and Agriculture Organization (FAO)
M. Rakotondramanana, Executive Director, GSDM (Madagascar)
Jean-François Richard, Agricultural engineer (retired from AFD)
 Session chaired by Jean-Luc François

Thematic 1.3 (room 101):
Poverty and clean energy

PRESENTATION

Developing countries are characterised by a marked dichotomy between people who have access to fossil energy and those who use none or very little. The former emit CO₂, just like people living in OECD countries. The latter are most of the poor households who, because they essentially use renewable biomass for energy, remain very low CO₂ emitters.

To minimise the energy divide, there are win-win solutions (good for development and for the climate), that provide income for poor people while remaining low carbon-emitting. Actions and investment must be differentiated according to whether they are aimed at rural or suburban populations, and depending on the various energy vectors: especially access to electricity and the use of wood oils.

- Access to electricity, a modern energy vector par excellence, is of major social importance and gives rise to the development of local renewable energy sources. Expanding electricity supply in developing countries requires planning and innovative funding resources, with a combination of different types of electrification depending on the demographic density of the areas concerned: extension of the grid, local networks, and decentralized solar electricity. Integrating energy efficiency and/or renewable energy is essential in implementing such solutions for obvious money-saving reasons.
- Wood and charcoal are by far the types of fuel most used in rural and suburban areas. Traditional supply channels remain in the informal sector, and in certain areas, it is unable to adapt to changes in the balance between town and country: sustainability is in jeopardy in overexploited regions, and energy efficiency remains low. Plans to regulate these activities, with support provided for forestry resources management, show it is possible to preserve the supply/demand balance lastingly. This benefits suppliers from rural communities, urban families using that type of fuel, and the environment.

SPEAKERS

Christian De Gromard, Energy Project Manager, Agence Française de Développement
Harish Hande, Managing Director, Selco (India)
Oumarou Amadou, Coordinator, Gesforcom (Niger)
Abdessamad Saddouq, Director for Participations and Partnerships, National Office for Electricity of Morocco
 Session chaired by Gaëll Mainguy



PRÉSENTATION

La majeure partie des moyens de subsistance et de développement des 3,4 milliards d'humains vivant avec moins de 2\$ US par jour repose sur la productivité des écosystèmes agricoles, forestiers, pastoraux et marins, notamment en matière alimentaire, protéique, d'accès à l'eau et de protection contre les risques. Le maintien et l'accroissement de la productivité de ces écosystèmes constituent pour les prochaines années une des politiques les plus efficaces pour lutter contre la pauvreté, en association avec le renforcement de l'accès aux services élémentaires. Si le capital écologique des territoires est une assurance vie, souvent seule richesse des pauvres, il constitue aussi une base importante de plus-value durable dans les économies émergentes, à la condition d'être bien géré. Or la communauté scientifique s'accorde sur l'urgence d'agir en faveur de la biodiversité, plus de 60% des services rendus par les écosystèmes à l'économie et au bien-être humain étant en voie de dégradation accélérée. Cette session sera l'occasion d'illustrer plusieurs approches pour favoriser l'utilisation durable des écosystèmes par les populations en développement, la rémunération des services rendus

par les milieux naturels pour leur maintien, et le développement durable des territoires du Sud. A partir de ces exemples, des options opérationnelles permettant d'agir conjointement pour la lutte contre la pauvreté et la préservation des écosystèmes seront proposées.

LES INTERVENANTS

Ahmed Djoghlaif, Secrétaire exécutif, Convention sur la Diversité Biologique

Julia Marton-Lefèvre, Directrice générale, UICN

Ismail Serageldin, Directeur, Bibliothèque d'Alexandrie

Pavan Sukhdev, Conseiller spécial et Responsable de la Green Economy Initiative, UNEP WCMC* et Raphaël Billé, Directeur du programme Biodiversité et Adaptation, Iddri

Session présidée par (à définir)

●●● Thématique 2.1 (salle 262) :

Gestion durable des ressources naturelles et bénéfiques pour les communautés

PRÉSENTATION

Les ressources naturelles constituent un élément central des moyens de subsistance des populations rurales, en particulier dans les pays du Sud. Le renforcement de la gestion communautaire des ressources naturelles (GCRN) observé au cours des vingt dernières années, comprend diverses approches qui englobent la conservation de la faune, la gestion des aires protégées, ainsi que les questions plus larges liées à la gestion des terres et à l'utilisation des ressources liées à l'agriculture, à la foresterie, au pastoralisme et à la pêche. La GCRN constitue une orientation forte pour renforcer la protection et l'utilisation durable des écosystèmes et améliorer les bénéfices socio-économiques des populations locales. La distribution des bénéfices liée à la GCRN constitue un outil de lutte contre la pauvreté (gestion des conservatoires en Namibie, programme de lutte contre la déforestation et la dégradation des forêts à Madagascar, participation des populations locales dans la gestion des aires protégées au Mozambique, programme de gestion de filière et d'éco-certification) mais se heurte à des difficultés politiques, techniques, économiques et culturelles. Comment les résoudre et comment identifier des facteurs contextuels favorables à la consolidation d'une gestion communautaire des ressources biologiques ? Le transfert de la gestion des ressources naturelles aux communautés locales constitue, dans le cadre de la décentralisation et de structuration de la gouvernance locale, une de ces conditions essentielles.

LES INTERVENANTS

Constance Corbier-Barthaux, Département de la Recherche, Agence Française de Développement

Taghi Farvar, Ancien président du CEESP, UICN et Président CENESTA

Mounir Lamine, Chef de projet APP, INRH

Sean Nazerali, Chef de projet, Parc Quirimbas (Mozambique)

Session présidée par Thierry Vandeveld

●●● Thématique 2.2 (salle 101) :

Valorisation des services écosystémiques

PRÉSENTATION

Les services rendus par les écosystèmes aux populations et notamment aux populations les plus pauvres sont nombreux. Face à la dégradation préoccupante des écosystèmes, une réflexion générale est menée depuis des années sur les moyens à mettre en œuvre pour les préserver et sécuriser durablement les services qu'ils rendent. La valeur des écosystèmes est à ce propos un sujet récurrent des débats menés depuis plus de 30 ans qui tend à prendre de plus en plus d'importance. Une des raisons couramment énoncées de la dégradation constatée repose sur le fait que la valeur économique des écosystèmes serait systématiquement sous-évaluée et en cela mal intégrée aux choix politiques de développement. Des outils s'appuyant sur cette logique ont ainsi vu le jour. On peut notamment citer le Paiement pour Services Écosystémiques (PSE) qui s'appuie sur une logique de marché selon laquelle les bénéficiaires d'un service environnemental devraient être amenés à rémunérer les fournisseurs de ce service. Dans certains contextes, les populations pauvres pourraient ainsi devenir des fournisseurs de services écosystémiques et pourraient alors être rémunérés à ce titre. Sur un tout autre registre, les valeurs non économiques des services écosystémiques telle que la valeur culturelle ne doivent pas être passées sous silence.

De nombreuses questions se posent à l'égard de ces diverses approches. Elle constituent toutes des champs à explorer dans la quête de nouveaux outils permettant de concilier lutte contre la pauvreté et préservation de la biodiversité.

LES INTERVENANTS

Helena Garcia Romero, Économiste, chercheur, Fedesarrollo

Yann Laurans, Consultant, Ecowhat

Kent Redford, Directeur, Institut WCS, Vice-Président de la Stratégie de Conservation, *Wildlife Conservation Society*

Session présidée par Tiphaine Leménager

●●● Thématique 2.3 (salle 251) :

Préservation des écosystèmes et lutte contre la pauvreté : quel enjeux territoriaux ?

PRÉSENTATION

Pauvreté et marginalisation spatiale, à l'échelle d'une ville, d'une région ou d'un pays, se renforcent mutuellement. Les politiques d'aménagement du territoire, luttant contre la pauvreté en réduisant les inégalités territoriales, cherchent à créer des pôles de développement à travers le désenclavement et le développement économique local. Cette session cherchera à démontrer en quoi les stratégies de valorisation de la biodiversité et notamment les espaces naturels protégés ou d'autres mécanismes de gestion intégrée des écosystèmes constituent de puissants outils d'aménagement du territoire. La réflexion sur le rôle de la biodiversité dans les politiques d'aménagement peut se décliner autour de trois types de territoires marginalisés.

- Zones rurales : l'espace naturel protégé est alors le moteur de la création d'un pôle régional de développement qui génère des infrastructures et des opportunités économiques (agriculture, tourisme, etc.) et sociales (éducation, santé, lien social) ;
- Zones péri-urbaines : l'espace naturel protégé devient un enjeu pour les populations marginalisées puisqu'ils cohabitent en périphérie des villes. Cet espace est à la fois une réserve foncière attractive et une source de services écosystémiques indispensables à la survie de ces populations ;
- Zones en post-conflit ou conflit de basse intensité : l'espace naturel protégé, dans ses dimensions socio-économiques (cf. zones rurales) et dans la lutte anti-braconnage qu'il institutionnalise, est un outil de l'Etat régulier pour sécuriser certaines zones et enclencher une dynamique de développement.

LES INTERVENANTS

Matthew Hatchwell, Directeur exécutif, WCS Europe

Stephen Holness, Senior Manager en charge de l'Aménagement et du Développement stratégique des parcs, Parcs nationaux d'Afrique du Sud

Fabio Scarano, Directeur, Conservation International, (Brésil)

Session présidée par Gilles Kleitz

PRESENTATION

Most of the means of subsistence and development of the 3.4 billion people living on less than \$2 a day are based on the productivity of agricultural, forestry, pastoral and marine ecosystems, particularly for food, proteins, access to water, and protection against risks. Preserving and increasing the productivity of those ecosystems is one of the most efficient policies to combat poverty in the coming years, together with improved access to basic services. Although the environmental capital represented by land is a form of life insurance, and often the only source of wealth of the poor, it is also a major basis for sustainable added value in emerging economies, provided it is properly managed. However, the scientific community agrees that actions in favour of biodiversity are urgent, since over 60% of services rendered by ecosystems to the economy and human well-being are rapidly worsening.

This session will provide an opportunity to illustrate several approaches aimed at encouraging sustainable use

of ecosystems by developing populations, payment for preserving services rendered by the natural environment, and sustainable development in countries of the South. Based on these examples, operational options conducive to joint action against poverty and in favour of ecosystem preservation will be proposed.

SPEAKERS

Ahmed Djoghlaif, Executive Secretary, Convention on Biological Diversity, Canada
Julia Marton-Lefèvre, Director general, IUCN
Ismail Serageldin, Director, Biblioteca Alexandria
Pavan Sukhdev, Special Advisor and head Green Economy Initiative, UNEP WCMC* and **Raphaël Billé**, Programme Director Biodiversity and Adaptation, IDDRI
 Session chaired by (to be decided)

Thematic 2.1 (room 262):

Sustainable management of natural resources and benefits for communities

PRESENTATION

Natural resources are a pivotal element in the means of subsistence of rural populations, particularly in countries of the South. The improvement in community management of natural resources (CMNR) seen over the last twenty years has involved various approaches encompassing fauna conservation and management of protected areas, as well as wider issues relating to land management and the use of resources linked to agriculture, forestry, husbandry, and fishing.

CMNR is a powerful option to strengthen the protection and sustainable use of ecosystems, and improve social and economic benefits for local populations. Sharing out CMNR-related benefits is a tool in combating poverty (conservatory management in Namibia, programme to combat deforestation and forest degradation in Madagascar, participation of local communities in the management of protected areas in Mozambique, sector management and eco-certification programmes), but faces political, technical, economic and cultural difficulties. How can they be overcome and how can contextual factors conducive to a strengthening of community management of biological resources be identified?

One of the essential prerequisites is transferring management of natural resources to local communities, in the framework of decentralisation and local governance structuring.

SPEAKERS

Constance Corbier-Barthaux, Research Division, Agence Française de Développement
Taghi Farvar, Former Chair of CEESP IUCN, Chair, CENESTA
Mounir Lamine, Project manager, APP, INRH
Sean Nazerali, Project Officer Quirimbas National Park (Mozambique)
 Session chaired by Thierry Vandevelde

Thematic 2.2 (room 101):

Enhancing the value of ecosystem services

PRESENTATION

There are numerous services rendered by ecosystems to communities, and especially to the poorest. In view of the worrying degradation of ecosystems, finding sustainable ways of preserving and securing the services they render has been under study for years. Indeed the value of ecosystems has been a recurring topic in debates over the last 30 years, and is taking on increased importance. One of the reasons commonly put forward for degradation is based on the fact that the economic value of ecosystems is systematically underestimated, and therefore hardly considered in development policy choices. Tools based on this reasoning have been developed. Mention can be made of Payment for Ecosystem Services (PES), based on a market rationale according to which beneficiaries of environmental services should pay their suppliers. In some contexts, poor communities could thus become suppliers of ecosystem services and therefore receive payment. On a different level, non-economic values of ecosystem services such as their cultural value should not be overlooked.

Numerous questions arise regarding these various approaches. They are all to be explored in the quest for new tools that reconcile biodiversity preservation and the fight against poverty.

SPEAKERS

Helena Garcia Romero, Economist and researcher, Fedesarrollo
Yann Laurans, Consultant, Ecowhat
Kent Redford, Director, Wildlife Conservation Society Institute (USA) and Vice-President of Conservation Strategy, WCS
 Session chaired by Tiphaine Leménager

Thematic 2.3 (room 251):

Preservation of ecosystems and the fight against poverty: territorial challenges

PRESENTATION

Poverty and spatial marginalisation, in a city, a region or a country, have a mutual influence. Town and country planning policies that combat poverty by reducing territorial inequalities seek to create development centres by opening up areas and developing the local economy. This session will seek to demonstrate to what extent value-enhancing strategies for biodiversity, and particularly protected natural areas or other integrated ecosystem management mechanisms, constitute powerful town and country planning tools.

Considerations regarding the role of biodiversity in planning policies could revolve around three types of "marginalised" territories.

- Rural areas: protected natural areas drive the creation of regional development centres that generate infrastructure and opportunities in the economic (agriculture, tourism, etc.) and social (education, health, social links) spheres;
- Peri-urban areas: protected natural areas become an issue for marginalised people since they are both located in suburban areas. These areas are both an attractive land reserve and the source of ecosystem services that are essential for those people's survival;
- Post-conflict or low intensity conflict areas: protected natural areas, through their social and economic role (see rural areas.) and the anti-poaching policy they institutionalise are a sovereign tool for states to secure certain zones and trigger momentum for development.

SPEAKERS

Matthew Hatchwell, Chief Executive, WCS Europe
Stephen Holness, Senior Manager for Strategic Park Planning and Development for South African National Parks
Fabio Scarano, Executive director, Conservation International, (Brazil)
 Session chaired by Gilles Kleitz

08h00 - 08h30

ACCUEIL

08h30 - 09h45

Séance plénière 3 - LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT EN MILIEU URBAIN ET PÉRI-URBAIN (Amphithéâtre Lavoisier)

PRÉSENTATION

Depuis le début du siècle dernier, l'urbanisation a progressé à un rythme sans précédent : la proportion de population urbaine dans la population mondiale est passée de 13% en 1900 à 50% en 2007. Aujourd'hui, le processus d'urbanisation se stabilise dans les pays développés tandis qu'il se poursuit massivement dans les pays en développement, en Afrique et en Asie principalement.

Si elle offre une meilleure prise au développement des services publics, cette explosion urbaine souvent incontrôlée est aussi source de tensions croissantes, et se traduit notamment par le développement de quartiers précaires, sans organisation de l'espace et peu ou pas desservis en services essentiels (voierie, transport, électricité, assainissement, eau potable, etc.).

LES INTERVENANTS

Joan Clos, Directeur Exécutif, UN-Habitat

Sheela Patel, Directrice-fondatrice, SPARC et Présidente, Shack/Slum Dwellers International

David Satterthwaite, Chercheur principal sur les établissements humains, International Institute for Environment and Development

Session présidée par Jean-Jacques Moineville

09h45 - 11h00

3 SESSIONS THÉMATIQUES AU CHOIX :

Thématique 3.1 (salle 262) :

Réhabilitation des quartiers pauvres et cadre de vie

PRÉSENTATION

Le développement de quartiers pauvres/bidonvilles est un problème majeur du processus d'accélération du développement urbain depuis plusieurs années. Ces quartiers sont caractérisés par trois exclusions, souvent concomitantes :

- exclusion foncière (les habitants n'ont pas de garantie de pouvoir rester là où ils habitent)
- exclusion urbaine (enclavement, exposition aux risques, absence de voirie, faible desserte par les services essentiels...);
- et exclusion sociale (pauvreté, analphabétisme, chômage...).

Ils sont d'abord la conséquence d'un manque de planification urbaine et de production de foncier viabilisé.

A posteriori, les opérations de réhabilitation tentent d'apporter des réponses aux problèmes posés par ces quartiers. Dans le cadre de ces réhabilitations, la question de l'organisation de la qualité - environnementale et de manière générale - du cadre de vie des habitants, se pose en particulier : La session proposera une réflexion sur la façon d'organiser dans les quartiers pauvres des espaces publics de qualité, des espaces verts, des réseaux améliorant l'environnement immédiat (drainage, plantations...) de la population.

LES INTERVENANTS

Lorraine Mangones, Directrice générale Association FOKAL (Haïti)

Virginie Rachmuhl, Responsable programmes urbains, GRETE

Mauricio Perez Salazar, Ancien directeur financier, ville de Medellin

Session présidée par Nathalie Le Denmat

Thématique 3.2 (salle 251) :

Aménagement du territoire : concilier qualité de l'environnement et lutte contre la pauvreté dans les espaces péri-urbains

PRÉSENTATION

La problématique de l'extension urbaine incontrôlée pose à la base la question des insuffisances des politiques d'aménagement du territoire, qui devraient permettre de limiter les aspects négatifs de l'extension urbaine. En particulier, les nombreux quartiers périphériques où sont regroupées des populations pauvres, sont caractérisés par leur difficile accessibilité et par leur environnement physique peu attractif (qualité de l'air et de l'eau, caractère inondable des sols, pollutions, etc.). Cette urbanisation périphérique pose par ailleurs d'importants problèmes pour les activités maraichères, la protection des zones humides ou des forêts... En effet, la pression foncière sur les terres non urbanisées, si elle n'est pas encadrée et régulée, s'avère souvent trop forte pour permettre la préservation de ces espaces périurbains.

La session apportera une réflexion sur les outils de planification urbaine/d'aménagement du territoire qui permettent, au niveau des quartiers pauvres périurbains :

- de mieux gérer l'interface entre la ville et son environnement rural ou naturel, afin de préserver les espaces maraichers, les zones environnementales sensibles (forêts, espaces naturels), les zones humides ou inondables ;
- de les équiper et de les densifier afin d'améliorer la qualité de vie des habitants par des opérations de rénovation urbaine ;
- de prévenir et d'encadrer la prolifération de ces espaces par des mesures de planification urbaine.

LES INTERVENANTS

Cyprien Aholou, Chef de projet, Projet Grand Lomé (Togo)

Bharat Dahiya, Spécialiste des établissements humains, Bureau de Bangkok, ONU-HABITAT

Guillaume Josse, Référent Projets urbains et services essentiels, Agence Française de Développement

Session présidée par Philippe Chedanne

Thématique 3.3 (salle 101) :

Assainissement et autres services essentiels : comment sortir de l'impasse économique et technique dans les quartiers pauvres

PRÉSENTATION

Les quartiers pauvres se caractérisent très souvent par un manque d'accès à des services essentiels, en particulier à l'eau potable, à l'assainissement, au traitement des déchets, ce qui pose en retour des problèmes majeurs en termes de santé des populations et de dégradation de l'environnement. Si les programmes d'amélioration de l'adduction d'eau potable sont bien développés et maîtrisés, ce n'est pas le cas des programmes d'assainissement.

L'atelier permettra de discuter de la façon d'organiser la fourniture des services d'eau potable, d'assainissement, de traitement des déchets, dans les quartiers urbains pauvres.

En particulier, un focus portera sur l'assainissement des eaux usées, « parent pauvre » des réflexions et des politiques urbaines dans les quartiers, et dont les modalités économiques (financement du service et coût des investissements) comme techniques (quid du choix individuel ou collectif, problème du traitement des eaux...) apparaissent particulièrement complexes.

En particulier, il s'agira d'aborder, en s'appuyant sur des exemples concrets, trois leviers essentiels à l'extension des services d'assainissement dans les quartiers d'habitat précaire :

- Politique : prioriser l'équipement en service de base des quartiers d'habitat précaire sans attendre d'avoir résolu toute la question « foncière » ;
- Socio-économique : répondre aux demandes des ménages en tenant compte de leur capacité à payer pour accéder aux services et assurer la promotion de l'hygiène et de l'assainissement ;
- Technique : développer des solutions à moindre coût et une approche "progressive" des services, de l'assainissement de base à l'assainissement collectif en passant par des systèmes semi-collectifs.

LES INTERVENANTS

Janique Etienne, Responsable adjoint, division eau et assainissement, Agence Française de Développement

Olivier Gilbert, Délégué aux innovations sociales, Veolia Environnement

Arba Jules Ouedraogo, Inspecteur des services, ONEA

Session présidée par Georges Valentis

11h00 - 11h30

PAUSE

08h00 - 08h30

WELCOME

08h30 - 09h45

Plenary Session 3 - **POVERTY ERADICATION AND QUALITY OF THE ENVIRONMENT IN URBAN AND PERI URBAN AREAS (Amphithéâtre Lavoisier)****PRESENTATION**

Urbanisation has expanded at an unprecedented rate since the beginning of the last century: urban population in relation to global population increased from 13% in 1900 to 50% in 2007. Nowadays, the urbanisation process has stabilised in developed countries but is still expanding massively in developing countries, mainly in Africa and Asia.

Although this often uncontrolled urban explosion is conducive to public services development, it is also a source of growing tension, and in particular leads to the emergence of precarious neighbourhoods, with no spatial organisation and few or no essential services (roads, transport, electricity, sanitation, drinking water, etc.).

Massive urbanisation therefore raises major challenges:

- In terms of its negative impact on natural resources (pollution, soil degradation, wastewater discharge, etc.) and, as a backlash, on people who live there;

- More generally, in terms of living conditions for poor urban dwellers (organisation of public spaces, access to essential services, but also neighbourhood environmental quality), in city centres as well as in peri-urban areas where the poor are often relegated.

These sessions should therefore lead to initial answers to the following questions: how can the negative impact of massive urbanisation on the natural environment be limited? How can town planning be managed so as to improve and preserve the natural environment in poor neighbourhoods, particularly in the suburbs? How can access to essential services be ensured and living environment quality organised in poor neighbourhoods?

SPEAKERS

Joan Clos, Executive Director, UN-Habitat

Sheela Patel, Founding Director, SPARC and Chair, Shack/Slum Dwellers International

David Satterthwaite, Senior Fellow, Human Settlements, International Institute for Environment and Development

Session chaired by Jean-Jacques Moineville

09h45 - 11h00

CHOICE OF 3 THEMATIC SESSIONS:

 Thematic 3.1 (room 262):

Rehabilitation of poor neighbourhoods and the living environment
PRESENTATION

For several years, the expansion of poor neighbourhoods/shantytowns has been a major problem in the acceleration of urban development. These districts are marked by three often co-existing exclusions: from land tenure (people have no guarantee they can remain where they live), from the city (they are hemmed in, exposed to risks, have no roads, insufficient provision of essential services, etc.), and from social life (poverty, illiteracy, unemployment). This is essentially a consequence of a lack of urban planning and housing-building provision.

Subsequent rehabilitation operations attempt to provide answers to the problems raised by these neighbourhoods. In these rehabilitations, there arises in particular the issue of organizing the quality – both environmental and general – of the living environment of the people involved: the session will propose thoughts on the way to organise quality public spaces, parks, and networks that improve people's immediate environment (drainage, planting) in poor districts.

SPEAKERS

Lorraine Mangones, Director, Association FOKAL (Haïti)

Virginie Rachmuhl, In charge of the urban programs, GRET

Mauricio Perez Salazar, Former Financial Secretary, city of Medellin

Session chaired by Nathalie Le Denmat

 Thematic 3.2 (room 251):

Town and country planning: reconciling environmental quality and the fight against poverty in peri-urban areas
PRESENTATION

The problem of uncontrolled urban expansion basically raises the issue of inadequacies in town and country planning policies whose role should be to limit the negative aspects of urban sprawl. In particular, the numerous outlying neighbourhoods where poor people congregate are marked by poor accessibility and an unattractive physical environment (air and water quality, land liable to flooding, pollution, etc.). Peri-urbanisation also raises major problems for market garden production and the protection of wetlands or forests, since pressure on non-urbanised land, if uncontrolled and unregulated, is often too strong to allow peri-urban spaces to be preserved.

The session will reflect on poor peri-urban district urban /town and country planning tools conducive to:

- Better managing the interface between cities and their rural or natural environment so as to preserve market gardens, environmentally sensitive areas (forests, natural areas), and wetlands or areas liable to flooding;
- Providing them with equipment and making them denser so as to improve people's quality of life through urban renovation operations;
- Preventing and controlling further urban sprawl through urban planning measures.

SPEAKERS

Cyprien Aholou, Project Manager Greater Lome project (Togo)

Bharat Dahiya, Human Settlements Officer, Bangkok Office, UN-HABITAT

Guillaume Josse, Focal person for « Urban Projects and essential services », Agence Française de Développement

Session chaired by Philippe Chedanne

 Thematic 3.3 (room 101):

Sanitation and other essential services: how to break the economic and technical deadlock in poor districts?
PRESENTATION

Poor districts often lack access to essential services, particularly drinking water, sanitation, and waste treatment, which in turn raises major problems in relation to human health and environmental degradation. Although there are extensive and well controlled programmes to improve drinking water supply, the same is not true of sanitation programmes.

The session will discuss how to organise the supply of drinking water, sanitation, and waste treatment services in poor urban districts.

It will focus in particular on waste water treatment, usually neglected in urban policies and reflections, where economic (funding of the service and investment costs) and technical (choosing between individual and collective systems, water treatment issue) considerations seem especially complex.

In particular, and based on concrete examples, three essential levels for the extension of sanitation services in precarious housing areas will be considered:

- Political: giving priority to the provision of basic services in precarious housing areas without waiting for land tenure issues to be fully resolved;
- Social and economic: meeting household demand taking into account capacity to pay for access to services and ensuring the promotion of hygiene and sanitation;
- Technical: developing low cost solutions and a "gradual" approach, from basic to semi-collective to community sanitation services.

SPEAKERS

Janique Etienne, Deputy Director, water and sanitation division, Agence Française de Développement

Olivier Gilbert, Responsible for social innovations, Veolia Environnement*

Arba Jules Ouedraogo, Inspector of Services, ONEA (Burkina-Faso)

Session chaired by Georges Valentis

11h00 - 11h30

BREAK

PRÉSENTATION

Comme l'a rappelé M. Ban Ki Moon, Secrétaire général des Nations-Unies, lors du sommet de New York sur les Objectifs du millénaire pour le développement en septembre 2010, le secteur privé est un acteur clé, sans lequel l'atteinte de ces objectifs est impossible. Moteur du développement économique, créateur d'emplois, d'opportunités et donc de revenus, son implication est essentielle. Toutefois, pour développer des activités rentables, pérennes et responsables dans les pays pauvres, les acteurs privés sont soumis à la fois à des contraintes économiques et institutionnelles (économies très peu formalisées, carences législatives et de gouvernance, manques de services publics) et des pressions environnementales fortes. Afin de contribuer au développement durable, le secteur privé doit alors proposer des solutions qui intègrent à la fois la gestion des ressources, la maîtrise des impacts et pollutions et les multiples dimensions sociales, dont la pauvreté ressort en première ligne, dans des contextes d'investissement parfois peu sécurisés et instables.

Pour répondre à ces enjeux, le secteur privé va se confronter aux défis suivants :

- Opérer dans un environnement où les politiques publiques, qui doivent encadrer l'organisation économique et créer un environnement institutionnel favorable aux activités et à l'investissement, sont faibles ou inexistantes ;
- Identifier et répliquer des innovations qui bénéficieront au plus grand nombre ;
- Adapter les processus de production et distribution pour intégrer les enjeux environnementaux ;
- Engager un dialogue constructif et des formes de coopération avec les autres acteurs : gouvernements et acteurs publics, organisations d'aide internationale, ONG, etc. ;
- Partager, quand c'est possible, les risques et les responsabilités avec les autres acteurs : politiques, institutionnels ou de la société civile.

Qu'il soit représenté par de grands groupes ou de petits entrepreneurs, le secteur privé pourra répondre à ces défis en favorisant l'innovation, économique et sociale, en développant l'accès à des biens ou services essentiels pour les plus démunis, et en apportant de nouvelles sources de financement. Toutefois, ces démarches exigent aussi de savoir s'adapter aux contextes socio culturel, économique et politique locaux pour répondre au mieux aux besoins des populations et de préserver les ressources nécessaires à leur fonctionnement et à leur survie.

A travers des analyses de cas pratiques, c'est à ces questions que la session tentera de répondre pour comprendre quelles formes peuvent revêtir les contributions du secteur privé dans la lutte contre la pauvreté et la préservation de l'environnement.

LES INTERVENANTS

Bjorn Stigson, Président, WBCSD représenté par **Marcel Engel**

Maria Nowak, Présidente-fondatrice, ADIE

Kandeh Yumkella, Directeur général, ONUDI représenté par **Mohamed Lamine Dhaoui**

Session présidée par Jean-Claude Berthélemy



PRESENTATION

As recalled by UN Secretary-General Ban Ki Moon at the New York Summit on the Millennium Development Goals in September 2010, the private sector is a key player without which these goals would be impossible to reach. As a driving force for economic development, a creator of jobs and opportunities, and therefore of income, its involvement is essential. However, to develop profitable, lasting and responsible business in poor countries, private players are subject to economic and institutional constraints (largely informal economies, legislative and governance shortcomings, lack of public services), as well as to strong environmental pressures. In order to contribute to sustainable development, the private sector must therefore propose solutions that integrate resource management, impact and pollution control, as well as multiple social dimensions – poverty being the most prominent – in a sometimes insecure and unstable context.

In order to respond to these issues, the private sector must take up the following challenges:

- Operating in an environment where government policies - which must organise the economy and create an institutional framework conducive to business and investment - are weak or nonexistent;
- Identifying and replicating innovations that will benefit as many people as possible;
- Adapting production and distribution processes so as to take environmental constraints into account;
- Engaging and cooperating with the other players: governments and public entities, international aid organisations, NGOs, etc.
- Sharing, whenever possible, risks and responsibilities with the other players, be they political, institutional, or from civil society.

Whether represented by large corporations or small businesses, the private sector can meet these challenges by encouraging economic and social innovation, improving access to essential goods or services for the poorest, and providing new funding sources as a supplement to traditional ones. This requires not only adaptation to the local social, cultural, economic and political context so as to best respond to people's needs, but also preservation of the resources that are indispensable to their lives and subsistence.

Based on an analysis of practical cases, the plenary session will attempt to answer these questions so as to understand what kind of contribution the private sector can make to eradicating poverty and promoting environmental quality.

SPEAKERS

Bjorn Stigson, President, WBCSD represented by *Marcel Engel*

Maria Nowak, Founding - President, ADI,

Kandeh Yumkella, Director general, UNIDO represented by *Mohamed Lamine Dhaoui*

Session chaired by *Jean-Claude Berthélemy*



Thématique 4.1 (salle 262) : Créativité et intégration du secteur informel

PRÉSENTATION

Dans les pays en développement, le secteur informel, bien qu'hétérogène, est un pan important de l'économie et peut représenter 35 à 90% des emplois selon les cas. Ses liens avec la pauvreté sont encore discutés : les travailleurs informels le font ils par nécessité ou par opportunité ? Le débat n'est pas tranché. S'il est clair que les conditions de travail, les niveaux de rémunérations et de protection sociale ou juridique y sont très mauvais, le secteur informel n'en demeure pas moins dynamique. Il foisonne de petits entrepreneurs et autres travailleurs, fournisseurs de biens ou de services. C'est la raison pour laquelle, sur les questions de lutte contre la pauvreté et de qualité de l'environnement, le rôle du secteur informel ne peut être ignoré. A noter toutefois, que son impact environnemental, à part pour quelques secteurs comme les déchets, est encore très peu étudié.

La question est de savoir comment créer, avec les acteurs publics et privés, les passerelles qui permettront une transition vers plus de formalisation et assureront à ces travailleurs et entrepreneurs leur participation dans les processus décisionnels et un développement de capacités pour sortir de ces situations précaires.

LES INTERVENANTS

Sonia Maria Dias, Spécialiste des déchets, Women in Informal Employment Globalizing and Organizing (WIEGO), (Brésil)

Sabrina de Gobbi, Économiste, OIT

Jean-Pierre Cling, Professeur d'économie, Université Paris 13

Session présidée par Christine Rodwell

Thématique 4.2 (salle 101) : Quelle place pour la protection de l'environnement dans les démarches d'accès aux biens et services pour les pauvres ?

PRÉSENTATION

Par son activité de production, les concentrations humaines et les mouvements de populations qu'entraîne toute activité économique, l'entreprise a un effet potentiel sur l'environnement qui n'est pas neutre, notamment dans les pays en développement. Placé au cœur d'un ensemble de parties prenantes (clients, fournisseurs, salariés...), l'entreprise dispose toutefois de leviers importants pour contribuer à la protection de l'environnement et des ressources naturelles nécessaires à son fonctionnement. Par ailleurs, à travers les démarches RSE, les entreprises recherchent une meilleure intégration des préoccupations sociales et environnementales à leurs activités commerciales et leurs relations avec leurs parties prenantes.

Enfin, depuis quelques années, certaines entreprises ont développés des démarches « BoP » (base of the pyramid) afin de rendre leurs produits et services accessibles aux plus pauvres. Certains de ces produits ont indéniablement un effet positif sur la protection de l'environnement, notamment grâce à d'importants investissements en matière d'innovation.

La session pourrait s'attacher à traiter trois questions :

- La conciliation des enjeux de lutte contre la pauvreté/ promotion de la qualité de l'environnement par l'innovation ;
- La prise en compte par l'entreprise de la donne environnementale en amont du développement des activités de l'entreprise ;
- Le rôle des partenariats possibles pour relever le défi de cette conciliation entre lutte contre la pauvreté et qualité de l'environnement.

LES INTERVENANTS

Diana Mangalagiu, Professeur, Reims Management School et Oxford University

Eric Lesueur, Directeur des Projets, Grameen Veolia Eau, représenté par **Benoit Ringot**

Gilles Vermot Desroches, Directeur développement durable, Schneider Electric

Session présidée par Jérôme Bertrand-Hardy

Thématique 4.3 (salle 251) : Faisabilité et mise en œuvre des financements innovants

PRÉSENTATION

Malgré les efforts consentis depuis 2002, lors du consensus de Monterrey, le financement du développement reste insuffisant. Cette carence souligne la nécessité de trouver des mécanismes nouveaux et créatifs. L'intention est claire, trouver des ressources additionnelles et les pérenniser sur le long terme, et ce malgré le contexte de crise économique majeure. Or, l'ampleur des besoins va croissant et les domaines à couvrir se multiplient : santé, climat, adaptation, biodiversité. Le secteur privé apparait alors comme possible pourvoyeur de ressources supplémentaires qui permettront de mener plus efficacement la lutte contre la pauvreté, la préservation des ressources et la lutte contre le changement climatique.

Plusieurs mécanismes ont été développés ou sont en cours de définition : prélèvements ou contributions solidaires, taxes, abondement par des fonds verts ou d'adaptation, philanthropie, garantie des marchés, prêts, nouvelles formes d'assurance. Cette session permettra de faire connaître des initiatives innovantes et exemplaires, leurs conditions de mise en œuvre et leur transposition à une plus grande échelle.

LES INTERVENANTS

Paul Van Aalst, Directeur, E+Co Europe

Alain Guinebault, Directeur général, GERES

Julien Meimon, Chargé de mission financements innovants, Ministère des Affaires Étrangères et Européennes

Session présidée par Frédéric Dalsace

16h30 - 17h30 ALLOCUTIONS SPÉCIALES ET CÉRÉMONIE DE CLÔTURE (Amphithéâtre Lavoisier)

ALLOCUTIONS SPÉCIALES

Philippe Kourilsky, Professeur, Collège France

Trevor Manuel, Ministre à la Présidence, Commission de la Planification nationale, Afrique du Sud

Wangari Maathai, Prix Nobel de la Paix, Fondatrice Green Belt Movement

Session présidée par Caroline Cornu

CLÔTURE

Brice Lalonde, Coordinateur exécutif, Conférence de l'ONU Rio 2012

Nathalie Kosciusko-Morizet, Ministre de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement (*en attente de confirmation)

14h30 - 16h00

CHOICE OF 3 THEMATIC SESSIONS:

Thematic 4.1 (room 262):
Creativity and integration of the informal sector

PRESENTATION

In developing countries, the informal sector, although it is heterogeneous, is a major section of the economy and may employ 35 to 90% of the workforce. Its links with poverty are still under discussion: do people work in the informal sector out of need or opportunity? The issue has not been resolved. Although working conditions and levels of pay and of welfare or legal protection are clearly bad, the informal sector is undoubtedly dynamic. It teems with small businesses and other workers providing goods or services. On issues of poverty eradication and environmental quality therefore, the role of the informal sector cannot be ignored. It should be noted however that there has been very little research on its environmental impact, with the exception of some areas such as waste.

The question is how to build with public and private players the bridges that will provide a transition towards more formalisation, and ensure that these workers and businesses will participate in decision-making processes and be provided with capacity-building so as to emerge from their precarious situations.

SPEAKERS

Sonia Maria Dias, Waste sector specialist, Women in Informal Employment Globalizing and Organizing (WIEGO) Brazil

Sabrina de Gobbi, Economist, ILO

Jean-Pierre Cling, Professor in Economics, University Paris 13

Session chaired by Christine Rodwell

Thematic 4.2 (room 101):
Is there a place for environmental protection in improving access to basic goods and services for the poor?

PRESENTATION

Through their production activities, and because they induce human concentration and population migrations, businesses have a potential impact on the environment that is far from neutral, particularly in developing countries. Placed at the core of various stakeholders (customers, suppliers, staff, etc.), businesses can however exercise strong leverage to contribute to protection of the environment and the natural resources that they need to sustain their activities. Furthermore, through CSR approaches, they seek to better integrate social and environmental concerns in their business activities and their relations with stakeholders.

Finally, for the past few years some companies have been developing BoP (base of the pyramid) approaches so as to make their goods and services available to the poorest. Some of these products have an undeniably positive impact on environmental protection, in particular thanks to large investments in innovation.

In this thematic session, the following issues will be discussed:

- reconciling the challenges of poverty reduction and environmental quality through innovation;
- how companies take into account environmental issues before they develop their business;
- the role of possible partnerships to meet the challenge of reconciling poverty reduction and environmental quality.

SPEAKERS

Diana Mangalagu, Professor, Reims Management School and Oxford University

Eric Lesueur, Director, Grameen Veolia Water projects, represented by *Benoit Ringot*

Gilles Vermot Desroches, Director for Sustainable Development, Schneider Electric

Session chaired by Jérôme Bertrand-Hardy

Thematic 4.3 (room 251):
Feasibility and implementation of innovative funding

PRESENTATION

In spite of the efforts made since 2002 after the Monterrey consensus, development funding remains insufficient, which underlines the need to find new creative mechanisms. However, needs are ever-expanding and there are more and more areas to deal with: health, climate, adaptation, biodiversity. Extra funding is the only way to combat poverty, preserve resources and fight climate change more effectively. The intention is to find this extra funding and ensure it will be available in the long term, in spite of the present major economic crisis.

Several mechanisms have already been or are being developed: levies or contributions based on solidarity, taxes, top-up funding by green or adaptation funds, philanthropy, market guarantees, loans, and new forms of insurance. This session will provide an opportunity to publicise innovative and exemplary initiatives, and explain how they can be implemented and scaled up.

SPEAKERS

Paul Van Aalst, Director, E+Co Europe

Alain Guinebault, Managing Director, GERES

Julien Meimon, Project officer for innovative financing, Ministry of Foreign and European Affairs

Session chaired by Frédéric Dalsace

16h00 - 16h30

BREAK

16h30 - 17h30

SPECIAL ADDRESSES AND CLOSING CEREMONY (Amphithéâtre Lavoisier)

SPECIAL ADDRESSES

Philippe Kourilsky, Professor, Collège de France

Trevor Manuel, Minister in the Presidency, National Planning Commission, Republic of South Africa

Wangari Maathai, Nobel Peace Prize, Founder Green Belt Movement

Session chaired by Caroline Cornu

CLOSING

Brice Lalonde, Executive Coordinator, UN Conference Rio 2012

Nathalie Kosciusko-Morizet, French Minister for Ecology, Sustainable Development, Transport and Housing (*to be confirmed)



Biographies conferenciers / Speakers' profile



Cyprien AHLOU

Chef de projet, Projet Grand Lomé (Togo)

THÉMATIQUE 3.2 > AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE: CONCILIER QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ DANS LES ESPACES PÉRI-URBAINS

Sociologue, titulaire d'un doctorat en urbanisme aménagement du territoire de l'université Paris Ouest Nanterre La Défense (obtenu en juin 2008), Cyprien Aholou est Chef du Projet d'Élaboration de la Stratégie de Développement urbain du Grand Lomé (SDU-Grand Lomé/CDS Greater Lomé) depuis février 2010. Enseignant-chercheur dans les universités de Lomé (Togo) et d'Abomey-Calavi (Bénin), il est auteur de plusieurs articles.

Project Manager Greater Lome project (Togo)

THEMATIC 3.2 > TOWN AND COUNTRY PLANNING : RECONCILING ENVIRONMENTAL QUALITY AND THE FIGHT AGAINST POVERTY IN PERI-URBAN AREAS

Cyprien Aholou is currently Project Manager for the Implementation of the Urban Development Strategy in Grand Lomé (CDS Greater Lomé). M. Aholou is a sociologist and has a Ph.D in Town planning and Development from the University Paris Ouest Nanterre La Défense. As a researcher and a teacher at the Universities of Lomé (Togo) and of Abomey-Calavi (Benin), he has written several articles.



Oumarou AMADOU

Coordinateur, Gesforcom

THÉMATIQUE 1.3 > PAUVRETÉ ET ÉNERGIES SOBRES EN CARBONE

M. Oumarou Amadou a 45 ans. De nationalité nigérienne, il est ingénieur des Eaux et Forêts et coordonne actuellement le Projet de Gestion Forestière Communale et Communautaire financé par l'Union européenne mis en œuvre au Niger par le CIRAD et ses partenaires INRAN et ABC Écologie. Ce projet poursuit le développement de la Stratégie Énergie Domestique, axe de la politique forestière du Niger pour l'approvisionnement durable en bois de feu des populations urbaines notamment de Niamey et la lutte contre la pauvreté des populations rurales. Ses diverses fonctions dans l'administration de l'environnement lui donnent une expérience unique pour la gestion durable des forêts dans le contexte d'une demande difficilement compressible.

Coordinator, Gesforcom

THEMATIC 1.3 > POVERTY AND CLEAN ENERGY

Mr. Oumarou Amadou, 45, is a Forest Engineer from Niger and he is currently coordinating the project GESFORCOM on the management of the local forest which is funded by the European Union and set up by the CIRAD and its partners INRAN and ABC Ecology in Niger. This project aims at continuing the development of the domestic energy strategy, which is central to the forestry policy implemented by Niger. The objectives are to sustainably provide urban populations with wood, particularly in Niamey, and to fight against poverty in rural areas. His various positions in the environmental administration give him a unique experience on the sustainable management of the forest.



Raphaël BILLÉ

Directeur du programme Biodiversité et Adaptation, Iddri

PLÉNIÈRE 2 > LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET BIODIVERSITÉ

Raphaël Billé est Directeur du programme Biodiversité et Adaptation à l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri), un think tank basé à Paris. Avant de rejoindre l'Iddri en 2006, Raphaël Billé a exercé alternativement comme chercheur, consultant et chargé de projet auprès de l'IUCN, du PNUD-FEM, des coopérations française et néerlandaise, et auprès d'un institut de recherche. Au cours de ses 13 ans d'expérience, ses activités l'ont conduit en Europe, en Asie, en Afrique et en Amérique Latine principalement dans les domaines de la conservation de biodiversité, de la gouvernance des océans et de l'évaluation des politiques publiques. Diplômé en aménagement du territoire et en économie, titulaire d'un doctorat de gestion de l'environnement (Engref), il a écrit de nombreux articles, livres ou rapports dans son domaine d'expertise et est chargé de cours à Science Po (Économie et politique de la biodiversité).

Programme Director Biodiversity and Adaptation, IDDRI

PLENARY 2 > POVERTY ERADICATION AND BIODIVERSITY

Raphaël Billé is Programme Director, Biodiversity and Adaptation to climate change, at the Institute for Sustainable Development and International Relations (IDDRI), a Paris-based, non-profit policy think tank. Prior to joining IDDRI in 2006, Raphaël worked alternatively as a researcher, consultant and project manager for IUCN, UNDP, the French and Dutch cooperations as well as a research institute. His 13 years of experience led him to Europe, Asia, Africa and Latin America, with a primary area of expertise in biodiversity conservation, ocean and coastal governance as well as evaluation of public policies. Raphaël holds a PhD in environmental management and two masters in regional planning and environmental economics. He has authored or edited numerous articles, books and reports in his areas of expertise and is a Lecturer in Biodiversity Policies at the Paris Institute of Political Studies (Sciences Po).



David BRESCH

Directeur, Durabilité et gestion des risques politiques, Swiss Re

PLÉNIÈRE 1 > LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

David Bresch dirige l'unité Durabilité & Gestion des Risques Politiques chez Swiss Re depuis 2008. Il a occupé précédemment les postes de responsable des relations avec les universités et de recherche sur les risques. Il a également dirigé le groupe des périls atmosphériques et a été modélisateur en chef pour l'évaluation des risques de catastrophes naturelles. Il est membre des équipes de négociation pour de nombreuses opérations novatrices de transfert des risques, comme les obligations catastrophes et les solutions d'indice météorologique. David Bresch a été membre de la délégation officielle suisse à la COP15 de la CCNUCC (2009) à Copenhague et à la COP16 (2010) à Cancun. David Bresch est titulaire d'un doctorat en physique de l'Institut de Technologie Fédéral de Zurich (ETH).

Head Sustainability and Political Risk Management, Swiss Re

PLENARY 1 > POVERTY ERADICATION AND CLIMATE CHANGE

Since 2008, Dr. David Bresch heads the Sustainability & Political Risk Management unit at Swiss Re. His previous roles at Swiss Re include Head of University and Risk Research Relations and Head Atmospheric Perils Group and Chief modeller for natural catastrophe risk assessment. He has been member of the deal teams for many innovative risk transfer transactions, like cat bonds and weather index solutions. David Bresch has been a member of the official Swiss delegation to the UNFCCC COP15 (2009) in Copenhagen and COP16 (2010) in Cancun. David Bresch holds a PhD in physics from the Swiss Federal Institute of Technology, Zurich (ETH).

Rui BRITO

Professeur assistant, département d'Agronomie et d'Ingénierie forestière, Université Eduardo Mondlane, (Mozambique)

THÉMATIQUE 1.1 > ANTICIPATION ET ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Rui Brito est Professeur assistant au département d'Agronomie et d'Ingénierie forestière à l'Université Eduardo Mondlane (UEM) à Maputo (Mozambique). Il enseigne l'hydraulique, l'hydrologie, l'irrigation et le drainage et les projets d'irrigation. Il a soutenu son doctorat de philosophie à l'Université du Colorado (Etats-Unis). Il a obtenu un Master en sciences avec une spécialité en sciences du sol et en gestion de l'eau à l'Université Wageningen (Pays-Bas). Rui Brito a plus de vingt-cinq d'expérience dans le domaine de l'eau en agriculture : il a été enseignant, chercheur et consultant pour l'UEM, associant expérience académique et de terrain en faisant la promotion du développement durable au Mozambique et en Afrique. M. Brito a travaillé avec des organisations aussi bien locales que nationales et internationales dans le domaine de l'expertise technique pour le développement intégré des ressources en eau, la préservation des sols et de l'eau, l'élaboration de systèmes de drainage et d'irrigation, des techniques de maîtrise de l'eau, le changement climatique, l'évaluation de l'impact environnemental. En tant que doyen du département d'Agronomie et d'Ingénierie forestière, il a lancé le premier cours post 3e cycle à l'UEM (Master en Développement rural).

Jean-Pierre CLING

Professeur d'économie, Université Paris 13

THÉMATIQUE 4.1 > CRÉATIVITÉ ET INTÉGRATION DU SECTEUR INFORMEL

Jean-Pierre Cling est docteur en économie de l'Université Paris Dauphine et diplômé de l'Ecole Nationale de la Statistique (ENSAE), Paris. Il est administrateur de l'INSEE (Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques). Entre 2000 et 2007, il a été directeur de DIAL (Développement, Institutions et Mondialisation), groupement de recherche en économie du développement fondé par l'Agence Française de Développement et l'Institut de Recherche pour le Développement. Entre 2007 et 2010, il a été en poste au Vietnam (Hanoi) dans le cadre de l'Institut de Recherche pour le Développement. Depuis 2010, il est professeur d'économie à l'Université Paris 13. Il est l'auteur de nombreux travaux en économie du développement, dont plusieurs portent sur l'emploi et le secteur informel.

Joan CLOS

Directeur Exécutif, UN-Habitat

PLÉNIÈRE 3 > LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT EN MILIEU URBAIN ET PERI URBAIN

Nommé directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-HABITAT) par l'Assemblée générale des Nations Unies, M. Joan Clos a pris ses fonctions en octobre 2010. Né à Barcelone, M. Clos est médecin de profession avec une brillante carrière dans la fonction publique et la diplomatie. Il a été élu deux fois maire de Barcelone, entre 1997-2006, et a été ministre de l'Industrie, du Tourisme et du Commerce de l'Espagne (2006-2008). Conseiller municipal entre 1983 et 1987, il s'est distingué sur l'amélioration de la gestion municipale et ses projets de renouvellement urbain. En tant qu'adjoint au maire chargé des Finances et du Budget de 1990 à 1994, il a joué un rôle clé durant les Jeux Olympiques de 1992 à Barcelone. Au niveau international, il a occupé de hautes responsabilités dans plusieurs réseaux de villes : Metropolis (1998), l'Association internationale des villes et des pouvoirs locaux (CAMVAL) (2000), ou au Comité consultatif des Nations Unies des pouvoirs locaux (UNACLA) (2000-2007). Et entre 1997 et 2003, il a été membre du Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE).

Assistant Professor, Faculty of Agronomy and Forest Engineering, University Eduardo Mondlane, (Mozambique)

THEMATIC 1.1 > ANTICIPATING AND ADAPTING TO CLIMATE CHANGE

Rui Brito is Assistant Professor at the Faculty of Agronomy and Forest Engineering, University Eduardo Mondlane (UEM) in Maputo, Mozambique. He lectures in Hydraulics, Hydrology, Irrigation and Drainage, and Irrigation Projects. He obtained a Doctor of Philosophy degree at Colorado State University, USA (1989-1993), a Master of Science degree in Soil Science and Water Management in Wageningen University, the Netherlands (1993-1995). He has more than 25 years of working experience in the fields of water in agriculture, as a university lecturer, researcher and consultant for UEM, combining academic with hands-on experience in promoting sustainable development both in Mozambique and in Africa. He has extensive diverse experience working with local, national, and international organizations mainly in technical expertise in integrated water resources development, soil and water conservation, design of irrigation and drainage schemes, water harvesting techniques, climate change, and environmental impact assessments. As Dean of the Faculty of Agronomy and Forest Engineering (1998-2001) he initiates the first post-graduate course at the UEM (M.Sc. in Rural Development).

Professor of Economics, University Paris 13

THEMATIC 4.1 > CREATIVITY AND INTEGRATION OF THE INFORMAL SECTOR

Jean-Pierre Cling has a Ph.D in Economics from the University of Paris Dauphine and has graduated from the National School of Statistics (ENSAE) in Paris. He is an Administrator at the INSEE (National Institute for Statistics and Economic Studies). From 2000 to 2007, he was the Director of DIAL (Development, Institutions and Globalization), a research group in development economics founded by the Agence Française de Développement as well as by the Institut de Recherche pour le Développement (IRD). From 2007 to 2010, he was based in Vietnam (Hanoi) at the IRD. Since then, he is a Professor in Economics at the University Paris 13. He has written numerous papers in development economics, including several about informal employment as well as the informal sector.

Executive Director, UN-Habitat

PLENARY 3 > POVERTY ERADICATION AND QUALITY OF THE ENVIRONMENT IN URBAN AND PERI-URBAN AREAS

Appointed Executive Director of the United Nations Human Settlements Programme (UN-HABITAT) by the United Nations General Assembly, Dr. Joan Clos took office in October 2010. Born in Barcelona, he is a medical doctor with a distinguished career in public service and diplomacy. He was twice elected Mayor of Barcelona during the years 1997-2006. He was appointed Minister of Industry, Tourism and Trade of Spain (2006-2008). As a city councillor (1983-1987), he earned a reputation for improving municipal management and for urban renewal projects. From 1990 to 1994 he was Deputy Mayor in charge of Finance and Budgeting, playing a key role during the 1992 Olympic Games in Barcelona. At the international level, he occupied leading positions in several cities' networks: Metropolis (1998), the World Association of Cities and Local Authorities (WACLAC) (2000), the United Nations Advisory Committee of Local Authorities (UNACLA) (2000-2007). He was also a member of the Council of European Municipalities and Regions (CEMR) (1997-2003).





Constance CORBIER BARTHAUX

Département de la Recherche, Agence Française de Développement

THÉMATIQUE 2.1 > GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES ET BÉNÉFICES POUR LES COMMUNAUTÉS

Constance Corbier Barthaux, agro-économiste et environnementaliste, elle a travaillé pour diverses organisations d'aide au développement, dont la FAO, puis au sein du service des Affaires Internationales du ministère de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire, avant de rejoindre l'AFD en 2000, pour appuyer la prise en compte de l'environnement dans l'ensemble des projets du groupe via la mise en œuvre de diligences environnementales. Par la suite, elle a rejoint, à la direction des opérations de l'AFD, l'équipe en charge de l'instruction et du suivi des projets « verts », pour développer dans différents pays le portefeuille des projets de conservation de la biodiversité, en particulier des projets d'appui à des aires protégées et des parcs naturels au bénéfice des populations. Depuis octobre 2008 elle a rejoint le département de la Recherche de l'AFD (RCH/EVA), où elle coordonne un programme d'évaluation et de capitalisation autour de projets, de politiques et de thématiques en lien avec l'environnement, la conservation et la gestion durable des ressources naturelles et de la biodiversité.



Bhàrat DAHIYA

Spécialiste des établissements humains, Bureau de Bangkok, ONU-HABITAT

THÉMATIQUE 3.2 > AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE: CONCILIER QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ DANS LES ESPACES PÉRI-URBAINS

Dr. Bhàrat Dahiya est spécialiste des établissements humains au Bureau de Bangkok de l'ONU-HABITAT, l'«agence de la ville» des Nations Unies. Il a obtenu son doctorat sur la gouvernance urbaine et l'environnement à l'Université de Cambridge. Il a écrit, en 2004, avec Anthony G. Bigio, *Urban Environment and Infrastructure: Toward Livable Cities* sur le premier examen systématique des investissements de la Banque mondiale pour améliorer la qualité de vie urbaine. Plus récemment, en 2010, il a élaboré et coordonné le tout premier rapport de l'ONU-HABITAT sur l'état des villes asiatiques en 2010/2011. Les recherches et les activités professionnelles de Bharat portent sur la pauvreté urbaine, la gouvernance urbaine, l'environnement et le changement climatique. Au sein d'ONU-HABITAT et auparavant à la Banque mondiale, il a lancé plusieurs projets novateurs visant à développer des partenariats efficaces entre les organisations de la société civile et des gouvernements locaux urbains, et à trouver des solutions adaptées localement aux problèmes de développement. Pour sa contribution au développement urbain durable en Mongolie, Bharat a été récompensé par le gouvernement de Mongolie et la municipalité d'Oulan-Bator.

Maria Sabrina DE GOBBI

Economiste, OIT

THÉMATIQUE 4.1 > CRÉATIVITÉ ET INTÉGRATION DU SECTEUR INFORMEL

Maria Sabrina De Gobbi travaille à l'Organisation Internationale du Travail (OIT) depuis 1998. Elle a obtenu plusieurs diplômes en économie, droit, et gestion de l'environnement. Elle travaille actuellement comme chercheuse en économie, mais a également été responsable de projets de coopération technique. Elle a une grande expérience dans les domaines de la microfinance, le développement des entreprises, le marché du travail et les politiques d'emploi, le genre, l'économie informelle et l'environnement. Ses travaux portent essentiellement sur les pays en développement en particulier l'Afrique et l'Amérique latine. Elle a écrit sur différents sujets tels que les associations de cautionnement mutuel, les institutions financières mutualistes, le développement des entreprises et l'autonomisation des femmes, la flexibilité du marché du travail et la sécurité dans les pays en développement, les problématiques environnementales dans les entreprises durables, et les réseaux écologiques.

Research Division, Agence Française de Développement

THEMATIC 2.1 > SUSTAINABLE MANAGEMENT OF NATURAL RESOURCES AND BENEFITS FOR COMMUNITIES

Constance Corbier Barthaux, both an agro-economist and environmentalist, worked for several organizations in charge of aid development, including the FAO, and the Ministry of the Environment and Town Planning (Division for International Affairs) before joining the Agence Française de Développement in 2000 in order to support the integration of the environmental considerations into the AFD projects. Then she joined the team in charge of the implementation and the follow-up of « green » projects at the Direction of Operations in order to develop the spectrum of biodiversity conservation projects in several countries, including supporting projects for protected areas and natural parks for the benefit of local populations. Since October 2008, she has been working at the Department of Research (RCH/EVA), within which she coordinates an evaluation and capitalization program on projects, policies and issues connected to the environment, conservation and sustainable management of natural resources and biodiversity.

Human Settlements Officer, Bangkok Office, UN-HABITAT

THEMATIC 3.2 > TOWN AND COUNTRY PLANNING : RECONCILING ENVIRONMENTAL QUALITY AND THE FIGHT AGAINST POVERTY IN PERI-URBAN AREAS

Dr. Bhàrat Dahiya is a Human Settlements Officer at the Bangkok Office of UN-HABITAT, the "city agency" of the United Nations system. He completed his doctoral research on urban governance and environment at the University of Cambridge. Bharat co-authored a book, *Urban Environment and Infrastructure: Toward Livable Cities* (with Anthony G. Bigio, 2004), on the first systematic review of the World Bank's investments in improving urban liveability. More recently, he conceptualized and coordinated UN-HABITAT's first-ever *State of Asian Cities 2010/11 Report* (2010). Bharat's research and professional work have been focused on urban poverty, urban governance, environment and climate change. Working with UN-HABITAT currently and the World Bank previously, he has initiated several innovative projects aimed at developing effective partnerships between civil society organisations and urban local governments, and finding locally-suited solutions to development problems. For his contributions to the sustainable urban development in Mongolia, Bharat has been awarded by the Government of Mongolia and the Municipal Government of Ulaanbaatar City.

Economist, ILO

THEMATIC 4.1 > CREATIVITY AND INTEGRATION OF THE INFORMAL SECTOR

Maria Sabrina De Gobbi has been working at the International Labour Organisation since 1998. She has degrees in the areas of economics, law and environmental management. She is currently working as a research economist, but has also been dealing with technical cooperation projects in the past. She has extensive work experience in the fields of microfinance, enterprise development, labour market and employment policies, gender, the informal economy and the environment. Her work has focused mainly on developing countries particularly in Africa and Latin America. She has published on different topics including mutual guarantee associations, mutual financial institutions, enterprise development and women's empowerment, labour market flexibility and security in developing countries, environmental issues in sustainable enterprises, and ecological networks.

Christian de GROMARD

Chef de projet Energie, Agence Française de Développement

THÉMATIQUE 1.3 > PAUVRETÉ ET ÉNERGIES SOBRES EN CARBONE

Ingénieur électricien de formation, après une première expérience industrielle dans l'appareillage électrique, Christian de Gromard a commencé à travailler sur les énergies renouvelables à l'Indian Institute of Science à Bangalore en 1980. Il rejoint en 1982 le Département international de l'Agence Française de Maîtrise de l'Energie (AFME), comme responsable Afrique/Maghreb. Entré à l'Agence Française de Développement (AFD), il a été chargé des projets « Climat » au Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM) à son lancement en 1995. A partir de 2002, au sein du département Infrastructures de l'AFD, il est en charge de projets dans les secteurs de l'électricité et de la maîtrise de l'énergie dans différentes géographies (Chine, Inde, Thaïlande, Maghreb, Afrique de l'Ouest, Afrique du Sud...). Référent « Energie » à la Division « Equipement et Environnement », il participe activement à la définition et à l'application de la stratégie Energie-Climat de l'AFD.

Mohamed Lamine DHAOU

Directeur, Branche Business, Investissement et services Technologiques, Division pour le développement des programme et la coopération technique (PTC/BIT), ONUDI

PLÉNIÈRE 4 > LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET QUALITE DE L'ENVIRONNEMENT? QUEL ROLE POUR LE SECTEUR PRIVE ?

Né dans 1953, M. Lamine Dhaoui dirige la Branche Business, Investissement et Technologie de l'ONUDI. Entré à l'ONUDI en 1990, il y a occupé diverses fonctions y compris Conseiller Spécial/Coordinateur sur des enjeux thématiques pour le Bureau du Directeur-Général, et Directeur adjoint de la branche Renforcement des capacités commerciales (PTC/TCB). En tant que personne ressource, il a participé à plusieurs séminaires et conférences sur la compétitivité industrielle et le développement du secteur privé. Il a publié un guide méthodologique sur « Restructuration, Extension et compétitivité industrielle » en 2003. Titulaire d'un Doctorat en science de gestion de l'Université Paris Dauphine, M. Lamine Dhaoui a aussi été professeur au Haut Institut de Gestion de l'Université de Tunis.

Sonia Maria DIAS

Spécialiste des déchets, Women in Informal Employment Globalizing and Organizing (WIEGO) (Brésil)

THÉMATIQUE 4.1 > CRÉATIVITÉ ET INTÉGRATION DU SECTEUR INFORMEL

Sociologue de formation et rudologue de cœur, Sonia Dias est spécialiste de secteur à Women in Informal Employment : Globalizing and Organizing (WIEGO). Docteur en sciences politiques et titulaire d'une maîtrise en géographie humaine, elle est active dans le domaine de la gestion des déchets au Brésil, plus précisément en mettant en avant l'intégration des aspects de l'inclusion sociale dans la planification technique du recyclage municipal. Sur le terrain, elle a travaillé comme agent public à l'Agence municipale de nettoyage à Belo Horizonte, bénévole au sein d'ONG et a été une activiste sociale dans le cadre des Forums sur les Déchets et la Citoyenneté. Elle est également une Eisenhower Fellow.

Ahmed DJOGLAF

Secrétaire exécutif, Convention sur la Diversité Biologique

PLÉNIÈRE 2 > LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET BIODIVERSITÉ

De nationalité algérienne, M. Djoghla est, depuis 2006, Secrétaire exécutif de la Convention sur la diversité biologique (CDB). En juin 2003, il a été nommé au poste de Sous-directeur exécutif du PNUÉ après avoir été directeur et coordonnateur de la Division du Fonds pour l'environnement Mondial (FEM). Tout au long de sa carrière, M. Djoghla n'a cessé d'approfondir sa connaissance des processus de l'environnement mondial aussi bien dans le cadre des Nations Unies que dans celui de la CDB. Il a notamment été rapporteur général du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED), mieux connue sous le nom de « Sommet de Rio ». Avant de rejoindre l'Organisation des Nations Unies, M. Djoghla a occupé plusieurs postes importants au Ministère algérien des affaires étrangères. Il a été conseiller pour les questions environnementales du premier Ministre de son pays. M. Djoghla a le rang de ministre plénipotentiaire au Ministère algérien des affaires étrangères et de Sous-Secrétaire général des Nations Unies.

Energy Project Manager, Agence Française de Développement

THEMATIC 1.3 > POVERTY AND CLEAN ENERGY

An electrician engineer, Christian de Gromard started to work on renewable energy at the Indian Institute of Science in Bangalore in 1980. In 1982, he joined the International Department at the Agence Française de Maîtrise de l'Energie (AFME) as the manager for Africa/Maghreb. Once at the Agence Française de Développement (AFD), he was in charge of the "Climate" projects at the French Fund for Global Environment (FFEM) from its creation, in 1995, on. From 2002 on, within the Department Facilities at the AFD, he is in charge of projects in the fields of electricity and energy control in various parts of the world (China, India, Thailand, Maghreb, West and South Africa, etc.). Focal person for "Energy" at the Department "Equipment and Environment", he is actively involved in the definition and implementation of the "Energy-Climate" strategy of the AFD.

Director, Business, Investment and Technology Services Branch, Programme Development and Technical Cooperation Division (PTC/BIT), UNIDO

PLENARY 4 > POVERTY ERADICATION AND QUALITY OF THE ENVIRONMENT, WHAT IS THE ROLE OF THE PRIVATE SECTOR?

Born in 1953, Mr. Lamine Dhaoui is heading UNIDO's BIT Branch. Serving UNIDO since 1990, he has held various positions including Special Adviser/ Coordinator of Thematic Issues for the Office of the UNIDO Director-General and Deputy Director for the Trade Capacity Building (PTC/TCB) Branch. He participated as resource person in several seminars and conferences on industrial competitiveness and private sector development. He published a methodological guide on: Restructuring, upgrading and industrial competitiveness in 2003. Holds a Doctorate in management science from Paris Dauphine University, and he was also professor at the High Institute of Management of the University of Tunis.

Waste sector specialist, Women in Informal Employment Globalizing and Organizing (WIEGO) (Brazil)

THEMATIC 4.1 > CREATIVITY AND INTEGRATION OF THE INFORMAL SECTOR

Sonia Dias is a sector specialist at WIEGO. She is a sociologist by training and garbageologist by heart. She has a PhD in Political Science and a Master's in Human Geography. She has been active in the waste management field in Brazil with a focus on promoting the integration of social inclusion aspects into the technical planning of municipal recycling. Her on the ground experience encompasses: work as a public officer at the Municipal Cleansing Agency in Belo Horizonte; voluntary work for NGOs and social activist for the Waste and Citizenship Fora. She is an Eisenhower Fellow.

Executive Secretary, Convention on Biological Diversity

PLENARY 2 > POVERTY ERADICATION AND BIODIVERSITY

An Algerian national, Dr. Djoghla is the Executive Secretary of the Convention on Biological Diversity (CBD) since 2006. In June 2003, he was appointed Assistant Executive Director of UNEP, following his success as Director and Coordinator of UNEP's Division of the Global Environment Facility (GEF). Throughout his career, Dr. Djoghla has increased his extensive knowledge of global environment processes within the UN system and within the CBD process. Notably, he was the General Rapporteur of the Preparatory Committee of the UN Conference on Environment and Development (UNCED), better known as the "Rio Summit".

Prior to joining the United Nations, Dr. Djoghla held a variety of important posts in the Algerian Ministry of Foreign Affairs. He was advisor on environmental issues to the Prime Minister of Algeria. Dr. Djoghla holds the rank of Minister Plenipotentiary of the Ministry of Foreign Affairs and Assistant Secretary General of the United Nations.





Marc DUFUMIER

Professeur, agriculture comparée et développement agricole, AgroParisTech

THÉMATIQUE 1.2 > PAUVRETÉ RURALE, DÉGRADATION DES SOLS ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

Marc Dufumier est Professeur d'agriculture comparée et développement agricole à AgroParisTech. Il est également membre du conseil stratégique de l'agriculture et de l'agro-industrie durables (CSAAD) du Ministère de l'agriculture et de la pêche (MAP) et membre du Comité de veille écologique de la Fondation Nicolas Hulot. Ses domaines de recherches portent notamment sur les politiques et programmes de développement agricole durable dans les pays en développement, les réformes agraires, ainsi que sur la sécurité alimentaire. Il a effectué de nombreuses missions dans des PED (Mexique, Haïti, Costa Rica, Brésil, Algérie, Niger, Burkina Faso, Laos, Vietnam...). Marc Dufumier a également publié plusieurs ouvrages et articles sur l'agriculture des pays en développement.



Marcel ENGEL

Directeur du réseau régional et du département en charge des questions de Développement, WBCSD

PLÉNIÈRE 4 > LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT, QUEL RÔLE POUR LE SECTEUR PRIVÉ ?

Marcel Engel est membre de l'équipe exécutive du WBCSD. Il est en charge de la coordination du réseau régional de 60 organisations partenaires aux visions similaires et de la gestion du département centrée sur le développement qui promeut des solutions d'entreprises aux défis socio-économiques et environnementaux dans les pays en développement. Il est également administrateur non-exécutif d'une société à but non lucratif pour accélérer l'accès à l'énergie en Afrique rurale et membre de divers comités consultatifs d'organisations et d'initiatives internationales. Avant de rejoindre le WBCSD, Engel a travaillé dans l'industrie hôtelière et pour l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI). Il est titulaire d'un diplôme suisse en gestion d'hôtel et d'une maîtrise de relations internationales et économie du développement de l'Université de Constance (Allemagne) et de la London School of Economics.



Janique ETIENNE

Responsable adjoint, division eau et assainissement, Agence Française de Développement

THÉMATIQUE 3.3 > ASSAINISSEMENT ET AUTRES SERVICES ESSENTIELS : COMMENT SORTIR DE L'IMPASSE ÉCONOMIQUE ET TECHNIQUE DANS LES QUARTIERS PAUVRES ?

Aujourd'hui responsable de division adjoint de la division eau et assainissement de l'Agence Française de Développement, Janique Etienne a intégré l'AFD en septembre 1998 au sein d'une division opérationnelle en charge de l'eau et de l'assainissement. Titulaire d'un doctorat en sciences et techniques de l'eau (ENPC), elle a auparavant passé 7 ans à BURGEAP (division internationale) où elle a effectué bon nombre de missions dans le cadre de projets d'alimentation en eau potable dans divers pays d'Afrique sub-saharienne. Janique Etienne coordonne actuellement une étude confiée au LEREPS (Université de Toulouse), d'une durée de deux ans, qui porte sur l'amélioration des conditions d'accès à l'eau et la réduction de la pauvreté dans les quartiers d'habitat précaire.



Taghi FARVAR

Ancien président du CEESP, UICN et président CENESTA

THÉMATIQUE 2.1 > GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES ET BÉNÉFICES POUR LES COMMUNAUTÉS

Taghi Farvar, fils d'une tribu nomade autochtone d'Azerbaïdjan iranien, est un homme d'action et un leader engagé à soutenir les peuples autochtones et les communautés de base pour qu'elles définissent elles-mêmes leur propre voie de développement humain et de conservation. Après ses recherches pionnières à l'interface entre le développement et l'environnement et la publication de *The Careless Technology — Ecology and International Development* (1972), le Dr Farvar prit en mains la mise en place du premier Département de l'environnement dans un pays du Sud (l'Iran) et fut nommé vice-recteur de l'Université d'Avicenne. Entre 2000 et 2008 il fut Président de la Commission pour les politiques environnementales, économiques et sociales (CEESP) de l'UICN. Actuellement, il est Président du Consortium APAC (aires de patrimoine autochtone et communautaire, en Suisse) et du Centre pour le développement durable (CENESTA) en Iran. (taghi@cenesta.org)

Professor of Compared Agriculture and Farming Development, AgroParisTech

THEMATIC 1.2 > RURAL POVERTY, SOIL DEGRADATION AND CLIMATE CHANGE

Marc Dufumier is Professor of Compared Agriculture and Farming Development at AgroParisTech. He is a member of the Strategic Council for Agriculture and Sustainable Agro-industry (CSAAD) at the Ministry of Agriculture and Fishing (MAP) as well as a member of the Committee for environmental monitoring at the Foundation Nicolas Hulot. His research interests lie in policies and programs for the development of sustainable farming in the South, land reforms, and food security. M. Dufumier has led field works in many developing countries, such as Mexico, Haiti, Costa Rica, Brazil, Algeria, Niger, Burkina Faso, Laos, Vietnam, etc. Marc Dufumier has published many books and articles on agriculture in developing countries.

Director of the Regional Network and Head of the Development Focus Area, WBCSD

PLENARY 4 > POVERTY ERADICATION AND QUALITY OF THE ENVIRONMENT: WHAT IS THE ROLE OF THE PRIVATE SECTOR?

Marcel Engel is a member of the WBCSD's Executive Team. As such, he is responsible for coordinating the Regional Network of 60 like-minded partner organizations and managing the Development Focus Area, which promotes business solutions to socio-economic and environmental challenges in developing countries. He is also a non-Executive Director of a not for profit company to accelerate energy access in rural Africa and a member of various advisory committees of international organizations and initiatives. Before joining the WBCSD, Engel worked in the hospitality industry and for the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO). He holds a Swiss hotel management diploma, and master degrees International Relations and Development Economics from the University of Constance (Germany) and the London School of Economics.

Deputy Director, water and sanitation division, Agence Française de Développement

THEMATIC 3.3 > SANITATION AND OTHER ESSENTIAL SERVICES : HOW TO BREAK THE ECONOMIC AND TECHNICAL DEADLOCK IN POOR DISTRICTS?

Currently deputy Director of the water and sanitation division at the Agence Française de Développement, Ms. Etienne started working for the AFD in 1998 within the division in charge of water and sanitation projects. She spent 7 years working at BURGEAP (International Division) on rural and semi-urban water supply projects in various sub-saharian African countries. She received a Ph.D in water sciences and technique from ENPC. Janique Etienne is currently coordinating a two-year study implemented by LEREPS (University of Toulouse) which focuses on improving the conditions of access to water and alleviating poverty in precarious living areas.

Former Chair of CEESP IUCN, Chair, CENESTA

THEMATIC 2.1 > SUSTAINABLE MANAGEMENT OF NATURAL RESOURCES AND BENEFITS FOR COMMUNITIES

Taghi Farvar, son of a native nomadic tribe from the Iranian Azerbaijan, is a leader involved in supporting native people and communities so that they can define their own way of development and conservation. After pioneering researches in the fields of development and the environment as well as after the publication of *The Careless Technology-Ecology and International Development* (1972), Mr. Farvar took over the implementation of the first Department of Environmental Studies in a developing country (Iran) and was appointed deputy Chief education officer at the University of Avicenna. From 2000 to 2008, he was President of the Committee for Environmental, Economic and Social Policies (CEESP) at the IUCN. He is currently President of the APAC Consortium (Native and Community Heritage Areas, Switzerland) as well as President of the Centre for Sustainable Development (CENESTA) in Iran.

Antoine FREROT

Président-Directeur général, Veolia Environnement

CÉRÉMONIE D'OUVERTURE

Ancien élève de l'École polytechnique (promotion 1977) et Docteur de l'École nationale des ponts et chaussées, Antoine Frérot a débuté sa carrière en 1981 comme ingénieur chercheur au Bureau central d'études pour l'Outre-Mer. En 1983, il rejoint le Centre d'études et de recherche de l'École nationale des ponts et chaussées comme chef de projet, puis en devient directeur adjoint de 1984 à 1988. De 1988 à 1990, il occupe la fonction de responsable d'opérations financières au Crédit national. Il rejoint Veolia Eau en 1990 comme chargé de mission, puis directeur général de Compagnie Générale d'Entreprises Automobiles (CGEA). En 2000, il est nommé directeur général de Veolia Transport, la division transports de Veolia Environnement, et membre du Directoire de Veolia Environnement. En janvier 2003, il est nommé Directeur Général de Veolia Eau, la division eau de Veolia Environnement, et membre du Comité Exécutif de Veolia Environnement. Fin 2009, Antoine Frérot est nommé Directeur Général et, en décembre 2010, Président Directeur Général de Veolia Environnement.

Helena GARCIA ROMERO

Economiste, chercheur, Fedesarrollo

THÉMATIQUE 2.2 > VALORISATION DES SERVICES ÉCOSYSTÉMIQUES

Mme Helena Garcia est économiste et politologue mexicaine titulaire d'une maîtrise en développement international de l'Université de Harvard. Elle a mené des recherches sur l'économie politique de la décentralisation, les prestations des services publics locaux, et la micro-finance. Elle a travaillé dans le secteur public mexicain au ministère du Développement social sur la politique de lutte contre la pauvreté et à l'Institut National d'Ecologie (INE) pour la conception et l'évaluation de la politique environnementale. A l'INE, elle était en charge de l'évaluation des mécanismes de ciblage du paiement national pour les services environnementaux et des recommandations politiques. Elle est actuellement chercheuse à Fedesarrollo en Colombie. Son domaine de recherche porte sur l'économie de l'environnement et sur la politique environnementale fondée sur les mécanismes du marché.

Olivier GILBERT

Délégué aux innovations sociales, Veolia Environnement

THÉMATIQUE 3.3 > ASSAINISSEMENT ET AUTRES SERVICES ESSENTIELS : COMMENT SORTIR DE L'IMPASSE ÉCONOMIQUE ET TECHNIQUE DANS LES QUARTIERS PAUVRES ?

Après plusieurs années passées dans le conseil en environnement auprès des collectivités locales, Olivier Gilbert a pris des responsabilités opérationnelles dans différents services publics dont la gestion a été confiée à Veolia. Il a ainsi dirigé, entre 1995 et 2001, le service d'Assainissement du Département des Hauts de Seine. Il a ensuite été Directeur de l'Assainissement pour Veolia Eau (Maroc) puis Directeur Développement Durable de Veolia Eau pour l'Afrique, le Moyen Orient et l'Inde. Il a piloté les activités de Veolia Eau relatives au management environnemental et au développement de l'accès aux services essentiels des populations à faibles revenus, ainsi que les programmes contribuant à évaluer les impacts sur le développement humain. Devenu Délégué aux Innovations Sociales de Veolia Environnement en 2010, il est responsable de consolidation et de la coordination de l'expertise du Groupe pour adapter les services d'eau, de propreté, de transport et d'énergie aux besoins des populations défavorisées où Veolia intervient, et étendre au plus grand nombre l'accès aux services essentiels.

Chairman and CEO, Veolia Environnement

OPENING CEREMONY

A graduate from the École polytechnique (1977 class) and PhD in Civil Engineering from the École nationale des ponts et chaussées, Antoine Frérot started his career in 1981 as a research engineer at the Bureau central d'études pour l'Outre-Mer. In 1983 he joined the Research centre at the École nationale des ponts et chaussées as project manager before becoming deputy director from 1984 to 1988. From 1988 to 1990, he was head of Financial Operations at the Crédit National. He joined the Compagnie Générale des Eaux in 1990 as attaché to the Managing Director of Compagnie Générale d'Entreprises Automobiles (CGEA), then Managing Director. In 2000 he was appointed Chief Executive officer of Veolia Transport, Veolia Environnement's transportation division and member of the Veolia Environment Board of Directors. In January 2003 he was appointed Chief Executive Officer of Veolia Water, the water division of Veolia Environnement, and Executive Vice-President of Veolia Environnement. At the end of 2009, Antoine Frérot was appointed Chief Executive Officer and, in December 2010, Chairman and Chief Executive Officer of Veolia Environnement.

Economist and researcher, Fedesarrollo

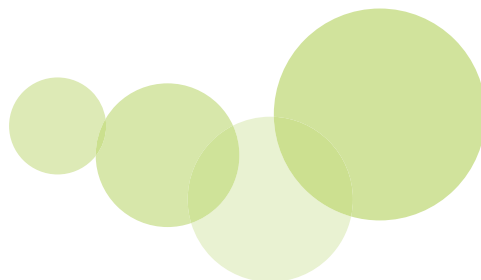
THEMATIC 2.2 > ENHANCING THE VALUE OF ECOSYSTEM SERVICES

Ms. Helena Garcia is a Mexican economist and political scientist with a Master's Degree in International Development from Harvard University. She has conducted research on the political economy of decentralization, local public service delivery, and microfinance. She has worked in the Mexican public sector in the Social Development Ministry on poverty alleviation policy and at the National Ecology Institute (INE) designing and evaluating environmental policy. At INE she was in charge of evaluating the targeting mechanisms of the National Payment for Environmental Services and providing policy recommendations. She currently works at Fedesarrollo in Colombia doing research on environmental economics and environmental policy based on market mechanisms.

Responsible for social innovations, Veolia Environnement

THEMATIC 3.3 > SANITATION AND OTHER ESSENTIAL SERVICES : HOW TO BREAK THE ECONOMIC AND TECHNICAL DEADLOCK IN POOR DISTRICTS?

After being an environmental adviser to local public authorities for several years, Olivier Gilbert has been in charge of operational responsibilities in various public services whose management has been transferred to Veolia. He, therefore, headed the division for Sanitation of the department Hauts de Seine from 1995 to 2001. He was, subsequently, Director for Sanitation for Veolia Water (Morocco) before becoming Director for Sustainable Development of Veolia Water Africa, Middle East and India. He managed Veolia Water activities regarding environmental management and development of the access to basic services for low-income people, as well as impact-evaluating programs on human development. Director for Social Innovations at Veolia Environnement since 2010, he is in charge of developing and coordinating the group's expertise in order to adapt the services of water, waste management, transportation and energy to the needs of poor people in areas where Veolia is active, as well as in order to develop the access to these essential services.





Alain GUINEBAULT

Délégué général, GERES

THÉMATIQUE 4.3 > FAISABILITÉ ET MISE EN ŒUVRE DES FINANCEMENTS INNOVANTS

Ingénieur physicien à dominante énergétique, Alain Guinebault intègre en 1984 le GERES, Groupe Energies Renouvelables, Environnement et Solidarités. Il aujourd'hui dirige le GERES qui conduit des programmes en France et dans 12 pays du sud (Maroc, Inde, Cambodge, Afghanistan, Bénin, Mali, etc.) dans les domaines de la production d'énergie propre, la sobriété et l'efficacité énergétique, le développement économique, la politique locale et les changements climatiques. Alain Guinebault coordonne aujourd'hui plus de 50 projets menés sur le terrain par 200 collaborateurs en déployant une ingénierie de développement et une expertise technique spécifique. Il a contribué au développement du 1er programme français de compensation des émissions de gaz à effet de serre : CO2Solidaire. Alain Guinebault a participé à la création de la coopérative Nexus, regroupant les acteurs désireux de démultiplier les impacts de leurs projets au moyen de la finance carbone.



Harish HANDE

Directeur général, Selco India

THÉMATIQUE 1.3 > PAUVRETÉ ET ÉNERGIES SOBRES EN CARBONE

Harish Hande est le co-fondateur de SELCO INDIA, une entreprise de portée sociale visant à lutter contre la pauvreté en faisant la promotion de technologies durables dans les régions rurales d'Inde. SELCO repose sur un réseau de 28 agences dans les états du Karnataka et du Gujarat, outre son agence centrale de Bangalore. Depuis 1995, SELCO INDIA a installé des systèmes de lampes solaires dans plus de 125 000 foyers ruraux de ces deux Etats. En 2007, M. Hande a été nommé Entrepreneur social de l'année par la Fondation Schwab pour l'entreprenariat social et la Fondation Nand & Jeet Khemba. En 2009, SELCO INDIA a reçu le prix Ashden pour sa contribution exceptionnelle, remis par M. Al Gore, ancien vice-président des Etats-Unis. M. Hande est docteur en Ingénierie de l'Énergie de l'Université Lowell (Massachusetts).



Matthew HATCHWELL

Directeur exécutif, WCS Europe

THÉMATIQUE 2.3 > PRÉSERVATION DES ÉCOSYSTÈMES ET LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ : QUELS ENJEUX TERRITORIAUX ?

Matthew Hatchwell est Directeur exécutif de WCS Europe, une filiale de l'organisation américaine *Wildlife Conservation Society* (WCS). Matthew Hatchwell a travaillé pour WCS depuis 1986 à New York, en République du Congo, à Madagascar et maintenant au Royaume-Uni. Au Congo et à Madagascar, il a joué un rôle crucial dans la création des Parcs Nationaux Nouabale-Ndoki et Masoala respectivement ainsi que dans la mise en place de mécanismes de financement durables pour ces deux sites. Au cours de ces 10 dernières années, il s'est intéressé à la façon de concilier conservation et développement dans les grands espaces, à travers par exemple la mise en place de mécanismes incitatifs de conservation et la promotion d'un aménagement du territoire plus participatif et multi-acteurs.

Managing Director, GERES

THEMATIC 4.3 > FEASIBILITY AND IMPLEMENTATION OF INNOVATIVE FUNDING

A physicist engineer with a specialty in energy, Alain Guinebault has been working for GERES (Groupe Energies Renouvelables, Environnement et Solidarités) since 1984. He is currently heading GERES which leads programs in France as well as in 12 countries from the South (Morocco, India, Cambodia, Afghanistan, Benin, Mali, etc.) in the fields of clean energy production, energy's sobriety and efficiency, economic development, local policies and climate changes. Alain Guinebault is currently coordinating more than 50 projects implemented on the field by 200 colleagues by resorting to development engineering as well as to an adequate technical expertise. He has contributed to the development of the first French program in compensating the emissions of greenhouse gases, called CO2Solidaire. Alain Guinebault participated in creating the cooperative Nexus that gathers actors who want to increase their projects' impact through the carbon finance.

Managing Director, Selco India

THEMATIC 1.3 > POVERTY AND CLEAN ENERGY

Harish Hande co-founded SELCO INDIA, a social venture, to eradicate poverty by promoting sustainable technologies in rural India. With its headquarters in Bangalore, SELCO has 28 branches in Karnataka and Gujarat. Since 1995, SELCO INDIA has installed solar lighting systems in over 125,000 households in the rural areas of these states with employee strength of 180. Harish has a PhD. in Energy Engineering from the University of Massachusetts Lowell. Harish Hande was named the Social Entrepreneur of the Year 2007 by the Schwab Foundation for Social Entrepreneurship and the Nand & Jeet Khemka Foundation. He was also the featured attendee and speaker at the Clinton Global Initiative 2007. In 2007 SELCO INDIA won the Outstanding Achievement Award from Ashden Awards, presented by Al Gore, former Vice President of the United States of America.

Chief Executive, WCS Europe

THEMATIC 2.3 > PRESERVATION OF ECOSYSTEMS AND THE FIGHT AGAINST POVERTY : TERRITORIAL CHALLENGES

Matthew Hatchwell is the chief executive of WCS Europe, an affiliate of the US-based Wildlife Conservation Society (WCS). Mr Hatchwell has worked for WCS since 1986, in New York, the Republic of Congo, Madagascar, and now in the United Kingdom. In Congo and Madagascar, he was instrumental in the creation of Nouabale-Ndoki and Masoala National Parks respectively and has remained involved in the establishment of sustainable funding mechanisms for both sites. One of his interests in the past 10 years has been how to reconcile conservation and development priorities in large landscapes, for example through the development of conservation incentive mechanisms and through participative, multi-stakeholder land use planning.



Stephen HOLNESS

Senior Manager en charge de l'Aménagement et du Développement stratégique des parcs, Parcs nationaux d'Afrique du Sud

THÉMATIQUE 2.3 > PRÉSERVATION DES ÉCOSYSTÈMES ET LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ : QUELS ENJEUX TERRITORIAUX ?

Dr Stephen Holness est Senior Manager en charge de l'Aménagement et du Développement stratégique des parcs pour les parcs nationaux d'Afrique du Sud. Il est chargé de la planification de la protection environnementale, centrée sur l'évaluation et la hiérarchisation de la biodiversité, mais il est de plus en plus impliqué dans la planification intégrée des aires protégées pour inclure les questions socio-économiques et de biodiversité. Il est également impliqué dans l'expansion des parcs existants ainsi que dans les projets de nouvelles aires protégées en Afrique du Sud. Ses activités portent sur la protection des zones tampons qui entourent les réserves proprement dites, notamment sur le développement des économies reposant sur la biodiversité dans les régions rurales pauvres en soutenant les activités qui présentent des avantages socio-économiques et pour la biodiversité, ainsi que les usages des terres compatibles avec la protection environnementale. En outre, il est intéressé par l'impact du changement climatique sur la biodiversité et les aires protégées, ainsi que par le rôle que ces aires peuvent jouer dans les stratégies d'adaptation au changement climatique.

Guillaume JOSSE

Référent Projets urbains et services essentiels, Agence Française de Développement

THÉMATIQUE 3.2 > AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE: CONCILIER QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ DANS LES ESPACES PÉRI-URBAINS

Guillaume Josse a été chargé de missions au Groupe Huit (bureau d'études en urbanisme) puis chef de projets au Conseil général de l'Essonne à la Direction de l'aménagement. Depuis 2004, il est chef de projets à l'Agence Française de Développement au sein de la division Collectivités locales et développement urbain. Il est actuellement le référent thématique « Projets urbains et services essentiels ». G. Josse est ingénieur territorial, il diplômé d'un master en urbanisme de l'Institut français d'urbanisme à l'Université Paris VIII ainsi qu'un magistère Aménagement de l'Université Paris I.

Amir KASSAM

Conseiller en chef pour l'intensification durable auprès de la FAO

THÉMATIQUE 1.2 > PAUVRETÉ RURALE, DÉGRADATION DES SOLS ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

Professeur invité à l'École d'Agriculture, de Politique et de Développement à l'Université de Reading (Grande-Bretagne) et conseiller en chef pour l'intensification durable auprès de la FAO, Amir Kassam a été fait Officier de l'Ordre de l'Empire britannique en 2005 pour ses services rendus dans le domaine de l'agriculture tropicale et le développement rural. M. Kassam est également membre de la Société de Biologie britannique, rédacteur associé du Journal of Irrigation Science, organisateur de la Land Husbandry Group of the Tropical Agriculture Association (TAA-UK) dont il a été le Président ainsi que le modérateur pour la plateforme mondiale pour l'agriculture de conservation et les pratiques communes (CA-CoP) sous l'égide de la FAO. M. Kassam a également été Président de la Fondation Aga Khan et de la Fondation FOCUS Europe pour l'aide humanitaire. Il a, par ailleurs, été le Directeur général adjoint de l'Association de développement du Riz en Afrique de l'Ouest (WARDA) et Secrétaire exécutif intérimaire du conseil scientifique de Groupe Consultatif pour la Recherche Agricole Internationale (CGIAR).

Senior Manager for Strategic Park Planning and Development for South African National Parks

THEMATIC 2.3 > PRESERVATION OF ECOSYSTEMS AND THE FIGHT AGAINST POVERTY : TERRITORIAL CHALLENGES

Dr Stephen Holness is the Senior Manager for Strategic Park Planning and Development for South African National Parks. He is a conservation planner largely focussed on spatial biodiversity assessment and prioritization, but is now involved increasingly with the integrated planning of protected areas to incorporate social, economic and biodiversity issues. He is involved both with expansion planning for existing parks as well as for new protected areas projects in South Africa and elsewhere in the region. He is particularly focussed on the conservation of buffer areas around formal reserves, including the development of biodiversity driven economies in poor rural environments through the stimulation of conservation compatible land uses and activities which have both biodiversity and socio-economic benefits. In addition, he is interested in the impact of climate change on biodiversity and protected areas, and role protected areas can play in climate change adaptation strategies.

Focal person for « Urban Projects and essential services », Agence Française de Développement

THEMATIC 3.2 > TOWN AND COUNTRY PLANNING : RECONCILING ENVIRONMENTAL QUALITY AND THE FIGHT AGAINST POVERTY IN PERI-URBAN AREAS

Guillaume Josse has been a Policy Officer at Groupe Huit (a firm for town planning studies) before becoming a project manager at the Conseil général de l'Essonne within the Direction for town and country planning. Since 2004, he has been a Project Manager at the Agence Française de Développement. He is currently the focal person for « Urban Projects and essential services ». G. Josse is a town planning engineer. He received a Master in Town Planning from the French Institute of Town Planning at University of Paris VIII and a Master in Urban Development from the University of Paris I.

Senior adviser in sustainable intensification with Food and Agriculture Organization (FAO)

THEMATIC 1.2 > RURAL POVERTY, SOIL DEGRADATION AND CLIMATE CHANGE

Visiting Professor in the School of Agriculture, Policy and Development, University of Reading, UK, and senior adviser in sustainable intensification with Food and Agriculture Organization (FAO), Rome. Kassam was awarded an OBE in the Queen's Honours List in 2005 for services to tropical agriculture and to rural development. Kassam is: Fellow of the Society of Biology, UK; Associate Editor of the Journal of Irrigation Science; Convenor of the Land Husbandry Group of the Tropical Agriculture Association (TAA-UK); and the Moderator of FAO-hosted Global Platform for Conservation Agriculture Community of Practice (CA-CoP). Kassam is a former Chairman of: the Aga Khan Foundation (UK); the FOCUS Humanitarian Assistance Europe Foundation, and TAA-UK. He is a former Deputy Director General of WARDA (Africa Rice Centre, Côte d'Ivoire), and Interim Executive Secretary of the CGIAR Science Council.





Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET (non confirmée) / to be confirmed

Ministre de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement

CÉRÉMONIE DE CLÔTURE

Nathalie Kosciusko-Morizet est une femme politique française. Polytechnicienne (promotion 1992) et ingénieure de formation, elle a travaillé successivement comme Responsable de la cellule environnement à la direction des relations économiques extérieures au ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Chargée de mission auprès du directeur de la stratégie d'Alstom, Conseillère technique (écologie et développement durable) du Premier Ministre de 1997 à 2002. Nathalie Kosciusko-Morizet est également Secrétaire générale adjointe de l'UMP, Députée de l'Essonne depuis 2002 et Conseillère régionale d'Ile de France depuis 2004. Avant sa nomination au poste de Ministre, elle a été depuis 2007 Secrétaire d'Etat chargée de l'Écologie et Secrétaire d'Etat chargée de la Prospective et du Développement de l'économie numérique, auprès du Premier Ministre. Nathalie Kosciusko-Morizet est nommée ministre de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement en novembre 2010.

Philippe KOURILSKY

Professeur, Collège France

ALLOCUTION SPÉCIALES

Biologiste issu de l'Ecole Polytechnique, Philippe Kourilsky est depuis 1998 Professeur au Collège de France (Chaire d'immunologie moléculaire) et Membre de l'Académie des Sciences. Il préside le Réseau d'Immunologie à Singapour depuis sa création en 2006. Il est membre du Conseil d'Administration de Veolia Environnement, au sein duquel il préside le Comité Recherche Innovation et Développement Durable. Il a été, de 2000 à 2005, Directeur Général de l'Institut Pasteur. Il a publié près de 350 articles dans des revues scientifiques internationales. Il a contribué aux débats publics sur les sciences de la vie, au travers de nombreux articles et interventions, dont deux rapports pour le gouvernement, sur le Principe de Précaution (1999) et sur les maladies infectieuses dans les pays en développement (2006). Ses ouvrages les plus récents sont « Le temps de l'altruisme » et « Le manifeste de l'altruisme » (2009 et 2011, Ed. O.Jacob). Il est l'inspirateur de l'initiative FACTS (Field ACTION Science) menée au sein de l'Institut Veolia Environnement.

Christine LAGARDE

Ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie

CÉRÉMONIE D'OUVERTURE

Ancienne élève de l'Institut d'études politiques (Aix-en-Provence), Christine Lagarde est diplômée de la Holton Arms School à Bethesda (États-Unis) et de l'Université Paris-X (DESS de droit social). Avocate à la cour d'appel de Paris, elle a travaillé pour le Cabinet Baker & McKenzie à Chicago (États-Unis), dont elle a été Présidente du comité exécutif, de 1999 à 2004, et du comité stratégique mondial, depuis 2004. Elle entre au gouvernement en 2005 en tant que Ministre déléguée au Commerce extérieur puis en mai 2007 en tant que Ministre de l'Agriculture et de la Pêche. Depuis juin 2007, elle est Ministre de l'Économie et des Finances.

French Minister for Ecology, Sustainable Development, Transport and Housing

CLOSING CEREMONY

Nathalie Kosciusko-Morizet is a French politician. Alumna from the Ecole Polytechnique (1992) and an engineer by formation, she was first in charge of the Environment Bureau at the Direction for Foreign Economic Relations within the Ministry of Economy, Finance and Industry, before being a Project Manager to the Director for Strategy in Alstom, and a technical Advisor (ecology and sustainable development) to the Prime Minister from 1997 to 2002. Nathalie Kosciusko-Morizet has been the Deputy General Secretary to the UMP, a Member of Parliament (Essonne) since 2002 as well as an Advisor for the Region Ile de France since 2004. Before being appointed as a Minister, she was Deputy Minister in charge of the Ecology and then Deputy Minister in charge of the Prospective and the Development of the digital Economy to the Prime Minister. Since November 2010, Nathalie Kosciusko-Morizet is Minister for the Ecology, Sustainable Development, Transportation and Housing.

Professor, Collège de France

SPECIAL ADDRESS

A biologist who graduated from Ecole Polytechnique, Philippe Kourilsky is Professor and Chair of Molecular Immunology at the College de France since 1998. He is a member of the French Academy of Sciences. He is also the Chairman of the Singapore Immunology Network (SigN) since its creation in 2006. He currently sits on the Board of the Veolia Environment company in which he chairs the Innovation Committee. From 2000 to 2005, he has been the Director General of the Pasteur Institute. He has contributed to public debates about life sciences in many instances, and written two reports for the French government, about the "Precautionary Principle" (1999) and about infectious diseases in developing countries (2005). He is the author of some 350 publications in international scientific journals and of several books, more recently "Le temps de l'altruisme" and "Le manifeste de l'altruisme" (2009 & 2011, Ed. Odile Jacob). He has inspired the FACTS initiative (Field ACTION Science) which is developed within the Veolia Environment Institute.

Minister for the Economy, Finance and Industry

OPENING CEREMONY

Alumna from the Institut d'études politiques (Aix-en-Provence), Christine Lagarde graduated from Holton Arms School in Bethesda (USA) as well as from the University Paris-X in social law. A lawyer at the cour d'appel in Paris, she has also worked for the law firm Baker & McKenzie in Chicago, whose executive committee she presided from 1999 to 2004. Since 2004, she presides over their global strategic committee. She was appointed as Deputy Minister for Foreign Trade in 2005 before becoming Minister for Agriculture and Fishing. Since June 2007, she has been Minister for Economy and Finance.



Brice LALONDE

Coordinateur exécutif, Conférence de l'ONU Rio 2012

ALLOCUTION SPÉCIALE

Brice Lalonde a été nommé par le Secrétaire général Ban Ki-moon comme l'un des deux coordinateurs exécutifs de la Conférence Rio+20. Entre 2007 et 2010, il a été ambassadeur en charge des négociations sur le changement climatique. En 2007, il a été le Président de la Table ronde pour le développement durable (OCDE) qui réunit des personnes de différents milieux (ministres, scientifiques, organisations internationales, ONGs, dirigeants d'entreprise) pour discuter de sujets délicats liés à l'environnement global. Depuis 1993, il a été conseiller pour l'environnement et consultant en stratégie et politiques environnementales, et pour des arbitrages. De 1973 à 1983, il a dirigé les Amis de la Terre-France avant de devenir en 1988 ministre de l'Environnement jusqu'en 1992. A cette époque, il a été actif sur les problématiques globales et a contribué à des résultats sur le plan international, notamment dans le cadre de la Convention de Bâle, le Traité de Madrid sur l'Antarctique, la Convention Climat de Rio, la création du GEF, et la contribution à la politique environnementale de l'UE.

Mounir LAMINE

Chef de projet APP, INRH

THÉMATIQUE 2.1 > GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES ET BÉNÉFICES POUR LES COMMUNAUTÉS

Né en 1957 à Salé (Maroc), diplômé de l'IAES à l'Université des Sciences Sociales à Grenoble (Maîtrise d'Administration Economique et Sociale - Option Analyse du Monde Contemporain - 1984), diplômé en Gestion des ressources Maritimes à l'Université du Québec à Rimouski (Master es Science - 1990). Mounir Lamine a entrepris une carrière de chercheur à l'Institut National de Recherche Halieutique (INRH) à Casablanca depuis 1986. Il a dirigé plusieurs projets internationaux. Il est actuellement Chef de Projet APP/INRH sur le « DEVELOPPEMENT DURABLE DES RESSOURCES HALIEUTIQUES ». Entre 1996 et 2000, il a été élu membre du Comité Exécutif de l'International Institute for Fisheries Economics and Trade (IIFET).

Yann LAURANS

Consultant, Ecowhat

THÉMATIQUE 2.2 > VALORISATION DES SERVICES ÉCOSYSTÉMIQUES

Yann Laurans est économiste, et travaille depuis vingt ans sur l'articulation entre l'évaluation économique et les politiques publiques de la nature et de l'eau. Il mène des travaux de recherche et, parallèlement, une activité de bureau d'études. Ses travaux initiaux concernaient les apports de la modélisation économique mathématique de la négociation climat. Il a ensuite réalisé des analyses de coûts et de bénéfices de projets et de politiques (l'eutrophisation des rivières et du littoral, l'élévation du niveau de la mer, les services rendus par les zones humides, les barrages, la directive cadre sur l'eau et la récupération des coûts...). D'abord au bureau ASca, puis directeur de l'évaluation et de la prospective de l'agence de l'eau Seine-Normandie, il a créé le bureau d'études Ecowhat en 2008. Ses travaux récents portent sur l'utilisation de l'évaluation économique pour la décision en matière de biodiversité, les retombées économiques des aires protégées, les paiements pour services écologiques, les services rendus par les zones humides. Ses expériences récentes concernent, outre la France, l'Europe centrale, l'Algérie, le Burkina Faso et la Tanzanie. Il enseigne la pratique et les principes de l'évaluation économique et l'analyse économique des négociations environnementales dans les masters EDDE (AgroParisTech, Engref, Paris X), PPSE (Engref) et Ingénierie de la concertation (Paris-I). Avec l'Iddri, il développe notamment les recherches sur l'utilisation des arguments économiques pour la décision dans le domaine de la biodiversité.

Executive Coordinator, UN Conference Rio 2012

SPECIAL ADDRESS

Brice Lalonde has recently been appointed by Secretary General Ban Ki-moon to be one of the two Executive coordinators of the Rio+20 conference. From 2007 to 2010, he was Ambassador for climate Change negotiations. In 2007, he was also Chairman of the Round Table for Sustainable Development (OECD) that gathers people from various fields (ministers, scientists, international organisations, NGOs, business CEOs) on difficult topics related to the global environment. Since 1993, he has been a Senior Advisor for the Environment and has been a consultant in environmental strategy and policy, as well as arbitration settlements. From 1973 to 1983, he was Director of Friends of the Earth-France before becoming from 1988 to 1992 French Minister for the Environment. While in office, he was involved in global issues and contributed to international results, including the Basel Convention, the Madrid Treaty on Antarctica, the management of the Rio Climate Convention, the creation of the GEF, and the contribution to the European Union Environmental Policy.

Project manager, APP, INRH

THEMATIC 2.1 > SUSTAINABLE MANAGEMENT OF NATURAL RESOURCES AND BENEFITS FOR COMMUNITIES

Born in Morocco, Mounir Lamine graduated in Economic and Social Administration from the University of Social Sciences in Grenoble (France) as well as in Sea Resources Management from the University of Rimouski (Quebec). Since 1986, he has been a researcher at the National Institute for Fishery Research (INRH) in Casablanca (Morocco). He has led several international projects. Currently, Mounir Lamine is a Project Manager APP/INRH for «The Sustainable Development of Fishery resources » From 1996 until 2000, he was elected member of the Leading Committee of the International Institute for Fisheries Economics and Trade (IIFET).

Consultant, Ecowhat

THEMATIC 2.2 > ENHANCING THE VALUE OF ECOSYSTEM SERVICES

Dr. Yann Laurans is an environmental economist, working on relations between economic valuation and decision-making in the field of nature or water public policies. He works as a researcher and as a consultant. Since the early 1990's, he started with research on economic modelling of climate change negotiations, and then turned to cost-benefit analysis for environmental policies: national benefits from combating eutrophication, expected costs of sea-level rise, quantification of ecological services from wetlands in France, valuation in the context of the Water Framework Directive, etc. Starting at ASca (consultancy), then chief economist in Seine-Normandie Water Agency, he created Ecowhat (consultancy) in 2008. His most recent works deal with the use of economic valuation for biodiversity decision-making, local benefits from protected areas, payments for ecological services, and wetlands economics. In addition to France and Central Europe, his recent assignments are located in Algeria, Burkina Faso and Tanzania. He teaches theory and practice of economic valuation in three masters (AgroParisTech, Engref, Paris-I, Paris X). With Iddri, he is currently developing researches on utilisation of economic arguments in decision-making on biodiversity.





Sylvie LEMMET

Directrice, DTIE, PNUÉ

PLÉNIÈRE 1 > LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

Sylvie Lemmet a été nommée, en janvier 2007, Directrice de la Division Technologie, Industrie et Economie (DTIE) du programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUÉ) basée à Paris. Mme Lemmet est diplômée de l'École Nationale d'Administration et titulaire d'une maîtrise en administration publique de l'Université de Harvard ainsi que d'une maîtrise en administration des affaires de l'École des Hautes Études Commerciales. Elle apporte au PNUÉ une richesse d'expertise technique et de gestion, due à sa grande expérience dans le secteur privé et les ONG, dont Médecins Sans Frontières. Elle a plus de dix ans d'expertise dans le domaine de l'environnement, grâce à la mise en œuvre de grands projets de développement durable à la Banque mondiale et à l'évaluation des politiques environnementales en tant qu'auditrice de la Cour des comptes française. Durant son mandat, elle a participé à l'audit de l'ONU. Mme Lemmet est de nationalité française.



Eric LESUEUR

Directeur des Projets, Grameen Veolia Eau

THÉMATIQUE 4.2 > QUELLE PLACE POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT DANS LES DÉMARCHES D'ACCÈS AUX BIENS ET SERVICES POUR LES PAUVRES ?

Éric Lesueur, ancien élève de l'École Polytechnique, a commencé sa carrière en ingénierie et chimie industrielle. Il a rejoint Veolia Environnement en 1993, en tant que Directeur conseil chargé de la gestion des déchets municipaux. Après avoir occupé plusieurs postes au sein de cette entreprise, il a été nommé Directeur adjoint de R&D et Directeur environnement du Groupe. En 2006, il a rejoint la direction générale de Veolia Eau où il a développé de nouvelles activités dans le domaine de l'entreprise sociale et des villes durables. Fortement impliqué dans la recherche de solutions durables pour Veolia, il est Directeur des projets Grameen-Veolia Eau, qui ont pour objectif de trouver des solutions pour les entreprises sociales au Bangladesh avec le Pr. Mohamad Yunus. Eric Lesueur rend directement compte au comité exécutif de Veolia Environnement.



Wangari MAATHAI

Prix Nobel de la Paix, Fondatrice, Green Belt Movement

ALLOUCTION SPÉCIALE

Wangari Muta Maathai est la première femme d'Afrique centrale et de l'Est à avoir obtenu un doctorat. Elle est titulaire d'un Master en sciences de l'Université de Pittsburgh et a mené des études doctorales en Allemagne avant d'obtenir son doctorat à l'Université de Nairobi. W. Maathai s'est engagée au sein du Conseil national des femmes du Kenya entre 1976 et 1987. Puis en tant que présidente de ce Conseil, elle a lancé l'idée en 1976 de planter des arbres et a fondé le Green Belt Movement dont l'objectif principal était de faire planter des arbres par des groupes de femmes pour préserver l'environnement et améliorer leur qualité de vie. W. Maathai et le Green Belt Movement ont reçu de nombreuses distinctions honorifiques, notamment le Prix Nobel de la Paix en 2004. En 2005, W. Maathai a été nommée parmi les 100 personnes les plus influentes dans le monde par Time Magazine. De 2002 à 2005, elle a été élue au Parlement et a été Ministre adjoint pour l'Environnement. En 2005, elle a été élue membre du comité directeur du Conseil économique, social et culturel (ECOSOCC) de l'Union africaine.

Director, DTIE, UNEP

PLENARY 1 > POVERTY ERADICATION AND CLIMATE CHANGE

In January 2007 Sylvie Lemmet has been appointed Director of the UNEP Division of Technology, Industry and Economics (DTIE), based in Paris. Ms. Lemmet is a graduate of the French Ecole Nationale d'Administration and holds a Master's Degree in Public Administration from Harvard University as well as a Master's Degree in Business Administration from l'École des Hautes Etudes Commerciales. She brings to UNEP a wealth of managerial and technical expertise, spanning many years working with the private sector, NGOs, including Médecins Sans Frontières. She brings more than 10 years of expertise in the field of environment, implementing major sustainable development projects in the World Bank and evaluating environmental policies as a Senior Auditor with the French Cour des comptes. During her tenure, she participated in the audit of the UN. Ms Lemmet is a French national.

Director, Grameen Veolia Water projects

THEMATIC 4.2 > IS THERE A PLACE FOR ENVIRONMENTAL PROTECTION IN IMPROVING ACCESS TO BASIC GOODS AND SERVICES FOR THE POOR?

Éric Lesueur (aged 52), graduate from the École Polytechnique, started his career in engineering and industrial chemistry. He joined Veolia Environnement in 1993, as Director of the consultancy in charge of the management of municipal waste. After having held various responsibilities within the company, he was appointed Deputy Director of R&D and the Group's Environment Director. In 2006 he joined the General Management of Veolia Water where he developed new activities in the field of social business and sustainable cities.

Strongly involved in sustainable solutions for Veolia, he is Director for the Grameen Veolia Water projects which aim at social business solutions in Bangladesh with Pr. Mohamad Yunus. Eric Lesueur reports directly to Veolia Environnement's executive committee.

Nobel Peace Prize, Founder, Green Belt Movement

SPECIAL ADDRESS

Wangari Muta Maathai is the first woman in East and Central Africa to earn a doctorate degree. She obtained a Master of Science degree from the University of Pittsburgh before pursuing doctoral studies in Germany and obtaining a Ph.D. from the University of Nairobi. She was active in the National Council of Women of Kenya in 1976-87. While chairing this council, she introduced the idea of planting trees in 1976 and developed it into a grassroots organization whose main focus is planting trees with women groups in order to conserve the environment and improve their quality of life. She and the Green Belt Movement have received numerous awards, including the Nobel Peace Prize in 2004. In 2005, Prof. Maathai was named by Time Magazine as one of 100 most influential people in the world. She was elected and served in parliament and as Assistant Minister for Environment (2002-2005). In 2005, she was elected the Presiding Officer of the Economic, Social and Cultural Council (ECOSOCC) of the African Union.



Diana MANGALAGIU

Professeur, Reims Management School et Oxford University

THÉMATIQUE 4.2 > QUELLE PLACE POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT DANS LES DÉMARCHES D'ACCÈS AUX BIENS ET SERVICES POUR LES PAUVRES ?

Diana Mangalagiu est professeur à la Reims Management School en France, professeur agrégé à l'Université d'Oxford et de Sciences Po Paris. Elle a une double formation, en sciences naturelles (doctorat en Intelligence Artificielle, maîtrise en Physique, et en Microélectronique) et en sciences sociales (Maîtrise de sociologie, maîtrise en Management). Au cours des dix dernières années, ses recherches ont porté sur le changement climatique, la durabilité et la responsabilité sociale aussi bien dans les politiques d'entreprises que dans les politiques publiques. Basée à l'étranger de 2001 à 2003, elle a dirigé et participé à des projets de recherche et de développement local en Amérique latine, en Afrique et dans le Pacifique Sud. Diana Mangalagiu est de nationalité franco-roumaine. Grâce à ses voyages, elle parle couramment sept langues.

Lorraine MANGONES

Directrice générale, Association FOKAL (Haïti)

THÉMATIQUE 3.1 > RÉHABILITATION DES QUARTIERS PAUVRES ET CADRE DE VIE

Lorraine Mangonès, directrice générale de la Fondation Connaissance et Liberté (FOKAL) depuis 2008 et directrice adjointe depuis 1995. Haïtienne, née à Port-au-Prince en 1959, elle fait ses études classiques en Haïti puis ses études universitaires en Théâtre et en Communications jusqu'à la maîtrise, en Angleterre, aux Etats Unis et au Canada. De 1982 à 1986, elle occupe un poste de relations publiques à New York à l'International Research and Exchanges Board (IREX), puis est assistante à la direction culturelle de l'Institut Français de New York. De retour en Haïti depuis 1986 elle a enseigné à l'université et travaillé dans les domaines de l'éducation, des arts, de la culture et du développement.

Trevor MANUEL

Ministre à la Présidence, Commission de la Planification nationale, Afrique du Sud

ALLOCATION SPÉCIALE

Trevor Manuel est Ministre de la Planification nationale de la République d'Afrique du Sud et président de la Commission de planification nationale, poste qu'il occupe depuis 2009. M. Manuel est membre du Comité national exécutif du Congrès national africain (ANC) et ce depuis 1991. En début d'année 2011, il a été nommé au conseil d'administration de l'Institut pour une croissance globale verte et a récemment été élu co-président du Comité de transition pour l'élaboration du fond vert pour le climat.

Julia MARTON-LEFEVRE

Directrice générale, IUCN

PLÉNIÈRE 2 > LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET BIODIVERSITÉ

Julia Marton-Lefèvre est Directrice de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (IUCN), le plus grand réseau de conservation qui regroupe des Etats, des institutions gouvernementales, des organisations non gouvernementales, des scientifiques et experts autour d'un unique partenariat mondial. Avant de rejoindre l'IUCN, Julia Marton-Lefèvre a exercé les responsabilités de Rectrice de l'Université de la Paix (UPEACE), de Directrice exécutive de l'institution LEAD International (Leadership for Environment and Development) ainsi que celle de Directrice du Conseil International pour la Science (ICSU). Elle est membre de nombreux Conseils d'Administrations et de Commissions, parmi lesquels le « China Council » pour la Coopération Internationale et le Développement et plus récemment le Conseil d'administration du « Global Compact » des Nations Unies. Elle a été par ailleurs fortement impliquée dans l'étude « Economics of Ecosystems and Biodiversity » (TEEB).

Professor, Reims Management School and Oxford University

THEMATIC 4.2 > IS THERE A PLACE FOR ENVIRONMENTAL PROTECTION IN IMPROVING ACCESS TO BASIC GOODS AND SERVICES FOR THE POOR?

Diana Mangalagiu is Professor at Reims Management School, France, Associate Professor at Oxford University and Sciences Po Paris. Diana has a dual background, in both natural sciences (PhD Artificial Intelligence, MSc Physics, MSc Microelectronics) and social sciences (MSc Sociology, MSc Management). Over the past decade, Diana's research focused on climate change, sustainability and social responsibility in corporate and public policy. From 2001 to 2003, she spent two years traveling, leading and participating in research and local development projects in Latin America, Africa and South Pacific. Diana is Romanian and French national. By her travels, she became fluent in seven languages.

Director, Association FOKAL (Haïti)

THEMATIC 3.1 > REHABILITATION OF POOR NEIGHBOURHOODS AND THE LIVING ENVIRONMENT

Lorraine Mangonès has been director of the Foundation Knowledge and Freedom (FOKAL) since 2008. Before that, she used to be deputy Director for 13 years. Born in Port-au-Prince Haiti in 1959, she went on studying Theater and Communications at the University in England, before going to the United States and Canada. From 1982 to 1986, she held a position in Public Relations at the International Research and Exchanges Board (IREX) in New York before working for the Cultural Direction of the French Institute. Back to Haiti since 1986, she has taught at the University and has worked in various fields such as education, the arts, culture and development.

Minister in the Presidency, National Planning Commission, Republic of South Africa

SPECIAL ADDRESS

Trevor Manuel is South Africa's National Planning Minister and the Chair of the National Planning Commission of the Republic of South Africa, a position he has held since 2009. He is a National Executive Committee (NEC) member of the African National Congress (ANC) and has been since 1991. Earlier this year (2011) he was appointed to the Board of Directors of the Global Green Growth Institute, and was recently elected as Co-Chair of the Transitional Committee for the Design of the Green Climate Fund.

Director general, IUCN

PLENARY 2 > POVERTY ERADICATION AND BIODIVERSITY

Julia Marton-Lefèvre is Director of the International Union for Conservation of Nature (IUCN), the larger network for conservation which gathers countries, governmental institutions, NGOs, scientists and experts in one and only global partnership. Before joining the IUCN, Julia Marton-Lefèvre has been Chief Education Officer at the University of Peace (UPEACE), CEO of the institution LEAD International (Leadership for Environment and Development) as well as Director of the International Council for Science (ICSU). She is a member of several board committees, among which the « China Council » for International Cooperation and Development, and more recently the « Global Compact » of the United Nations. She has also been involved in the study « Economics of Ecosystems and Biodiversity » (TEEB).



Julien MEIMON

Chargé de mission financements innovants, Ministère des Affaires Etrangères et Européennes

THÉMATIQUE 4.3 > FAISABILITÉ ET MISE EN ŒUVRE DES FINANCEMENTS INNOVANTS

Nommé Responsable du Pôle Partenariats et financements innovants pour le développement au Ministère des Affaires Etrangères et Européennes en juillet 2010, Julien Meimon a passé l'essentiel de sa carrière dans le domaine de la coopération internationale. Docteur en Sciences politiques, il a précédemment travaillé au Ministère de l'Economie, de l'Emploi et de l'Industrie et au Centre d'Etudes et de recherches et internationales (CERI).



Sean NAZERALI

Chef de projet, Parc Quirimbas (Mozambique)

THÉMATIQUE 2.1 > GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES ET BÉNÉFICES POUR LES COMMUNAUTÉS

Sean Nazerali a étudié les sciences sociales au Canada et en Europe, et travaille dans le domaine du développement depuis 1994, en Europe centrale et au Mozambique. Ces neuf dernières années, il a principalement travaillé au Mozambique, dans le Parc national de Quirimbas et sa région. Mettant l'accent sur la façon dont la protection de l'environnement peut conduire au développement humain, il a développé et mis en œuvre des projets visant à améliorer la gestion des ressources marines par les pêcheurs locaux, à améliorer les rendements agricoles tout en réduisant la déforestation, et à s'adapter au changement climatique. Il s'est également concentré sur la viabilité financière globale, en facilitant la création d'un Fonds de dotation pour la protection de l'environnement au Mozambique, ainsi qu'en développant des projets pilotes sur les compensations des REDD et de la biodiversité.



Maria NOWAK

Présidente Fondatrice, ADIE

PLÉNIÈRE 4 > LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT, QUEL RÔLE POUR LE SECTEUR PRIVÉ ?

Diplômée de l'IEP Paris et de la LSE, Londres, Maria Nowak a fait sa carrière professionnelle à l'AFD, où elle a été notamment Directrice des Politiques et des Études. Depuis le milieu des années 80, elle s'est engagée dans le développement du microcrédit. Après avoir transféré, dans le cadre de l'AFD, l'expérience de la Grameen Bank du Bangladesh en Afrique de l'Ouest, elle a lancé, au début des années 1990 et dans le cadre de la Banque Mondiale, les premiers programmes de microcrédit en Europe Centrale et Orientale. Parallèlement à son activité professionnelle, elle a mené un programme du même type en France dans le cadre de l'Adie, dont elle a été fondatrice (fin 1988) et présidente (jusqu'en mars 2011), à titre bénévole. Elle est aujourd'hui présidente de l'Adie international, MicroStart et l'Adie Microfranchise Solidaire, appartenant au groupe Adie ainsi que de l'association Amis de la Grameen. Elle est l'auteur de la « Banquière de l'espoir » (Albin Michel, 1994), de « On ne prête pas qu'aux riches » (JC Lattès, 2005) et de « L'espoir économique : de la microfinance à l'entrepreneuriat social, les ferments d'un monde nouveau » (JCLattès, 2010).

Project officer for innovative financing, Ministry of Foreign and European Affairs

THEMATIC 4.3 > FEASIBILITY AND IMPLEMENTATION OF INNOVATIVE FUNDING

Appointed Partnerships and innovative Financing for Development Unit Leader, Ministry of Foreign and European Affairs in July 2010, Julien Meimon has spent the major part of his career in the field of international cooperation. He holds a PHD in Political Sciences and worked for the Ministry of Economy, Labor and Industry and for the Centre For International Studies and Research (CERI).

Project Officer Quirimbas National Park (Mozambique)

THEMATIC 2.1 > SUSTAINABLE MANAGEMENT OF NATURAL RESOURCES AND BENEFITS FOR COMMUNITIES

Sean Nazerali was trained in the social sciences in Canada and Europe, and has been working in development since 1994, both in Central Europe and Mozambique. For the last nine years he has worked in Mozambique, principally in and around the Quirimbas National Park. Focusing on how conservation can lead to human development, he developed and implemented projects to improve marine resource management by local fishermen, improve agricultural yields while decreasing deforestation, and adapt to climate change. He has also concentrated on overall financial sustainability, helping facilitate the creation of a Conservation Endowment Fund in Mozambique, as well as developing pilot projects on REDD and biodiversity offsets.

Founding President, ADIE

PLENARY 4 > POVERTY ERADICATION AND QUALITY OF THE ENVIRONMENT: WHAT IS THE ROLE OF THE PRIVATE SECTOR?

An alumna of Science Po Paris and the London School of Economics, Maria Nowak has spent most of her career working for the Agence Française de Développement, including as Director of Policies and Studies. Since the mid-1980s, she has been involved in the development of microcredit. She first duplicated the experience of the Grameen Bank in Bangladesh in West Africa within the AFD, before launching the first microcredit programs in Central and Eastern Europe in the framework of the World Bank at the beginning of the 1990s. She led a similar program in France within the ADIE, which she founded in 1988 and presided over as a volunteer until March 2011. She is also President of ADIE International, MicroStart and ADIE Microfranchise Solidaire, which belong to the group ADIE, as well as of the Association Friends of Grameen. She wrote *Banker of Hope* published (Albin Michel, 1994), *Only Wealthy People can borrow* (JC Lattès, 2005), and *Economic Hope : from micro-financing to social entrepreneurship, the ferments of a new world* (JC Lattès, 2010).



Arba Jules OUEDRAOGO

Inspecteur des services, ONEA (Burkina-Faso)

THÉMATIQUE 3.3 > ASSAINISSEMENT ET AUTRES SERVICES ESSENTIELS : COMMENT SORTIR DE L'IMPASSE ÉCONOMIQUE ET TECHNIQUE DANS LES QUARTIERS PAUVRES ?

Arba Jules Ouedraogo, ingénieur en hydraulique et en environnement, travaille depuis 1987 à l'Office National de l'Eau et de l'Assainissement (ONEA) du Burkina Faso. Il a été Directeur de l'assainissement de 2001 à 2006, Conseiller Technique Métiers jusqu'en 2009 avant d'être nommé en début 2011 Inspecteur des services de l'ONEA. M. Ouedraogo possède une solide expérience dans le domaine de l'assainissement urbain en Afrique, surtout dans l'élaboration et la mise en œuvre des plans stratégiques d'assainissement dans les villes. Régulièrement sollicité lors des conférences et forums internationaux, il est l'auteur de nombreuses communications sur les stratégies de financement et de développement de la demande en assainissement (collectif et autonome).

Sheela PATEL

Directrice fondatrice, SPARC et Présidente, Shack/Slum Dwellers International

PLÉNIÈRE 3 > LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT EN MILIEU URBAIN ET PÉRI URBAIN

Sheela Patel est la directrice-fondatrice de la Société pour la promotion des centres de ressources régionales (SPARC), une ONG créée à Mumbai en 1984. Elle travaille en partenariat avec Mahila Milan et la fédération nationale des habitants de bidonvilles, deux mouvements sociaux et communautaires composés de populations urbaines pauvres. Ensemble, ils travaillent pour accéder et garantir le droit au logement et aux infrastructures pour les pauvres en villes. Elle préside le Conseil international des habitants de cabanes et de bidonvilles, une des organisations transnationales qui fournit l'adhésion aux fédérations des citadins pauvres dans 33 pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Elle siège également dans plusieurs conseils d'administration nationaux et internationaux d'institutions de gouvernance, dans des comités consultatifs et groupes travaillant sur les questions urbaines. Elle a une grande expérience internationale et a publié de nombreux articles sur des sujets liés au développement urbain. Elle siège dans plusieurs Comités d'organisations internationales et indiennes à but non lucratif.

Mauricio PEREZ SALAZAR

Ancien directeur financier, ville de Medellin

THÉMATIQUE 3.1 > RÉHABILITATION DES QUARTIERS PAUVRES ET CADRE DE VIE

Mauricio Pérez Salazar est diplômé en administration d'entreprises de l'université Eafit de Medellin; il a suivi un master Paix et conflits à l'université de Sidney en Australie puis un master d'économie au Collège Mary Queen, à l'université de Londres en Angleterre. Il a été directeur administratif et financier de l'entreprise de construction Conhogar S.A, puis conseiller financier de la société B.F Boutique Financiera et agent de change de la société Hernando et Arturo Escobar. Il a occupé les fonctions de directeur de la Banque des Opportunités (programme municipal de microcrédit), puis celles de secrétaire du développement social et secrétaire financier de la ville de Medellin, sous les mandats de Sergio Fajardo Valderrama et d'Alonso Salazar Jaramillo.

Inspector of Services, ONEA (Burkina-Faso)

THEMATIC 3.3 > SANITATION AND OTHER ESSENTIAL SERVICES : HOW TO BREAK THE ECONOMIC AND TECHNICAL DEADLOCK IN POOR DISTRICTS?

Arba Jules Ouedraogo, a hydraulic and environmental engineer, has been working for the National Office for Water and Sanitation (ONEA) of Burkina Faso since 1987. From 2001 to 2006, he was Director of Sanitation, then Technical Adviser until 2009 before his appointment as Inspector of Services at the ONEA at the beginning of 2011. Mr. Ouedraogo has a great experience in the field of urban sanitation in Africa, particularly in the conception as well as in the implementation of strategic planning for sanitation in cities. Often invited to participate in symposiums and international forums, he has written many papers on the financing and demand-developing strategies on sanitation (collective and individual).

Founder Director of SPARC and Chair, Shack/Slum Dwellers International

PLENARY 3 > POVERTY ERADICATION AND QUALITY OF THE ENVIRONMENT IN URBAN AND PERI-URBAN AREAS

Sheela Patel is the Founder-Director of the Society for the Promotion of Area Resource Centers (SPARC) which is an NGO in Mumbai that has been established in 1984 and has been working in active partnerships Mahila Milan and National Slum Dwellers Federation, two social movements and community based membership organizations of the urban poor. Together they work to access and secure housing and infrastructure rights for the poor in cities. She chairs the Board of Shack/Slum Dwellers International, a transnational organization that provides membership to federations of the urban poor in 33 countries in Asia, Africa and Latin America. She also sits on several national and international governing Boards of institutions, advisory committees and task forces working in the area of urban issue. She has extensive grassroots and international experience, has published widely on a variety of urban development topics and serves on a number of Indian and International Boards of non profits.

Former Financial Secretary, City of Medellin

THEMATIC 3.1 > REHABILITATION OF POOR NEIGHBOURHOODS AND THE LIVING ENVIRONMENT

Mauricio Pérez Salazar received a diploma in business management from the University of Eafit in Medellin (Columbia) as well as a Master in Peace and Conflict from the University of Sidney (Australia) and a Master in Economics from College Queen Mary at the University of London (England). He was administrative and financial Director at the building firm Conhogar S.A, before becoming financial Adviser at B.F Boutique Financiera and stockbroker at the firm Hernando and Arturo Escobar. He was Director of the Bank for Opportunities (local program of micro-loans), before becoming Secretary for Social Development and Financial Secretary for the city of Medellin, while Sergio Fajardo Valderrama and Alonso Salazar Jaramillo were in office.





Virginie RACHMUEHL

Responsable programme urbains, GRETE

THÉMATIQUE 3.1 > RÉHABILITATION DES QUARTIERS PAUVRES ET CADRE DE VIE

Virginie Rachmuhl est sociologue-urbaniste. Depuis 2001, elle est responsable de programmes urbains au GRETE (Professionnels du Développement Solidaire), association de solidarité et de coopération internationale. Elle a appuyé la conduite de projets d'amélioration de l'habitat populaire et de restructuration de quartiers précaires à Cuba, au Brésil, en Mauritanie et a également conduit plusieurs missions d'études pré opérationnelles, d'évaluation ou d'impact de ces opérations en Mauritanie, au Maroc, au Panama, et au Cambodge. Elle travaille actuellement à la rédaction d'un ouvrage sur l'accompagnement social et économique d'opérations de résorption de l'habitat précaire en Afrique à partir de quatre expériences au Maroc, Mauritanie, Sénégal et Rwanda (co-publication GRETE et UN-Habitat). De 1994 à 2001, elle était consultante dans le bureau d'études ACT Consultants, où elle a principalement travaillé sur des problématiques liées au logement et à la politique de la ville en France. De 1999 à 2000, elle a été membre fondatrice et coordinatrice de RESOL, réseau de structures d'expertise indépendantes pour la transformation sociale et le développement solidaire.



M. RAKOTONDRAMANANA

Directeur exécutif, Groupement Semis Direct Madagascar (GSDM)

THÉMATIQUE 1.2 > PAUVRETÉ RURALE, DÉGRADATION DES SOLS ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

M. Rakotondramanana est agronome. Il a plus de 30 ans d'expériences dans le domaine de la recherche et du développement, dont 15 ans dans le domaine de l'agriculture de conservation (recherches, extension, capitalisation). Il est, depuis 2004, directeur exécutif du Groupement Semis Direct Madagascar (GSDM), une organisation non gouvernementale pour l'agriculture de conservation à Madagascar. Il est le point focal pour la task force sur l'agriculture de conservation nationale à Madagascar, dans la région de la SADC et de l'océan indien. Il a également dirigé le FIF AMANOR, une organisation publique chargée des recherches sur les céréales, les récoltes de tubercules et la production du lait.



Kent REDFORD

Directeur, Institut WCS, Vice-président de la Stratégie de Conservation Wildlife Conservation Society

THÉMATIQUE 2.2 > VALORISATION DES SERVICES ÉCOSYSTÉMIQUES

Kent Redford est le Directeur de l'Institut WCS et Vice Président de la Stratégie de Conservation à la Wildlife Conservation Society à New York. Il a obtenu sa maîtrise à l'Université de Santa Cruz en Californie et son doctorat à l'Université de Harvard. Il a été détenteur d'une bourse post doctorale et de postes académiques au Centre d'Etudes Latino-américaines et au Département d'Ecologie et de Préservation de la faune et de la flore de l'Université de Floride. Avec ses collègues, il a créé et aidé à diriger des programmes interdisciplinaires de troisième cycle sur la conservation et le développement orientés pour les étudiants venant de pays tropicaux. De 1993 à 1997, il a dirigé le Programme des Parcs en Péril et le département des sciences de la conservation de la Division Amérique Latine à The Nature Conservancy (TNC). A TNC, il a également aidé à élaborer des lignes directrices pour la conservation fondée sur les écorégions aux États-Unis et à l'étranger. Il est au WCS depuis 1997, à l'origine du Programme international sur la stratégie de conservation, puis responsable de l'Institut. Son travail inclut la production de la publication biennale State of the Wild, qui a aidé à la création de la Réserve Karukinka au Chili, et le rétablissement de l'American Bison Society.

In charge of the urban programs, GRETE

THEMATIC 3.1 > REHABILITATION OF POOR NEIGHBOURHOODS AND THE LIVING ENVIRONMENT

Virginie Rachmuhl is a sociologist and a town-planner. Since 2001, she is in charge of the urban programs at the GRETE (Professionals of Solidarity Development), an association for solidarity and international cooperation. She contributed to leading projects for working-class housing and redevelopment of precarious living areas in Cuba, Brazil and Mauritania. She also led several pre-operational evaluation and impact studies in Mauritania, Morocco, Panama and Cambodia. She is currently working on writing a book about social and economic support of the operations for alleviating precarious housing in Africa, based on 4 experiences Morocco, Mauritania, Senegal and Rwanda (co-publication GRETE and UN-Habitat). From 1994 to 2001, she worked as a consultant for ACT-Habitat, where she mainly worked on the issues of housing and city policy in France. From 1999 to 2000, she was a founding member of and coordinator for RESOL, a network of independent experts for social transformation and united development.

Executive Director, Groupement Semis Direct Madagascar (GSDM)

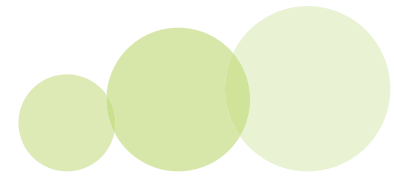
THEMATIC 1.2 > RURAL POVERTY, SOIL DEGRADATION AND CLIMATE CHANGE

Mr Rakotondramanana is an agronomist, who has over 30 years of experiences in research and development, including 15 years in Conservation Agriculture (research, extension, capitalization). He has been the Executive Director at GSDM (Groupement Semis Direct Madagascar) from 2004 up to now, a nonprofit organization involved in Conservation Agriculture in Madagascar (GSDM = no till club). He is the focal person for the National Conservation Agriculture Task Force in Madagascar, in the SADC region and in the Indian Ocean. Previously, he was Director of FIFAMANOR, a public organization in charge of research and extension on cereals, tuber crops and milk production.

Director, Wildlife Conservation Society Institute (USA) and Vice-President of Conservation Strategy, WCS

THEMATIC 2.2 > ENHANCING THE VALUE OF ECOSYSTEM SERVICES

Kent H. Redford is Director of the WCS Institute and Vice President of Conservation Strategy at the Wildlife Conservation Society in New York. He completed his Bachelors at the University of California, Santa Cruz, and his Doctorate at Harvard University. He held post-doctoral fellowship and faculty appointments at the University of Florida in the Center for Latin American Studies and the Department of Wildlife Ecology and Conservation. Working with colleagues he established and helped run interdisciplinary graduate programs in conservation and development focusing on students from tropical countries. From 1993-97, he directed the Parks in Peril program and ran the conservation science department in the Latin American Division at The Nature Conservancy (TNC). At TNC he also helped develop guidelines for ecoregion-based conservation in the U.S. and abroad. He has been at WCS since 1997, originally working in the International Program on conservation strategy and then in charge of the Institute. His work with the Institute has included production of the biennial publication State of the Wild, helping in the creation of the Karukinka Reserve in Chile, and reestablishment of the American Bison Society.



Jean-François RICHARD

Ingénieur agronome (ancien AFD)

THÉMATIQUE 1.2 > PAUVRETÉ RURALE, DÉGRADATION DES SOLS ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

Jean-François Richard est ingénieur agronome. Depuis ses débuts en 1968, il a consacré sa vie professionnelle à l'agriculture tropicale, en commençant par des activités de recherche appliquées au développement sur le terrain en Afrique dans le cadre de l'Institut de Recherches Agronomiques Tropicales et des Cultures Vivrières (IRAT) qui est devenu l'une des composantes du Centre International de Recherches Agronomiques pour le Développement (CIRAD). Il a ensuite rejoint la Société d'Aide Technique et de Coopération, « société d'intervention » et bureau d'études et est entré à la Caisse Centrale de Coopération (devenue Agence Française de Développement) en 1985. Il a durant toutes ces années travaillé sur des projets agricoles et de développement rural à différentes échelles locales, régionales et nationales dans une cinquantaine de pays en développement. Depuis une vingtaine d'années il a contribué à intégrer l'agriculture de conservation dans les projets de l'AFD. Il est actuellement retraité de l'AFD depuis fin mars 2011.

Abdessamad SADDOUQ

Directeur Participations et Partenariats, Office National de l'Electricité du Maroc

THÉMATIQUE 1.3 > PAUVRETÉ ET ÉNERGIES SOBRES EN CARBONE

M. Abdessamad Saddouq est actuellement Directeur Participations et Partenariats à l'Office National de l'Electricité du Maroc – ONE. Il a participé au programme d'électrification rurale globale au Maroc – le PERG – depuis 2002 en tant que responsable Réalisations puis en tant que directeur. Il a conduit, à ce titre, la post-évaluation du programme et lancé un nouveau projet, le Plan de Valorisation de l'Électrification Rurale – Plan VER – avec comme objectif la promotion des usages productifs dans le milieu rural et la rentabilisation des actifs développés dans le cadre du PERG. Il dirige les projets de concessions d'électrification rurale que l'ONE a remportés au Sénégal, dans les Régions de St-Louis et de Louga. Il est ingénieur Energéticien et titulaire d'un MBA en gestion d'Entreprise.

David SATTERTHWAITE

Chercheur principal sur les établissements humains, International Institute for Environment and Development

PLÉNIÈRE 3 > LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT EN MILIEU URBAIN ET PERI URBAIN

Dr. David Satterthwaite est Senior Fellow à l'Institut international pour l'Environnement et le Développement (IIED) à Londres et rédacteur du journal international Environment and Urbanization. Ses recherches portent principalement sur la réduction de la pauvreté. Depuis 1998, il participe aux travaux du GIEC. En 2004, il a reçu le prix Volvo Environnement. Il a également écrit plusieurs ouvrages publiés chez Earthscan, notamment Squatter Citizen avec Jorge Hardoy (1989), The Earthscan Reader on Sustainable Cities (1998), Environmental Problems in an Urbanizing World avec Jorge Hardoy et Diana Mitlin (2001) ainsi que Adapting Cities to Climate Change co-écrit avec Jane Bicknell et David Dodman (2009).

Agricultural engineer (retired from AFD)

THEMATIC 1.2 > RURAL POVERTY, SOIL DEGRADATION AND CLIMATE CHANGE

Jean-François Richard is an agricultural engineer. Since the beginning of his career in 1968, he has devoted his occupational life to tropical agriculture, by leading research activities applied to the development in Africa within the Institute for Tropical Agricultural Research and Food-producing cultures (IRAT), which became one of the components of the International Center for Agricultural Research for Development (CIRAD). He then joined the Society for Technical Support and Cooperation and in 1985 he started to work for the Central Fund for Cooperation (which later became the Agence Française de Développement). He has devoted his time to working on agricultural projects and rural development at local, regional, national level in about fifty developing countries. He has contributed to the integration of the agriculture of conservation into the AFD projects for about twenty years. He has retired from the AFD in March 2011.

Director for Participations and Partnerships, National Office for Electricity of Morocco

THEMATIC 1.3 > POVERTY AND CLEAN ENERGY

MMr. Abdessamad Saddouq is currently Director for Participations and Partnerships at the National Office for Electricity of Morocco (ONE). He has been working for the program on global rural electrification in Morocco (PERG) since 2002, first as manager in charge of implementations before becoming director. As such, he has led the post-evaluation of the program and launched a new project, the Plan for Promoting Rural Electrification (Plan VER), which aims at promoting productive uses in rural areas and securing a return on the developed actives in the context of PERG. He manages the projects of rural electrification that the ONE got in Senegal, more particularly in St-Louis' and Louga's regions. He is an energy engineer and received a MBA in firm management.

Senior Fellow, Human Settlements, International Institute for Environment and Development

PLENARY 3 > POVERTY ERADICATION AND QUALITY OF THE ENVIRONMENT IN URBAN AND PERI-URBAN AREAS

Dr. David Satterthwaite is a Senior Fellow at the International Institute for Environment and Development (IIED) and Editor of the international journal Environment and Urbanization. He works mainly on poverty reduction and has been contributing to the Intergovernmental Panel on Climate Change since 1998. In 2004, he was awarded the Volvo Environment Prize. His books published by Earthscan include Squatter Citizen (with Jorge Hardoy), 1989, The Earthscan Reader on Sustainable Cities, 1998, Environmental Problems in an Urbanizing World (with Jorge Hardoy and Diana Mitlin), 2001; and Adapting Cities to Climate Change (co-editor with Jane Bicknell and David Dodman), 2009.





Fabio Rubio SCARANO

Directeur, Conservation International, Brésil

THÉMATIQUE 2.3 > PRÉSERVATION DES ÉCOSYSTÈMES ET LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ : QUELS ENJEUX TERRITORIAUX ?

Fabio Rubio Scarano est le directeur général de Conservation International au Brésil depuis 2009. Il a obtenu un diplôme de foresterie à l'Université de Brasília, Brésil, et possède un doctorat en écologie de l'Université de St. Andrews (Écosse). Il est professeur agrégé d'écologie à l'Université fédérale de Rio de Janeiro depuis 1993, membre de la Linnean Society de Londres depuis 1995 et a été professeur invité dans les Universités de Darmstadt (Allemagne, 2002) et du Minnesota (États-Unis, 2003). M. Scarano a occupé plusieurs postes au sein du gouvernement brésilien, dans les ministères de l'Éducation (2005-2011) et de l'Environnement (2007-2009). Depuis janvier 2011, il est auteur principal pour les rapports du GIEC (Groupe intergouvernemental d'experts sur les changements climatiques) et du PBMC (Groupe brésilien du changement climatique).



Lisa SCHIPPER

Chercheur, Stockholm Environment Institute

THÉMATIQUE 1.1 > ANTICIPATION ET ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Lisa Schipper est chercheur à l'institut d'Environnement de Stockholm (IES), avec plus de dix ans d'expérience professionnelle dans le développement et l'adaptation au changement climatique dans de nombreux pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Ses recherches portent sur les aspects socioculturels de la vulnérabilité aux changements climatiques et des catastrophes naturelles, sur la relation entre l'adaptation et le développement durable, sur les liens entre l'adaptation et la réduction des risques de catastrophe, et également sur la gestion de l'eau et l'adaptation au changement climatique. L. Schipper est titulaire d'un doctorat en études du développement de l'Université d'East Anglia (2004). Elle est l'auteur principal de l'actuel Rapport spécial du GIEC sur la gestion des risques d'événements extrêmes et des catastrophes pour faire progresser l'adaptation au changement climatique (à paraître en 2011). Elle est également auteur principal du Groupe de travail II du 5e rapport d'évaluation du GIEC (prévu en 2014).



Amartya SEN

Prix Nobel d'Économie, Economiste et professeur, Harvard University

ALLOCUTION SPÉCIALE

Amartya Sen occupe la chaire Thomas W. Lamont à l'Université de Harvard où il enseigne l'économie et la philosophie. Jusqu'à récemment il a été directeur du Trinity College de Cambridge. Il a été président de la Société d'Econométrie, de l'Association Indienne d'Économie, de l'Association Américaine d'Économie et de l'Association Internationale d'Économie. Il était auparavant président honoraire d'Oxfam et en est aujourd'hui conseiller honoraire. Né à Santiniketan, en Inde, Amartya Sen est un citoyen indien. Il a été professeur d'étude politique et économique de la chaire Drummond à l'université d'Oxford où il a reçu la distinction Fellow of All Souls. Les livres d'Amartya Sen ont été traduits dans plus d'une trentaine de langues, y compris *Choice of Techniques* (1960), *Collective Choice and Social Welfare* (1970), *Choice, Welfare and Measurement* (1982), *The Standard of Living* (1987), *Development as Freedom* (1999), *Identity and Violence: The Illusion of Destiny* (2006) et *The Idea of Justice* (2009). Ses recherches ont porté sur de nombreuses disciplines, économie, philosophie et théorie de décision, y compris la théorie du choix social, économie du bien-être, théorie de la mesure, économie du développement, santé publique, études de genre, et philosophie morale et politique. Entre autres reconnaissances, il a reçu le prix « Bharat Ratna » (la plus haute distinction décernée par le Président de l'Inde), le prix international d'éthique du sénateur Giovanni Agnelli, la Médaille d'Edimbourg, l'ordre de mérite scientifique du Brésil, la Médaille Eisenhower, le prix George Marshall, et le prix Nobel d'économie.

Executive Director, Conservation International Brazil

THEMATIC 2.3 > PRESERVATION OF ECOSYSTEMS AND THE FIGHT AGAINST POVERTY : TERRITORIAL CHALLENGES

Fabio Rubio Scarano is Executive Director of Conservation International in Brazil since 2009. He has a degree in Forestry at the University of Brasília, Brazil, and a Ph.D. in Ecology at the University of St. Andrews, Scotland. He is Associate Professor of Ecology at the Federal University of Rio de Janeiro, Brazil, since 1993; Fellow of the Linnean Society of London since 1995; and has been a Visiting Professor at the Universities of Darmstadt (Germany, 2002) and Minnesota (US, 2003). In the Brazilian government, Prof. Scarano has held positions at the Ministry of Education (2005-2011) and Ministry of Environment (2007-2009). Since January 2011, he is lead author of both IPCC (Intergovernmental Panel on Climate Change) and PBMC (Brazilian Panel on Climate Change).

Senior Research Fellow, Stockholm Environment Institute

THEMATIC 1.1 > ANTICIPATING AND ADAPTING TO CLIMATE CHANGE

Lisa Schipper is a Senior Scientist at Stockholm Environment Institute (SEI), and has spent over a decade working on and thinking about development and adaptation to climate change in various countries in Africa, Asia and Latin America. Lisa's research interests include examining socio-cultural aspects of vulnerability to climate change and other natural hazards, the relationship between adaptation and sustainable development, the links between adaptation and disaster risk reduction, and water management and adaptation to climate change. Lisa holds a PhD in Development Studies from the University of East Anglia. She is currently a Lead Author in the ongoing IPCC Special Report on Managing the Risks of Extreme Events and Disasters to Advance Climate Change Adaptation and a Lead Author of Working Group II of the IPCC Fifth Assessment Report (due in 2014).

Nobel Prize in Economic Sciences, Economist and Professor, Harvard University

SPECIAL ADDRESS

Amartya Sen is Thomas W. Lamont University Professor, and Professor of Economics and Philosophy, at Harvard University and was until recently the Master of Trinity College, Cambridge. He has served as President of the Econometric Society, the Indian Economic Association, the American Economic Association and the International Economic Association. He was formerly Honorary President of OXFAM and is now its Honorary Advisor. Born in Santiniketan, India, Amartya Sen is an Indian citizen. He was the Drummond Professor of Political Economy at Oxford University, and is a Distinguished Fellow of All Souls. Amartya Sen's books have been translated into more than thirty languages, and include *Choice of Techniques* (1960), *Collective Choice and Social Welfare* (1970), *Choice, Welfare and Measurement* (1982), *The Standard of Living* (1987), *Development as Freedom* (1999), *Identity and Violence: The Illusion of Destiny* (2006) and *The Idea of Justice* (2009). His research has ranged over a number of fields in economics, philosophy, and decision theory, including social choice theory, welfare economics, theory of measurement, development economics, public health, gender studies, and moral and political philosophy. Among the awards he has received are the "Bharat Ratna" (the highest honour awarded by the President of India); the Senator Giovanni Agnelli International Prize in Ethics; the Edinburgh Medal; the Brazilian Ordem do Merito Cientifico; the Eisenhower Medal; the George C. Marshall Award; and the Nobel Prize in Economics.

Ismail SERAGELDIN

Directeur, Bibliothèque d'Alexandrie

PLÉNIÈRE 2 > LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET BIODIVERSITÉ

Ismail Serageldin est directeur de la Bibliothèque d'Alexandrie et professeur de la chaire internationale « Savoirs contre pauvreté –AFD » au Collège de France à Paris. Il est également membre de plusieurs conseils au sein d'institutions internationales et de centres de recherches, dont l'Institut d'Égypte (l'Académie des Sciences égyptienne), l'Académie des Sciences pour le monde en Développement (TWAS), l'Académie nationale indienne, l'Académie européenne des sciences et des arts. Il a, par ailleurs, travaillé pour la Banque mondiale en tant que vice-président pour le développement durable (1992-1998) et pour les Programmes spéciaux (1998-2000). Son domaine d'expertise comprend les biotechnologies et le développement durable, notamment sous l'angle du développement scientifique et agricole.

Youba SOKONA

Coordinateur, Centre africain de politique climatique

THÉMATIQUE 1.1 > ANTICIPATION ET ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

M. Sokona est le coordinateur du Centre africain de politique climatique (CAPC), basé à la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique. La CAPC fait partie intégrante du programme Climat pour le développement en Afrique (ClimDev Afrique), une initiative conjointe de la Commission de l'Union africaine, la Banque africaine de développement et de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique. Il est également co-président du Groupe de travail III du GIEC. M. Sokona a été le Secrétaire exécutif de l'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS) de juin 2004 à mai 2010. De nationalité malienne, il possède une vaste expérience dans l'élaboration des politiques de développement en Afrique et met l'accent sur le lien entre l'énergie, l'environnement et le développement durable. Avant de rejoindre l'OSS, il a travaillé pour la commission « Environnement et Développement du Tiers Monde », basée à Dakar, au Sénégal et a été professeur à l'École Nationale d'Ingénieur de Bamako au Mali. Tout au long de sa carrière, M. Sokona a occupé diverses fonctions de conseiller au sein de gouvernements africains. Il a publié plusieurs livres et articles sur les questions de l'énergie, l'environnement et le développement principalement centrés sur l'Afrique.

Pavan SUKHDEV

Conseiller spécial et Responsable de la Green Economy Initiative, UNEP WCMC

PLÉNIÈRE 2 > LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET BIODIVERSITÉ

Paul VAN AALST

Directeur E+Co Europe

THÉMATIQUE 4.3 > FAISABILITÉ ET MISE EN ŒUVRE DES FINANCEMENTS INNOVANTS

Paul van Aalst est directeur d'E+Co Europe ; auparavant, il a été membre du comité directeur. E+Co est une société d'investissements pour les entreprises énergétiques dans les pays en développement. Son objectif principal porte sur la relation avec les investisseurs et le développement et la gestion des produits d'investissement pour financer les activités d'investissements d'E+Co. A ce titre, il a dirigé la collecte de fonds, la fermeture et la gestion des relations de plus de 30 millions de dollars de financement de plusieurs institutions financières de développement. Il a dirigé l'équipe de E+Co dans la conception, le développement, la collecte de fonds et la clôture du fonds d'efficacité énergétique et des énergies renouvelables (GEEREF), fonds de 110 millions d'euros géré par la EIB. Au cours des 25 dernières années, M. Van Aalst s'est impliqué dans le développement et la gestion des supports d'investissements et de conseil dans le domaine des placements durables pour des sociétés internationales, des organismes publics et des institutions financières. M. Van Aalst est titulaire d'une maîtrise en économie d'entreprise.

Director, Biblioteca Alexandria

PLENARY 2 > POVERTY ERADICATION AND BIODIVERSITY

Ismail Serageldin is Director of the Library of Alexandria. He is also a Professor of the International Chair Savoirs contre pauvreté (Knowledge Against Poverty), at Collège de France. He serves as Chair and Member of a number of advisory committees for academic, research, scientific and international institutions and civil society efforts which includes the Institut d'Égypte (Egyptian Academy of Science), TWAS (Academy of Sciences for the Developing World), the Indian National Academy of Agricultural Sciences and the European Academy of Sciences and Arts. I. Serageldin has also served in a number of capacities at the World Bank, including as Vice President for Environmentally and Socially Sustainable Development (1992-1998), and for Special Programs (1998-2000). His field of expertise covers biotechnologies as well as sustainable development.

Coordinator, African Climate Policy Centre

THEMATIC 1.1 > ANTICIPATING AND ADAPTING TO CLIMATE CHANGE

Mr. Sokona is the Coordinator of the African Climate Policy Centre (ACPC) based in the United Nations Economic Commission for Africa. The ACPC is integral part of Climate for Development Program in Africa (ClimDev Africa) a joint initiative of the African Union Commission, the African Development Bank and the United Nations Economic Commission for Africa. He is also a co-chair of IPCC Working Group III. SOKONA was the Executive Secretary of the Sahara and Sahel Observatory (OSS) from June 2004 to May 2010. A citizen of Mali, Sokona focuses on the energy, environment and sustainable development nexus and he has broad experience in Africa in policy development. Before joining OSS, he worked for the "Environnement et Développement du Tiers Monde," based in Dakar, Senegal and served as professor at Ecole Nationale d'Ingénieur de Bamako in Mali. Throughout his career, Sokona has served in various advisory capacities to African governments. He has published several books/articles on the issues of energy, environment and development with a focus on Africa.

Special Advisor and head Green Economy Initiative, UNEP WCMC

PLENARY 2 > POVERTY ERADICATION AND BIODIVERSITY.

Director E+Co Europe

THEMATIC 4.3 > FEASIBILITY AND IMPLEMENTATION OF INNOVATIVE FUNDING

Paul van Aalst is Director of E+Co Europe and prior to that was a member of E+Co's Executive Board. E+Co is an investment company for energy enterprises in developing countries. His primary focus is investor relations and includes developing and managing investment products to finance E+Co's investment activities. In this capacity he has led the fundraising, closing and relationship management of over USD 30 million of financing from several development finance institutions. He led the E+Co team in the design, development, fundraising and closing of the Global Energy Efficiency and Renewable Energy Fund (GEEREF), the EUR 110 million fund managed by the EIB. Over the last 25 years Mr. Van Aalst has been involved in developing and managing investment vehicles and in advisory work in the field of sustainable investing with international corporations, public organizations and financial institutions. Mr. Van Aalst holds a Msc. degree in Business Economics.





Gilles VERMOT DESROCHES

Directeur développement durable, Schneider Electric

THÉMATIQUE 4.2 > QUELLE PLACE POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT DANS LES DÉMARCHES D'ACCÈS AUX BIENS ET SERVICES POUR LES PAUVRES ?

Après une première expérience comme dirigeant d'ONG puis au sein d'un cabinet ministériel, Gilles Vermot Desroches rejoint Schneider Electric en 1998 pour créer et développer la Fondation Schneider Electric, sous l'égide de la Fondation de France. Trois ans plus tard, il prend la responsabilité de la Direction Développement Durable globale du Groupe. Cette nouvelle Direction comprend, en plus de la Fondation, l'impulsion et le déploiement des politiques de responsabilité environnementale, éthique et sociétale de Schneider Electric, ainsi que la sensibilisation de toutes ses parties prenantes aux enjeux du développement durable. En plus de ses responsabilités au sein de Schneider Electric, Gilles Vermot Desroches est Membre du Conseil d'administration du forum français des amis du Pacte Mondial, de l'ORSE (Observatoire de la responsabilité sociétale des entreprises), de l'OSI (Observatoire Social International), du Comité scientifique de l'IMS « Entreprendre pour la cité », Maître de conférence à Sciences-Po Paris, il est également membre du Conseil National du développement durable du Grenelle de l'environnement.



Hui XU

Directeur général, International Poverty Reduction Center in China

PLÉNIÈRE 1 > LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

M. Hui Xu est actuellement le directeur général du Centre international pour la réduction de la pauvreté en Chine (IPRCC). Depuis 1993, il fait partie, au sein du conseil d'Etat, du comité directeur pour la réduction de la pauvreté et le développement (LGOP). Il a également été directeur général adjoint du Centre de gestion des projets du capital étranger du LGOP, ainsi que directeur général du service des prévisions et financements. Il a occupé différents postes pour lesquels ils étaient notamment chargé des plans de développement et de lutte contre la pauvreté, de définir et d'ajuster la ligne de pauvreté de la Chine, de distribuer des fonds destinés aux personnes pauvres et d'évaluer les impacts sur la pauvreté.



Dov ZERAH

Directeur général, Agence Française de Développement

CÉRÉMONIE D'OUVERTURE

Dov Zerah est directeur général de l'Agence Française de Développement (AFD) depuis juin 2010. Il est également Président de PROPARCO, filiale de l'AFD dédiée au financement du secteur privé. Ancien élève de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'ENA, Dov Zerah a débuté sa carrière à la direction du Trésor. En 1993, il a dirigé le cabinet du Ministre de la Coopération, Michel Roussin. Puis de 1995 à 1997, il a dirigé le cabinet de Corinne Lepage au ministère de l'Environnement avant de devenir chef de cabinet de la commissaire européenne, Édith Cresson, de 1997 à 1999.

De 1999 à 2002, M. Zerah a été président de DAGRIS (Développement des agro-industries du Sud) ainsi que président de la Compagnie cotonnière (COPACO). Puis, M. Zerah a été directeur des Monnaies et Médailles, de 2002 à 2007, avant de devenir Conseiller maître à la Cour des comptes.

Director for Sustainable Development, Schneider Electric

THEMATIC 4.2 > IS THERE A PLACE FOR ENVIRONMENTAL PROTECTION IN IMPROVING ACCESS TO BASIC GOODS AND SERVICES FOR THE POOR?

After first working as the director of a NGO and then within a ministerial office, Gilles Vermot Desroches joined Schneider Electric in 1998 in order to establish and develop The Schneider Electric Foundation, under the aegis of the Foundation of France. Three years later, he took the head of the Global Direction for Sustainable Development. Besides the Foundation, this new department was in charge of leading the initiative and the implementation of social, ethical and environmental responsibility policies as well as of making all the stakeholders aware of sustainable development issues. Gilles Vermot Desroches is also a member of the Board of Directors of the French Forum for Friends of Global Compact as well as of the ORSE (Observatory for corporate social responsibility), of the OSI (Social and International Observatory), of the scientific committee of IMS "Undertaking for the city". He is a lecturer at Sciences-Po Paris and a member of the National Council for Sustainable Development of the Grenelle de l'Environnement.

Director general, International Poverty Reduction Center in China

PLENARY 1 > POVERTY ERADICATION AND CLIMATE CHANGE

Mr. Hui Xu, a master of economic management, is currently the Director General of the International Poverty Reduction Center in China (IPRCC). Since 1993 he has joined the State Council Leading Group Office of Poverty Alleviation and Development of China LGOP and served as Deputy Director General of the Foreign Capital Project Management Center under LGOP, and the Director General of Department of Planning and Financing of LGOP where he has taken various responsibilities in constituting poverty and development plans, setting and adjusting China's poverty line, distributing pro-poor funds and evaluating its impacts as well as poverty monitoring.

CEO, Agence Française de Développement

OPENING CEREMONY

Dov Zerah has been Chief Executive Officer of Agence Française de Développement (AFD) since June 2010. He is President of PROPARCO, subsidiary of the AFD for financing the private sector. An alumnus of Science Po Paris and ENA, Dov Zerah began his career at the Treasury Department. Dov Zerah went on to head the Cabinet of the Minister of Cooperation, Michel Roussin, in 1993. From 1995 to 1997, he became the Director of Cabinet of the Minister of the Environment, Corinne Lepage, before heading the Cabinet for the European Commissioner, Édith Cresson until 1999. For three years, Mr. Zerah was Chairman of DAGRIS (Development of South Agribusinesses) and Chairman of Compagnie Cotonnière (COPACO). Mr. Zerah went on to become Director of the Mint and Medals Department from 2002 to 2007, before becoming senior advisor to the Government Accounting Office.



Présidents de sessions / Chairs

Jean-Claude BERTHELEMY

Professeur d'économie et directeur de l'UFR d'économie, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

PLÉNIÈRE 4 > LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT, QUEL RÔLE POUR LE SECTEUR PRIVÉ ?

Jean-Claude Berthélemy est professeur d'économie à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne depuis 1993 et directeur de son UFR d'économie depuis septembre 2010. Il est également membre correspondant à l'Académie des Sciences Morales et Politiques. Il a passé une partie de sa carrière au Centre de Développement de l'OCDE, où il a été directeur de recherche de 1994 à 1997. Il a été également directeur du Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII). Il a beaucoup écrit sur divers aspects de l'économie du développement et ses travaux de recherche récents sont axés sur la santé, la pauvreté et le développement économique.

Jérôme BERTRAND-HARDY

Directeur-adjoint des opérations, Proparco

THÉMATIQUE 4.2 > QUELLE PLACE POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT DANS LES DÉMARCHES D'ACCÈS AUX BIENS ET SERVICES POUR LES PAUVRES ?

Jérôme Bertrand-Hardy est Directeur adjoint des opérations de PROPARGO. Il commence sa carrière comme ingénieur puis chef de projet dans un bureau d'ingénieurs conseils en hydraulique urbaine, où il a en charge divers projets d'alimentation en eau potable urbaine en France comme à l'étranger. Il intègre l'AFD en 1998 comme responsable du financement de projets dans les secteurs de l'eau et de l'électricité en Afrique centrale, en Afrique de l'est et en Afrique australe. Il rejoint PROPARGO en 2001 au sein du service Infrastructures et Mines, comme responsable du développement des activités de PROPARGO dans le secteur minier. Il a pris la responsabilité du service Infrastructures et Mines de 2006 à 2010.

Philippe CHEDANNE

Responsable, Service des relations extérieures, Agence Française de Développement

THÉMATIQUE 3.2 > AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE: CONCILIER QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ DANS LES ESPACES PÉRI-URBAINS

Diplômé des Ecoles vétérinaires (Doctorat vétérinaire) et de l'Ecole d'Agronomie de Rennes, Philippe Chedanne a passé une douzaine d'années à l'étranger, essentiellement en Afrique (Tchad, Gabon, Guinée, Mali) comme assistant technique dans le secteur du développement rural (projet, appui institutionnel Ministères en charge de l'élevage et de l'agriculture). Il a ensuite occupé différents postes en administration centrale au Ministère des Affaires Etrangères autour des questions de développement rural, de politiques agricoles et de sécurité alimentaire. Il est actuellement responsable du service des relations extérieures à l'AFD après s'être chargé du dossier «commerce et développement» (OMC, matières premières, APE). Il anime une équipe d'une quinzaine de personnes en charge des partenariats avec les différents acteurs de l'aide, traditionnels (Banques multilatérales, institutions européennes, bilatérales), nouveaux (fondations, bailleurs émergents) et français (collectivités territoriales, entreprises, universités, parlementaires).

Professor of Economics and Dean of the School of Economics, Paris 1 Pantheon-Sorbonne University

PLENARY 4 > POVERTY ERADICATION AND QUALITY OF THE ENVIRONMENT: WHAT IS THE ROLE OF THE PRIVATE SECTOR?

Jean-Claude Berthélemy is Professor of Economics at Paris 1 Pantheon Sorbonne University since 1993 and Dean of its School of Economics since September 2010. He is also affiliated as corresponding member with the Académie des Sciences Morales et Politiques. He has spent part of his career at the OECD Development Centre, where he was head of research from 1994 to 1997. He has been also Director of the Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII). He has written extensively on various aspects of development economics and his recent research papers are focused on health, poverty and economic development.

Deputy Chief of Operations, Proparco

THEMATIC 4.2 > IS THERE A PLACE FOR ENVIRONMENTAL PROTECTION IN IMPROVING ACCESS TO BASIC GOODS AND SERVICES FOR THE POOR?

Jérôme Bertrand-Hardy is Deputy Chief Investment Officer. Jérôme started his career as an engineer in water supply in a consulting firm, working on various assignments in France and abroad. Jérôme joined AFD in 1998. He was responsible for the activity in water and power for central, southern and eastern Africa. He joined PROPARGO within the mining and infrastructure division. He worked in project finance in the energy and mining sectors and developed the activity in mining. He took the responsibility of the division from 2006 to 2010.

Head, Division of External Relations, Agence Française de Développement

THEMATIC 3.2 > TOWN AND COUNTRY PLANNING: RECONCILING ENVIRONMENTAL QUALITY AND THE FIGHT AGAINST POVERTY IN PERI-URBAN AREAS

A graduate in veterinary medicine (doctoral degree) and in agronomics from the University of Rennes, Ph. Chedanne spent about 12 years working in developing countries, particularly in Africa (Chad, Gabon, Guinea, and Mali) as a technical expert in rural development with a focus on livestock farming and agriculture – at project, regional and ministerial level. Afterwards he held different positions at the French Ministry of Foreign Affairs in charge of rural development, agricultural policy and food security matters. In 2005 he joined the AFD, the French development bank, where he was in charge of strategies on trade, commodities and official development assistance. Currently he is head of the division on external relations at the AFD, managing a team of approximately 15 staff members. This division is in charge of partnerships with all major actors in the field of development, i.e. traditional donors (multilateral banks, European institutions, bilateral donors), new international partners (charity foundations, new and emerging donors) as well as with French partners (local authorities, private enterprises, universities, members of Parliament).





Caroline CORNU

Directeur exécutif des relations extérieures et des partenariats, Agence Française de Développement

ALLOCUTIONS SPÉCIALES ET CÉRÉMONIE DE CLÔTURE

Assistante parlementaire, elle devient en juillet 2006 chargée de mission à l'Intergroupe parlementaire de l'Outre-mer pour coordonner les actions en faveur du développement économique et social de l'Outre-mer. En 2007, elle est nommée chargée de mission pour la communication et attachée de presse auprès du Secrétaire d'État à l'Outre-mer. En 2008, elle devient chargée de mission auprès du Conseiller Spécial du Président de la République et occupe aussi la fonction de Chef de cabinet pour le projet de l'Union pour la Méditerranée. Elle devient adjointe au Chef de la Mission interministérielle pour l'Union pour la Méditerranée (UPM) avant de devenir Secrétaire Générale de la Mission interministérielle pour l'UPM. Début 2011, elle rejoint l'Agence Française de Développement en qualité de Directeur exécutif des relations extérieures et des partenariats. Caroline Cornu est titulaire d'un Master Management interculturel et médiation religieuse (IEP-Aix-en-Provence) et d'un Master d'Histoire des religions (École Pratique des Hautes Études).



Frédéric DALSACE

Titulaire de la chaire Danone Social Business, Entreprise et Pauvreté, HEC

THÉMATIQUE 4.3 > FAISABILITÉ ET MISE EN ŒUVRE DES FINANCEMENTS INNOVANTS

Frédéric Dalsace est professeur agrégé en marketing à l'école de commerce HEC Paris, où il enseigne sur le Développement des Nouveaux Produits, le marketing B2B, et marketing et éthique. Depuis décembre 2008, il est titulaire de la chaire Danone Social Business / Entreprise et Pauvreté. Cette chaire est co-présidée par le Professeur Muhammad Yunus, lauréat du prix Nobel, et Martin Hirsch. Schneider Electric a rejoint la chaire en Décembre 2010. Frédéric Dalsace est un ancien élève d'HEC, il est diplômé d'un MBA avec distinction de la Harvard Business School, d'une maîtrise et d'un doctorat en management de l'INSEAD. Frédéric Dalsace a plus de 10 ans d'expérience dans le monde des affaires. Il a travaillé dans les départements ventes et marketing de plusieurs entreprises industrielles telles que Michelin et CarnaudMetalbox (emballage), à la fois en Europe et au Japon. Avant de revenir à l'enseignement, il a été consultant en stratégie chez McKinsey & Company pendant plus de trois ans.



Jean-Luc FRANÇOIS

Responsable, Division développement agricole et rural, Agence Française de Développement

THÉMATIQUE 1.2 > PAUVRETÉ RURALE, DÉGRADATION DES SOLS ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

Depuis septembre 2009, Jean-Luc François est responsable de la division développement agricole et rural de l'Agence Française de Développement. L'AFD, opérateur public pour l'aide au développement bilatérale de la France, mobilise annuellement environ 300 M€ pour les filières et les politiques agricoles et l'aménagement des territoires ruraux, principalement sous forme de prêts aux Etats et aux entreprises. Jean-Luc François était auparavant sous-directeur de la sécurité alimentaire au Ministère des affaires étrangères et européennes au sein de la direction des Biens Publics Mondiaux (2005-2009). Entre 1981 et 2005, il a travaillé en Thaïlande, au Congo, en Mauritanie, en Côte d'Ivoire, à Madagascar et en Ethiopie, comme expert mis à la disposition des administrations de ces pays puis au sein des Services de coopération des ambassades. Jean-Luc François est Inspecteur Général de la santé publique vétérinaire.

Chief Director for External Relations and Partnerships, Agence Française de Développement

SPECIAL ADDRESSES AND CLOSING CEREMONY

First an assistant to a Member of Parliament, she becomes in charge of the Parliament Intergroup for French overseas territories in 2006 in order to coordinate the actions for economic and social development of these territories. In 2007, she is in charge of Communication as well as Public Relations Director to Secretary of State for the Overseas Territories and she is Director of Cabinet for the Project of the Union for Mediterranean (UPM) before becoming General Secretary to the Interdepartmental Mission for the UPM. Since the beginning of 2011, she has joined the Agence Française de Développement as Chief Director for external relations and partnerships. C. Cornu holds a Master in Intercultural Management and Religious Mediation (IEP-Aix-en-Provence) as well as a Master in History of religions (École Pratique des Hautes Études).

Danone Chair Professor in Social Business / Enterprise and Poverty, HEC

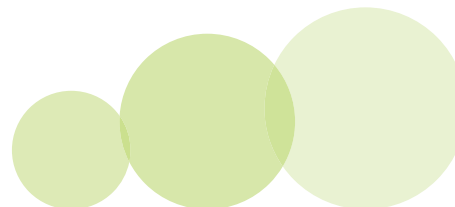
THEMATIC 4.3 > FEASIBILITY AND IMPLEMENTATION OF INNOVATIVE FUNDING

Frédéric Dalsace is an Associate Professor in Marketing at HEC School of Management, Paris, where he teaches New Product Development, B2B Marketing, and Marketing and Ethics. Since December 2008, he is the Danone Chair Professor in Social Business / Enterprise and Poverty, a chair co-presided by Professor Muhammad Yunus, Nobel Prize Laureate, and Martin Hirsch. Schneider Electric joined the Chair in December 2010. Frédéric is an HEC alumnus, he holds an MBA with honors from the Harvard Business School, and both an M.Sc. and a Ph.D. in Management from INSEAD. Frédéric Dalsace has more than 10 years of experience in the business world. He worked in the sales and marketing departments of several industrial companies such as Michelin and CarnaudMetalbox (packaging), both in Europe and in Japan. Before returning to Academia, he was a strategy consultant with McKinsey & Company for more than three years.

Director, Division of Agricultural and Rural Development, Agence Française de Développement

THEMATIC 1.2 > RURAL POVERTY, SOIL DEGRADATION AND CLIMATE CHANGE

Since September 2009, Jean-Luc François is Director of the Division for Agricultural and Rural Development at the Agence Française de Développement. The AFD, a public institution devoted to France's bilateral development assistance, spends about 300M€ every year for the farming sector and farming policies as well as for rural land planning, particularly through loans to countries and companies. From 2005 to 2009, Jean-Luc François was Deputy Director for food security at the Direction for Global Public Goods at the Ministry of Foreign and European Affairs. From 1981 to 2005, he worked in Thailand, Congo, Mauritania, Ivory Coast, Madagascar and Ethiopia as an expert sent by France to assist these countries' administrations and then at the services for cooperation within the embassies.



Gilles KLEITZ

Chef de projet biodiversité, Agence Française de Développement

THÉMATIQUE 2.3 > PRÉSERVATION DES ÉCOSYSTÈMES ET LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ : QUELS ENJEUX TERRITORIAUX ?

Gilles Kleitz a travaillé pendant plus de dix ans en Afrique sur l'agriculture et la conservation de la biodiversité, comme chercheur et comme coordinateur de projets de conservation, pour le MAEE, le GRET et le CIRAD. De retour en France en 2002, il a mis en place au ministère de l'agriculture les mesures de la PAC pour l'agroenvironnement et l'accompagnement des éleveurs confrontés aux loups, puis il a coordonné, au ministère en charge de l'environnement, la mise en œuvre de la stratégie nationale pour la biodiversité. Il a été rapporteur du groupe biodiversité du Grenelle de l'environnement et conseiller technique pour la biodiversité du Ministre d'Etat Jean-Louis Borloo. Il est depuis août 2009 chef de projet biodiversité à l'Agence Française de Développement. Gilles Kleitz est ingénieur agronome, ingénieur en chef des ponts, des eaux et forêts, et il a réalisé un PhD en sciences politiques à l'Institute of Development Studies de l'université de Sussex, au Royaume Uni, portant sur l'analyse de la mise en œuvre des politiques et projets de conservation de la biodiversité dans les pays en développement.

Nathalie LE DENMAT

Responsable, Division collectivités locales et développement urbain, Agence Française de Développement

THÉMATIQUE 3.1 > RÉHABILITATION DES QUARTIERS PAUVRES ET CADRE DE VIE

Nathalie Le Denmat est en charge, au sein de l'Agence Française de Développement, de la division Collectivités locales et développement urbain. Ancienne élève de l'Ecole nationale d'administration, elle a rejoint l'AFD en 2006, après plusieurs années passées à la Chambre régionale des comptes d'Ile de France à évaluer les finances et les politiques publiques locales mises en œuvre par les autorités territoriales ainsi que par leurs groupements et établissements affiliés. Auparavant, elle était directement engagée auprès d'une collectivité locale (conseil général), dans la mise en œuvre des politiques sociales de lutte contre l'exclusion.

Tiphaine LEMENAGER

Chargée du programme de recherche Biodiversité, Département de la Recherche, Agence Française de Développement

THÉMATIQUE 2.2 > VALORISATION DES SERVICES ÉCOSYSTÉMIQUES

Tiphaine Leménager est docteur en Gestion de l'Environnement et ingénieur agronome. Préoccupée par la difficile articulation des problématiques de développement et de préservation de l'environnement, elle a rejoint l'AFD début 2008 et le département de la recherche fin 2009 pour travailler sur ce thème. Actuellement en charge du programme de recherche Biodiversité, elle encadre et mène des travaux visant à une meilleure prise en charge de l'environnement dans les modèles de développement.

Gaëll MAINGUY

Directeur de la publication scientifique, Institut Veolia Environnement

THÉMATIQUE 1.3 > PAUVRETE ET ENERGIES SOBRES EN CARBONE

Ancien élève de l'Ecole Normale Supérieure de Paris, Gaëll Mainguy est titulaire d'un doctorat en neurobiologie de l'Université Pierre et Marie Curie. Il travaille successivement pour le CNRS à Paris, le Center for Biomedical Genetics à Utrecht, Pays-Bas et l'INSERM à Paris. En 2004, il est élu président de la World Association of Young Scientists (WAYS), une organisation internationale, fondée par l'UNESCO. En 2006, il rejoint l'Institut Veolia pour développer la politique éditoriale scientifique. Depuis 2007, il dirige la revue scientifique interdisciplinaire S.A.P.I.EN.S. qu'il a fondée.

Senior Biodiversity Programme Officer, Agence Française de Développement

THEMATIC 2.3 > PRESERVATION OF ECOSYSTEMS AND THE FIGHT AGAINST POVERTY: TERRITORIAL CHALLENGES

Gilles Kleitz has worked for more than ten years in Africa on conservation, as a researcher and as a project coordinator, for French and for local Southern African conservation institutions. Having returned in France in 2002, he set up new policy frameworks on agro-environment and on wolf conservation and protection of sheep herders. He then coordinated the national biodiversity strategy during four years, putting great emphasis on the importance of overseas territories. He was rapporteur for biodiversity for the Grenelle de l'Environnement, a national consultation in France to define key actions to be implemented. He was then appointed technical adviser on Biodiversity to Jean-Louis Borloo, present State Minister for Environment, Transport, Energy, Seas and Sustainable Development. A year ago, he decided to go back to international issues, and joined the Agence Française de Développement as a Senior Biodiversity Programme Officer. Gilles Kleitz has a scientific background in ecology and agronomy and did his PhD on the implementation of biodiversity conservation policies and projects in rural Southern Africa.

Head, Local Authorities and Urban Development Division, Agence Française de Développement

THEMATIC 3.1 > REHABILITATION OF POOR NEIGHBOURHOODS AND THE LIVING ENVIRONMENT

Nathalie Le Denmat is Head of the Local Authorities and Urban Development Division at the Agence Française de Développement. Alumna of the Ecole nationale d'administration, she joined the AFD in 2006 after working at the Chambre régionale des comptes of Ile de France for several years, where she was in charge of assessing the finances and local public policies implemented by territorial authorities and by their affiliated groups. Before that, she was directly involved in a local authority (general council) implementing the social policies against exclusion.

Biodiversity Research Programme Officer, Research Department, Agence Française de Développement

THEMATIC 2.2 > ENHANCING THE VALUE OF ECOSYSTEM SERVICES

Tiphaine Leménager is a doctor in Environmental Management and an agronomist engineer. Concerned by the difficulty of linking development issues with environmental preservation, she joined AFD at the beginning of 2008 and the Research Department at the end of 2009 in order to work on this topic. Currently in charge of the Biodiversity Research Programme, she manages and leads research that aims to ensure that the environment is better integrated into development models.

Director of Scientific Publications, Veolia Environment Institute

THEMATIC 1.3 > POVERTY AND CLEAN ENERGY

Gaëll Mainguy is a former pupil of the Ecole Normale Supérieure in Paris and a Doctor in Molecular neurobiology (Pierre and Marie Curie University). He successively worked for the CNRS (Paris), the Center for Biomedical Genetics (Utrecht, The Netherlands) and the INSERM (Paris). In 2004, he is elected President of the World Association of Young Scientists (WAYS), an international organization founded by UNESCO. In 2006, Gaëll Mainguy joined the Veolia Environment Institute to develop its scientific editorial policy. In 2008 he launched S.A.P.I.EN.S, a new, Open Access, international, multidisciplinary peer-reviewed journal focused on integrating scientific knowledge for sustainability. He is currently the managing director of S.A.P.I.EN.S.





Jean-Jacques MOINEVILLE

Directeur délégué à la Direction générale, Agence Française de Développement

PLÉNIÈRE 3 > LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT EN MILIEU URBAIN ET PÉRI URBAIN

Jean-Jacques Moineville est directeur délégué à la direction générale de l'Agence Française de Développement depuis juin 2011. Entré à la Caisse Centrale en 1986, il a occupé plusieurs postes à Paris puis à Kinshasa. Il a ensuite été secrétaire général de la Société Immobilière en Nouvelle Calédonie puis directeur général de la Société Immobilière en Guadeloupe, avant d'être conseiller au cabinet de Jean-Jacques Queyranne puis de Christian Paul, Secrétaire d'Etat en charge de l'Outre-mer. Directeur pour l'Afrique de l'ouest de l'AFD, en 2002 puis directeur pour l'Afrique Subsaharienne, il a été nommé directeur exécutif en charge des opérations en juin 2008. Jean-Jacques Moineville est ingénieur civil des Ponts et Chaussées.



Pascal PACAUT

Responsable, Division Environnement et Equipement, Agence Française de Développement

THÉMATIQUE 1.1 > ANTICIPATION ET ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Agé de 53 ans, double formation d'ingénieur civil des Ponts et Chaussées et MBA d'HEC, Pascal Pacaut a été expert eau/énergie au Siège de l'AFD pendant 10 ans avant d'occuper les postes de directeur adjoint de l'agence de Johannesburg et directeur des agences de Nairobi et Saint-Denis de La Réunion. Il est depuis de 2 ans responsable de la division Environnement et Equipement au Siège de l'AFD, en charge des secteurs de l'énergie, des transports, des télécommunications, de la biodiversité ainsi que des plans climat nationaux.



Christine RODWELL

Directrice de FACTS Initiative, Institut Veolia Environnement

THÉMATIQUE 4.1 > CRÉATIVITÉ ET INTÉGRATION DU SECTEUR INFORMEL

Christine Rodwell est diplômée d'HEC (1992), où elle a suivi les options International Track et Géopolitique. Elle a été journaliste au Moniteur à Paris, puis à l'Agence France Presse (AFP) à Londres. Elle a passé dix ans à l'étranger : en Grande-Bretagne, au Brésil, en Argentine et à Monaco. A son retour en France, elle s'est occupée, au sein de la Guilde européenne du Raid, d'un programme destiné à mobiliser les jeunes. Elle a ensuite dirigé l'association Reporters d'Espoirs, qui cherche à promouvoir des informations porteuses de solutions au sein des médias. Christine Rodwell participe, depuis son lancement en 2008, à la Chaire HEC Social Business, présidée par Muhammad Yunus et Martin Hirsch. Elle a rejoint l'Institut Veolia Environnement en 2010, en tant que directrice de FACTS Initiative.



Jean Pierre TARDIEU

Président, Institut Veolia Environnement

CÉRÉMONIE D'OUVERTURE, ALLOCUTION SPÉCIALE

Ancien élève de l'Ecole Polytechnique, Jean Pierre Tardieu est Ingénieur des Ponts et Chaussées, diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris. En 1977, après dix années dans le secteur public, Jean Pierre Tardieu a été Directeur de la Compagnie Générale des Eaux, en charge des activités de distribution d'eau en France et en Grande Bretagne. Il a également été Président du Syndicat des entreprises de services d'eau et d'assainissement et Président de l'UNSPIC (Union Nationale des Services Publics, Industriels et Commerciaux). Puis, il est nommé conseiller du Président et Directeur développement durable, de la prospective et des relations institutionnelles de Veolia Environnement. Membre du Bureau du Groupement des Professions de Services (GPS), Président de E3PO, Jean Pierre Tardieu est aussi Président de l'Institut Veolia Environnement.

Executive Director, Agence Française de Développement

PLENARY 3 > POVERTY ERADICATION AND QUALITY OF THE ENVIRONMENT IN URBAN AND PERI-URBAN AREAS

Jean-Jacques Moineville is Delegate General Director at the head office (general management) of the Agence Française de Développement since June 2011. In 1986, he joined the Caisse Centrale de Coopération Economique (former Agence Française de Développement) where he held several positions in Paris and in Kinshasa. He was then appointed (detached from the AFD) as General Secretary for Real Estate in New Caledonia, then as Chief Executive Officer for Real Estate in Guadeloupe, before being adviser to the cabinet of Jean-Jacques Queyranne and then Christian Paul, Secretary of State for Overseas. Director for Western Africa of the AFD from 2002 on, he was appointed as Director to Sub-Saharan Africa, before becoming Executive Director in charge of the Operations in 2008. Jean-Jacques Moineville is a civil engineer from "Ponts et Chaussées".

Head, Environment and Equipment Division, Agence Française de Développement

THEMATIC 1.1 > ANTICIPATING AND ADAPTING TO CLIMATE CHANGE

Pascal Pacaut, 53, Civil Engineer and MBA, was an expert in water and energy sectors at AFD HQs from 1988 to 1998. He was then successively deputy Director at Johannesburg Regional Offices, and Director at Nairobi Regional Offices and La Réunion Offices. Since 2009, he has been Head of the Infrastructure and Environment Division at AFD HQs, in charge of energy, transport and telecom sectors, as well as biodiversity and national climate plans.

Director of FACTS Initiative, Veolia Environment Institute

THEMATIC 4.1 > CREATIVITY AND INTEGRATION OF THE INFORMAL SECTOR

Christine Rodwell obtained a degree from HEC in 1992, with the International Track and Geopolitical options. She became journalist for Le Moniteur in Paris, and then for the Agence France Presse (AFP) in London before spending ten years abroad: in Great Britain, Brazil, Argentina and Monaco. When she came back to France, she took care of a youth programme at the Guilde Européenne du Raid. Then she was head of Reporters of Hope, which intends to promote solution-oriented information within the media. Christine Rodwell participates also, since its launch in 2008, to the "Social Business, Enterprise and Poverty" Chair at HEC which is chaired by Muhammad Yunus and Martin Hirsch. In 2010, she joined the Veolia Environment Institute, as Director of FACTS Initiative.

President, Veolia Environment Institute

OPENING CEREMONY, SPECIAL ADDRESS

After completing engineering studies at the French Ecole Polytechnique and l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées, Jean Pierre Tardieu went on to earn a diploma from the Paris Political Studies Institute. After ten years in the public sector, he joined Compagnie Générale des Eaux, where he became General Manager of the company's water distribution business in France and Great Britain in 1989. He also served as President of the French Union of Water and Wastewater Service Companies from 1995 to 1997 and as President of the National Union for Public, Industrial and Commercial Services (UNSPIC). In 2000 he was appointed as advisor to the President and Director of Institutional Relations and Sustainable Development at Veolia Environnement. Member of the Bureau of GPS and Chairman of E3PO, Jean Pierre Tardieu is President of the Veolia Environment Institute.

Laurence TUBIANA

Fondatrice, Institut du développement durable et des relations Internationales (Iddri)

PLÉNIÈRE 1 > LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

Laurence Tubiana est fondatrice de l'Institut du développement durable et des relations Internationales (Iddri) à Paris. Elle est également directrice de la chaire Développement durable de Sciences Po. En mai 2009, elle s'est vu confier la mise en place de la nouvelle Direction des biens publics mondiaux du Ministère des affaires étrangères et européennes. Elle suit et participe aux négociations internationales sur le changement climatique (elle était chef adjoint de la délégation française à Copenhague en décembre 2009 et conseiller du Président du groupe de négociation sur le changement climatique). De 1997 à 2002, Laurence Tubiana a été chargée de mission sur les questions d'environnement mondial et conseillère pour l'environnement auprès du Premier ministre Lionel Jospin. Elle a été également membre du Conseil d'analyse économique, directrice de recherche à l'Institut national de la recherche agronomique et professeur associée à l'École nationale supérieure agronomique à Montpellier.

Georges VALENTIS

Délégué Général, Institut Veolia Environnement

THÉMATIQUE 3.3 > ASSAINISSEMENT ET AUTRES SERVICES ESSENTIELS : COMMENT SORTIR DE L'IMPASSE ÉCONOMIQUE ET TECHNIQUE DANS LES QUARTIERS PAUVRES ?

Ingénieur diplômé de l'École Polytechnique d'Athènes (Grèce), docteur ès Environnement de l'École Nationale des Ponts et Chaussées de Paris (France), Georges Valentis entre en 1989 à la Compagnie Générale des Eaux, groupe Veolia Environnement. Il prend en charge l'activité Europe d'Anjou-Recherche, pôle de recherche. En 1992, il est missionné pour créer le CREED, Centre de Recherche pour l'Environnement, l'Énergie et les Déchets de Veolia Environnement, dont il devient Directeur Général puis Président. En parallèle, il assure depuis 1993 l'enseignement du cours de traitement et de recyclage des déchets à l'École Nationale Supérieure des Mines de Douai - France. Puis il participe à la création de l'Institut Veolia et en prend la direction en septembre 2001 en tant que Délégué Général.

Thierry VANDELDELDE

Délégué Général, Fondation Veolia Environnement

THÉMATIQUE 2.1 > GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES ET BÉNÉFICES POUR LES COMMUNAUTÉS

Thierry Vandeveldde, ingénieur, entre à la Compagnie Générale des Eaux en 1989 en tant que Responsable de la Protection de l'Environnement, puis devient successivement Responsable de Programmes de Recherche, et Directeur des Technologies à la Direction Technique Internationale. En 1998, il crée au sein de Veolia Eau une structure d'intervention humanitaire, Waterforce, qui intervient en appui des grands acteurs de la solidarité internationale, dans les domaines de l'aide humanitaire d'urgence et du développement. Il est, depuis 2008, Délégué Général de la Fondation d'Entreprise Veolia Environnement. Thierry Vandeveldde est membre des organisations suivantes : Board américain de la Fondation Tara Oceans for marine research, American Water Works Association, Comité Consultatif de Biosphere 2 (Université d'Arizona), Global Alliance Against Cholera (GAAC), Comité Français du Programme Solidarité Eau. Thierry Vandeveldde est Chevalier dans l'Ordre National de la Légion d'Honneur.

Founder, Institute for Sustainable Development and International Relations (IDDRI)

PLENARY 1 > POVERTY ERADICATION AND CLIMATE CHANGE

Laurence Tubiana is founder of the Institute for Sustainable Development and International Relations (IDDRI) in Paris. She is also professor and director of the Sustainable Development Center at Sciences Po Paris. She was recently asked to set up the new direction of Global Publics Goods of the French Ministry of Foreign and European Affairs. She follows and participates in the international negotiations on climate change, in which IDDRI is highly involved. From 1997 to 2002, Laurence Tubiana served as senior advisor to the Prime Minister, Lionel Jospin, on environmental issues and conducted a number of international negotiations on this subject. She was also member of the French Council of Economic Analysis and research director for the French National Institute for Agricultural Research.

Managing Director, Veolia Environment Institute

THEMATIC 3.3 > SANITATION AND OTHER ESSENTIAL SERVICES : HOW TO BREAK THE ECONOMIC AND TECHNICAL DEADLOCK IN POOR DISTRICTS?

With an engineering degree from Athens Polytechnic school, Greece, and a PhD in environmental studies from the Ecole Nationale des Ponts et Chaussées, Paris, France, Georges Valentis joined Compagnie Générale des Eaux in 1989, where he served as head of the European branch of Anjou-Recherche, the water research branch. In 1992, he took on the mission of creating CREED, the Environment, Energy and Waste Research Center of Veolia Environnement where he served as Managing Director and President. Since 1993 he has been teaching the waste recycling and treatment course at the Ecole des Mines de Douai, France. Then he contributed to the creation of the Veolia Environment Institute of which he became Managing Director in September 2001.

Executive Officer, Veolia Environnement Foundation

THEMATIC 2.1 > SUSTAINABLE MANAGEMENT OF NATURAL RESOURCES AND BENEFITS FOR COMMUNITIES

Dr. Vandeveldde, Engineer, joined the Compagnie Générale des Eaux in 1989 as Head of Environmental Conservation. From 1991 to 1998, he was Head of Research Programs, then Director of Technologies in the International Technical Division of Veolia Water. In 1998, within the company, he created a humanitarian action unit, Waterforce, which supports major international outreach players, in the areas of emergency humanitarian aid and development. Since 2008, he has been Executive Officer of the Veolia Environnement Foundation. Dr. Vandeveldde is a member of the following organizations: American Board of the Tara Oceans Foundation for Marine research, American Water Works Association, Biosphere 2 Advisory Board (University of Arizona), Global Alliance Against Cholera (GAAC), French Committee of the Water Solidarity Program (pS-Eau). Thierry Vandeveldde is Chevalier of the French Légion d'Honneur.



©Peter Allan / Interlinks Image







SITE INTERNET / WEBSITE :
www.afd.fr

AGENCE FRANÇAISE DE DEVELOPPEMENT

• Institution financière, l'Agence Française de Développement (AFD) est au cœur du dispositif français de l'aide publique en faveur des pays pauvres. Sa mission : participer au financement du développement.

Grâce à la large gamme d'instruments financiers qu'elle a su développer et enrichir, l'AFD soutient les pouvoirs publics, le secteur privé et les réseaux associatifs locaux pour la mise en œuvre de projets économiques et sociaux très divers. Elle intervient ainsi dans cinq continents et dans les collectivités d'Outre-mer.

• Ses actions en faveur de la croissance économique et de la préservation de l'environnement s'inscrivent directement dans le cadre des Objectifs du Millénaire (OMD). Ces objectifs de développement prioritaires ont été définis en 2000 par les Nations unies, visant à réduire de moitié la pauvreté dans le monde d'ici à 2015.

• L'AFD contribue également à la préservation des biens publics mondiaux et peut répondre à des situations de crise. Elle développe aussi des partenariats financiers et intellectuels avec d'autres bailleurs de fonds et s'attache à promouvoir l'influence française dans la sphère du développement.

• Au plus près du terrain en Afrique, en Asie, dans le pourtour méditerranéen, au Moyen-Orient, en Europe de l'Est et dans l'Outre-mer, l'AFD intervient avec efficacité et réactivité grâce à son réseau d'agences et à ses différentes filiales. Le Groupe AFD, c'est plus d'un millier d'agents qui mettent chaque jour leurs compétences, leur savoir-faire et leur engagement au service du développement.

AGENCE FRANÇAISE DE DEVELOPPEMENT

• *AFD is the Groupe Agence Française de Développement, a bi-lateral development finance institution established in 1941 that works on behalf of the French government. Its mission is to finance development according to France's Overseas Development Assistance policies.*

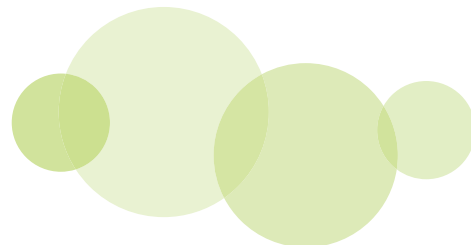
• *AFD's activities are aimed at reducing poverty and inequalities, promoting sustainable economic growth, and protecting "Global Public Goods" of benefit to all humanity. Protecting Global Public Goods includes the fight against climate change and pandemics; the preservation of biodiversity; the promotion of social and environmental responsibility; as well as aid to countries weakened by strife, war and natural disasters.*

• *AFD's actions in favor of economic growth and preservation of the environment fall directly within the framework of the United Nation's Millennium Development Goals, which was set out in 2000 and seeks to reduce global poverty by half by the year 2015.*

• *AFD works hand-in-hand with many partners: national, regional and local governments; local authorities and municipalities; international agencies; non-governmental organizations; foundations; private companies; entrepreneurs; and local banks, microfinance institutions and capital markets.*

• *In addition to leveraging financial assets, AFD leverages its intellectual assets and those of its partners. Through its activities, research and debates, AFD strives to increase French influence in the area of development assistance.*

• *AFD's financing, know-how and more than a thousand employees and agents support social, economic and environmental projects in such diverse sectors as rural development, urban infrastructure, transportation, agriculture, education, banking and microfinance, energy, health care, telecommunications, mining, housing, eco-tourism.*



INSTITUT VEOLIA ENVIRONNEMENT

• L'Institut Veolia Environnement (France) est une association à but non lucratif créée en septembre 2001. Institut de prospective sur les sujets d'interface environnement et société, il entend mettre en évidence certaines tendances prépondérantes dans le domaine de l'environnement et, plus largement, du développement durable et proposer une plateforme de dialogue et d'échanges avec le milieu académique, les organisations institutionnelles et les différentes composantes de la société civile.

• L'Institut s'appuie sur le Comité de Prospective, instance centrale qui guide ses réflexions. Les 7 membres de ce Comité sont : Helene Ahrweiler, Harvey Fineberg, Pierre Marc Johnson, Philippe Kourilsky, Rajendra K. Pachauri, Mamphela Ramphela et Amartya Sen.

• Pour mener à bien sa mission, l'Institut développe 3 outils : un programme de recherche mené avec des partenaires académiques, deux publications, S.A.P.I.EN.S, journal multidisciplinaire scientifique sur l'environnement et FACTS Reports, dédié aux actions de terrain. Son troisième instrument est le programme de Conférences de Prospective environnementale en France et à l'international.

• Organisées conjointement avec des partenaires qualifiés, ces manifestations ont pour objet de créer un lieu de débat et de sensibiliser le milieu universitaire, les organisations institutionnelles et la société civile sur ces orientations majeures. Conférences précédentes :

« Santé, environnement et éducation » avec l'Institut Pasteur, France (Juin 2004 - Paris, France)

« Services publics et Management : mise en oeuvre, enjeux et implications pour la gouvernance locale » avec l'Institut D'Economie Industrielle (IDEI, France) (Janvier 2006 - Toulouse, France)

« Energie, environnement et développement : analyse des opportunités pour réduire la pauvreté » avec The Energy and Resources Institute (TERI, Inde) et l'Institut du Développement Durable et des Relations Internationales (IDDRI, France) (Décembre 2006 - Bangalore, Inde)

« Climat 2050 : solutions technologiques et politiques » avec le Pew Center on Global Climate Change (USA) et la Table Ronde Nationale sur l'Economie et l'Environnement (TRNEE, Canada) (Octobre 2007 - Montréal, Canada)

« Commerce, Urbanisation et Environnement » avec le Center for Human and Economic Development Studies, School of Economics, Peking University (Chine) (Octobre 2009 - Pékin, Chine)

VEOLIA ENVIRONMENT INSTITUTE

• Created in September 2001, the Veolia Environment Institute's main goal is to contribute to a fuller understanding of the transformations occurring at the interface of society and the environment.

• Its actions aim at detecting implications of those environmental changes on public policy, private initiatives and society in general. The Institute relies on its Foresight Committee to guide its reflections thanks to the diversity of expertise of its 7 eminent members: Helene Ahrweiler, Harvey Fineberg, Pierre Marc Johnson, Philippe Kourilsky, Rajendra K. Pachauri, Mamphela Ramphela and Amartya Sen.

• The Veolia Environment Institute promotes foresight reflection on subjects related to the environment in partnership with universities or research organizations in order to shed light on the important issues for the upcoming decades. These investigative efforts aim to contribute to public debate on an international scale.

• Its work relies on three kinds of activities: a research program, led in partnership with academic experts; a publication program based on two new publications: S.A.P.I.EN.S, a multidisciplinary scientific journal, and FACTS Reports dedicated to field actions. As a third initiative, it develops an international conference program.

• The Institute has a program for a series of Future Environmental Trends Conferences internationally. Jointly organized with academic institutional partners, these events seek to create a forum for discussion and to raise awareness on the major themes defined by the Institute among university circles, institutional organisations and civil society.

Previous conferences:

"Health, Environment and Education", with Institut Pasteur, France - June 2004 - Paris, France

"Public services and Management: designs, issues and implications for local governance", with Institut D'Economie Industrielle (IDEI, France), January 2006 - Toulouse, France

"Energy, environment and development: analyzing opportunities for reducing poverty", with The Energy and Resources Institute (TERI India) and Institut du Développement Durable et des Relations Internationales (IDDRI, France) - December 2006 - Bangalore, India

"Climate 2050: technology and policy solutions", with Pew Center on Global Climate Change (USA) and the National Round Table on the Economy and the Environment (NRTEE, Canada) - October 2007 - Montreal, Canada

"Trade, urbanization and the environment", with Center for Human and Economic Development Studies, School of Economics, Peking University (China) - October 2009 - Beijing, China

PARTENAIRES ASSOCIÉS / ASSOCIATED PARTNER

IUCN

L'IUCN, Union Internationale pour la Conservation de la Nature, aide à trouver des solutions pratiques aux problèmes de l'environnement et du développement les plus pressants de l'heure. L'IUCN œuvre dans les domaines de la biodiversité, des changements climatiques, de l'énergie, des moyens d'existence et lutte en faveur d'une économie mondiale verte, en soutenant la recherche scientifique, en gérant des projets dans le monde entier et en réunissant les gouvernements, les ONG, l'ONU et les entreprises en vue de générer des politiques, des lois et des bonnes pratiques.

www.iucn.org

Le Conseil Mondial des Entreprises pour le Développement Durable (WBCSD)

Le World Business Council for Sustainable Development regroupe quelques 200 entreprises internationales unies par leur engagement commun en faveur d'un développement durable. Le Conseil est un catalyseur d'innovation et de croissance durable, dans un monde où les ressources naturelles sont de plus en plus limitées. Le Conseil agit comme une plateforme pour les entreprises membres pour échanger des expériences et bonnes pratiques sur leurs activités liées au développement durable ainsi que leurs mises en oeuvre, en collaborant avec des Gouvernements, ainsi qu'avec des Organisations Non Gouvernementales et Intergouvernementales. Les membres viennent de plus de 35 pays et 20 grands secteurs industriels, et représentent USD 7000 milliards de revenus annuels. Le Conseil bénéficie également d'un réseau mondial de 60 conseils nationaux et d'organisations partenaires, dont la majorité sont dans des pays en développement.

www.wbcsd.org

IPRCC - International Poverty Reduction Center in China

L'International Poverty Reduction Center in China (IPRCC) a été créé conjointement par le gouvernement chinois, le PNUD et d'autres organisations internationales en décembre 2004.

L'IPRCC est une institution internationale de lutte contre la pauvreté affiliée à la LGOP. Le Président chinois Hu Jintao a déclaré en septembre 2005 lors du 60ème anniversaire de la création de l'Organisation des Nations Unies : " L'IPRCC à Beijing a été créé dans le but de contribuer à l'éradication de la pauvreté dans le monde. "

Dans le cadre de ses missions qui visent à développer des recherches sur la réduction de la pauvreté ; partager des expériences de développement ;

mettre en place des programmes de formation et d'étude supérieure ;

promouvoir des échanges internationaux et la coopération Sud-Sud, l'IPRCC a déployé une série d'activités et a publié plus de 30 livres en chinois et en anglais.

www.iprcc.org <<http://www.iprcc.org/>>

www.iucn.org

AVEC LA CONTRIBUTION DE / WITH THE CONTRIBUTION OF

IGDM – Initiative pour le Développement et la Gouvernance Mondiale (DDRI-FERDI)

En 2007, l'Iddri et la Ferdi ont décidé de conjuguer leur action de think tank dans le cadre de l'« Initiative pour le développement et la gouvernance mondiale » (IGDM). Cette initiative, soutenue par les pouvoirs publics français a pour objectif de créer une capacité de réflexion et d'analyse sur le développement économique et les biens publics mondiaux, d'appuyer la recherche relative à des problématiques et enjeux, pratiques de développement souvent imbriqués et/ou contradictoires, et de favoriser en ce domaine une rénovation de la pensée scientifique conduisant à des recommandations pour de nouvelles politiques.

www.iddri.org

www.ferdi.fr

PATRONAGE / PATRONAGE

La conférence bénéficie du patronage du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie.

www.economie.gouv.fr

The Conference is held under the patronage of the French Ministry for the Economy, Finance and Industry.

IUCN

IUCN, International Union for Conservation of Nature, helps the world find pragmatic solutions to our most pressing environment and development challenges. IUCN works on biodiversity, climate change, energy, human livelihoods and greening the world economy by supporting scientific research, managing field projects all over the world, and bringing governments, NGOs, the UN and companies together to develop policy, laws and best practice.

www.iucn.org

WBCSD – World Business Council for Sustainable Development

The WBCSD is a CEO-led, global coalition of some 200 companies advocating for progress on sustainable development. Its mission is to be a catalyst for innovation and sustainable growth in a world where resources are increasingly limited. The Council provides a platform for companies to share experiences and best practices on sustainable development issues and advocate for their implementation, working with governments, non-governmental and intergovernmental organizations. The membership has annual revenues of USD 7 trillion, spans more than 35 countries and represents 20 major industrial sectors. The Council also benefits from a network of 60 national and regional business councils and partner organizations, a majority of which are based in developing countries.

www.wbcsd.org

IPRCC - International Poverty Reduction Center in China

The International Poverty Reduction Center in China (IPRCC) was jointly established by the Chinese government, UNDP and other international organizations in December 2004.

IPRCC is an international poverty alleviation institution affiliated to LGOP. Chinese President Hu Jintao said during the summit to commemorate the 60th anniversary of the establishment of the United Nations in September 2005, "The IPRCC in Beijing has been established with the purpose of contributing to the eradication of global poverty."

Committed to conducting poverty reduction research, sharing development experience, providing training and M.A. study programs, advancing international exchanges, and promoting South-South Cooperation, IPRCC has conducted a series of activities and published more than 30 books in Chinese and English.

www.iprcc.org <<http://www.iprcc.org/>>

www.iucn.org

IGDM - Initiative for Development and Global Governance

In 2007, IDDRI and FERDI decided to combine their think tank activities within the framework of the "Initiative for Development and Global Governance" (IGDM in French). This initiative, which is supported by the French public powers, is aimed at building capacities for debate and analysis on economic development and global public goods, supporting research on the practical problems and issues of development that are often overlapping and/or contradictory, and encouraging the renewal of scientific thinking in this field, leading to policy recommendations.

www.iddri.org

www.ferdi.fr



Chaire Social Business, Entreprise et Pauvreté, HEC

Cette Chaire d'enseignement et de recherche créée en 2008 par HEC avec le soutien de Danone et Schneider Electric, a pour mission:

De contribuer à former une nouvelle génération de managers conscients des défis sociétaux et désireux d'y apporter une réponse;

De développer une recherche de qualité sur les innovations stratégiques à portée sociétale : recherche théorique, recherche appliquée et recherche action, écriture de cas pédagogiques sur le social business et des exemples concrets d'entreprises contribuant à lutter contre la pauvreté.

De mener de la Recherche/Action sur des initiatives d'économie inclusive dans les pays développés portant essentiellement sur les expérimentations conduites dans le cadre de l'Action Tank Entreprise et Pauvreté.

www.hec.fr

Chair Social Business, Enterprise and Poverty, HEC

The aim of the chair, launched in 2008 by HEC with the support of Danone and Schneider Electric, is threefold:

To educate the next generation of managers, in order for them to become more aware of societal challenges and aspire to be part of the solution.

To develop quality research on strategic innovation in societal fields: academic research, applied research, and action research, writing case studies on themes involving social business and the ways in which business can contribute to alleviating poverty.

To carry out action research on specific initiatives for a more inclusive economy in developed countries focusing on experimentation lead by the Action Tank Enterprise and Poverty.

www.hec.edu



Remerciements / Acknowledgements

Au nom de l'Institut Veolia Environnement et de l'Agence Française de Développement, les deux coordinateurs de la conférence, Ludivine Houssin (IVE) et Bertrand Charrier (AFD) tiennent à remercier tout particulièrement :

- Les membres du Comité de prospective de l'Institut Veolia Environnement sans qui cette conférence n'aurait pu être imaginée ;
- Madame Christine Lagarde et le Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie pour leur patronage ;
- L'ensemble des intervenants pour leur participation, leur disponibilité et leur expertise ;
- Les partenaires de la conférence et auteurs des documents de cadrage pour leur contribution :

Noura Bakkour (Iddri) Raphaël Billé (Iddri), Virginie Bonnell (WBCSD), Arnaud Collin (UICN), Frédéric Dalsace (HEC), Marcel Engel (WBCSD), Patrick Guillaumont (FERDI), Kelly Labar (FERDI), Benoit Lefèvre (Iddri), Benoit Martimort-Asso (Iddri), David Ménasce (HEC), Romain Pirard (Iddri), David Satterthwaite (IIED), Nicholas Stern (LSE), Pavan Sukhdev (PNUE), Laurence Tubiana (Iddri), Kaavya Varma (GIST), Xiaolin Wang (IPRCC), Jin Xu (IPRCC), Xiaoying Zhang (IPRCC).

- Les coordinateurs de session de l'AFD qui ont permis de bâtir un programme riche et de bénéficier de contribution d'acteurs de terrain du monde entier:

Tanguy Abittan-Tenenbaum, Sabrina Archambault, Julie Baron, Fadila Belmounes, Cécile Berriet, Catherine Bonnaud, Philippe Chedanne, Guillaume Chiron, Odile Conchou, Constance Corbier-Corthaux, Janique Etienne, Valérie Fakir Christian de Gromard, Jean-Luc François, Catherine Garreta, François Henry, Guillaume Josse, Gilles Kleitz, Nathalie Le Denmat, Tiphaine Leménager, Pascal Pacaut, Emmanuelle Poirier-Magona, Jean-François Richard, Véronique Sauvat, Laureline Tribu, Laure Weisgerber;

- Les collaborateurs de Veolia Environnement pour leur soutien et leur collaboration :

Anne Bourel, Marie-Claire Camus, Geneviève Féron, Dominique Héron, Julien Juge, Eric Lesueur, Dinah Louda, Nicolas Renard, Marie-Dorothee Riet-Hucheloup, Marie-Thérèse Suart-Fioravante, Thierry Vandeveld et Pierre Victoria ;

- Enfin, Monique Fourdrignier, Placide Tagdine Dougah et Clara Mény pour leur aide précieuse tout au long de la préparation.

On behalf of the Veolia Environment Institute and the Agence Française de Développement, the two coordinators of the conference, Ludivine Houssin (VEI) and Bertrand Charrier (AFD) would like to thank in particular:

- The members of the Foresight Committee of the Veolia Environment Institute without which the conference would not have been possible;
- Madam Lagarde and the Minister for the Economy, Finance and Industry for their patronage;
- All the speakers for their participation, their availability and their expertise;
- All the partners of the conference and the authors of the background documents for their contribution:

Noura Bakkour (Iddri) Raphaël Billé (Iddri), Virginie Bonnell (WBCSD), Arnaud Collin (UICN), Frédéric Dalsace (HEC), Marcel Engel (WBCSD), Patrick Guillaumont (FERDI), Kelly Labar (FERDI), Benoit Lefèvre (Iddri), Benoit Martimort-Asso (Iddri), David Ménasce (HEC), Romain Pirard (Iddri), David Satterthwaite (IIED), Nicholas Stern (LSE), Pavan Sukhdev (UNEP), Laurence Tubiana (Iddri), Kaavya Varma (GIST), Xiaolin Wang (IPRCC), Jin Xu (IPRCC), Xiaoying Zhang (IPRCC);

- The session coordinators from AFD who contributed to build a rich program with field actors from all over the world:

Tanguy Abittan-Tenenbaum, Sabrina Archambault, Julie Baron, Fadila Belmounes, Cécile Berriet, Catherine Bonnaud, Philippe Chedanne, Guillaume Chiron, Odile Conchou, Constance Corbier-Corthaux, Janique Etienne, Valérie Fakir Christian de Gromard, Jean-Luc François, Catherine Garreta, François Henry, Guillaume Josse, Gilles Kleitz, Nathalie Le Denmat, Tiphaine Leménager, Pascal Pacaut, Emmanuelle Poirier-Magona, Jean-François Richard, Véronique Sauvat, Laureline Tribu, Laure Weisgerber;

- The collaborators from Veolia Environnement for their support and their cooperation:

Anne Bourel, Marie-Claire Camus, Geneviève Féron, Dominique Héron, Julien Juge, Eric Lesueur, Dinah Louda, Nicolas Renard, Marie-Dorothee Riet-Hucheloup, Marie-Thérèse Suart-Fioravante, Thierry Vandeveld et Pierre Victoria ;

- At last, Monique Fourdrignier, Placide Dougah and Clara Mény for their valuable help all along the way to the conference.